Montréal jeudi 4 octobre 2012 Le plus grand quotidien français d'Amérique
128e année N° 288 78 pages, 6 cahiers

85 ¢ taxes en sus – Édition provinciale **95 ¢**
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

CAISSE DE DÉPÔT ET QUÉBECOR MÉDIA

OÙ SONT LES PROFITS?

Après 12 ans, la Caisse perd patience et se déleste de la moitié de ses actions dans Québecor Média. L'aventure a jusqu'à maintenant coûté 450 millions aux Québécois.

IL COMMENÇAIT À ÊTRE TEMPS
JEAN-PHILIPPE DÉCARIE
AFFAIRES

Pierre Karl Péladeau
PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

LA PRESSE

GRANDE ENQUÊTE GOUROUS INC.

DANS L'ENFER D'UNE SECTE

«ON A RENIÉ NOS FAMILLES DU JOUR AU LENDEMAIN.»

La moitié des membres d'une secte des Laurentides ont réussi à se soustraire à l'emprise de leur gourou. Ils nous racontent ces terribles années de soumission.

MARIE-CLAUDE MALBOEUF ET FRANCIS VAILLES
PAGES A2 À A5

LA «LISTE NOIRE» DE VITO RIZZUTO

L'ex-parrain sort de prison ce week-end. Et il a des comptes à régler.
PAGES A8 ET A9

L'OCCUPATION TROUBLE DE LAURIE

HUGO DUMAS
ARTS

10 VÉRITÉS SUR LA REMISE EN FORME

CAHIER SANTÉ

ILLUSTRATION FRANCIS LÉVEILLÉE, LA PRESSE

LA PRESSE EN SYRIE

DANS LE BUNKER SECRET DES REBELLES

MICHÈLE OUIMET
PAGE A24

PHOTO EDOUARD P.-FRÉCHETTE, LA PRESSE

PRÉSIDENTIELLE ★ 2012

PHOTO REUTERS

ROMNEY PEUT SOURIRE

Mitt Romney ne peut sans doute pas se targuer d'avoir mis Barack Obama K.-O., mais il a marqué de précieux points hier soir lors du premier débat présidentiel de 2012.
PAGES A26 ET A27

PIERRE FOGLIA
FAMILLE TRUDEAU: FILIATION
PAGE A10

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE
«Je trouve le Dr Couillard un peu dodu pour être chef.» – le Dr Barrette

Venez voir mon blogue! **www.lapresse.ca/laporte**

L-V 6 21924 98765 1

GRANDE ENQUÊTE GOUROUS INC.

LE PREMIER VOLET DE NOTRE GRANDE ENQUÊTE PORTAIT SUR L'ÉPIDÉMIE DE PSEUDO-GUÉRISSEURS. CETTE SEMAINE, NOUS INFILTRONS L'UNIVERS DES BRICOLEURS DE L'ÂME, CES VENDEURS DE BONHEUR QUI PRÉTENDENT FAIRE « GRANDIR » LEURS CLIENTS. SUIVRE LEURS THÉRAPIES BIZARRES EST POURTANT PÉRILLEUX. SUICIDES, SÉJOURS EN PSYCHIATRIE, AGRESSIONS SEXUELLES… LEURS NOMBREUSES VICTIMES ONT VÉCU LES PIRES HORREURS. À COMMENCER PAR QUELQUES DIZAINES DE PERSONNES QUI ONT SACRIFIÉ DES ANNÉES DE LEUR VIE POUR VIVRE DANS L'OMBRE D'UN GOUROU, ROI DE L'IMMOBILIER.

Gourous inc.

DEMAIN > Secte et fric

SAMEDI dans ENJEUX > Les bricoleurs de l'âme

QUAND LA THÉRAPIE VIRE À LA SECTE

Un groupe d'épanouissement personnel fonctionnant comme une secte vient d'éclater à Prévost, dans les Laurentides. Prêtes à engloutir des milliers de dollars pour « grandir » grâce à la thérapie controversée de leur maître à penser Jean-Claude Gallant, quelques dizaines de personnes ont vécu dans la soumission, à l'ombre de son palais. Elles ont renié leur famille, quitté des emplois payants, flirté avec l'illégalité et perdu tous leurs repères. Démolies, la moitié d'entre elles ont fui. Et elles veulent sauver les jeunes et les enfants restés derrière.

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

FRANCIS VAILLES

Véronique tremble de tout son corps. Elle a peur, terriblement peur, mais elle n'en peut plus. Cette nuit, c'est décidé, elle s'enfuit. Son frère l'attendra bientôt en haut de la côte. La jeune femme de 33 ans ouvre la petite fenêtre du sous-sol et vide sa chambre, un sac à la fois.

À l'étage, le couple qui l'héberge ne doit surtout pas découvrir qu'elle quitte Prévost pour toujours.

Vers 1h30, Véronique plaque son oreiller contre sa poitrine, monte l'escalier et s'aventure dans le noir, le cœur battant. Dehors, le gravier crisse sous ses pas. Aussitôt, c'est la catastrophe; dans la maison, une lumière s'allume.

Le souffle coupé, Véronique s'effondre contre sa voiture, certaine que ses anciens amis viendront lui bloquer la route pour la traiter de traîtresse et la vouer aux enfers. « J'ai démarré avec la valise du char ouverte. Mes mains tremblaient sur le volant. Je vérifiais mes miroirs sans arrêt. On aurait dit une évasion de prison », dit la jeune femme, dont nous avons changé le nom, comme celui de ses camarades.

Depuis un an ou deux, Véronique est à peu près la 20e à fuir la même prison invisible: un groupe d'épanouissement personnel nommé La Source, qui fonctionne comme une secte. Plusieurs déserteurs ont accepté de nous raconter leur drame des dernières années. D'autres sont trop démolis ou ont trop peur – peur, surtout, pour leurs proches restés derrière.

Véronique a fui en septembre 2011, neuf longues années après être entrée dans le groupe, à 24 ans. Sa cousine l'a vite suivie, mais pas sa sœur, précise-t-elle en ravalant ses larmes. Ni une vingtaine d'autres – hommes, femmes et enfants –, qui semblent toujours subjugués par leur gourou-thérapeute.

Grand seigneur

Ce gourou, c'est Jean-Claude Gallant, un quinquagénaire ventru qui a peu à peu envahi leur quotidien et en a profité pour empocher des dizaines de milliers de dollars. Sa recette: leur promettre une vie qu'il disait « remplie d'amour ».

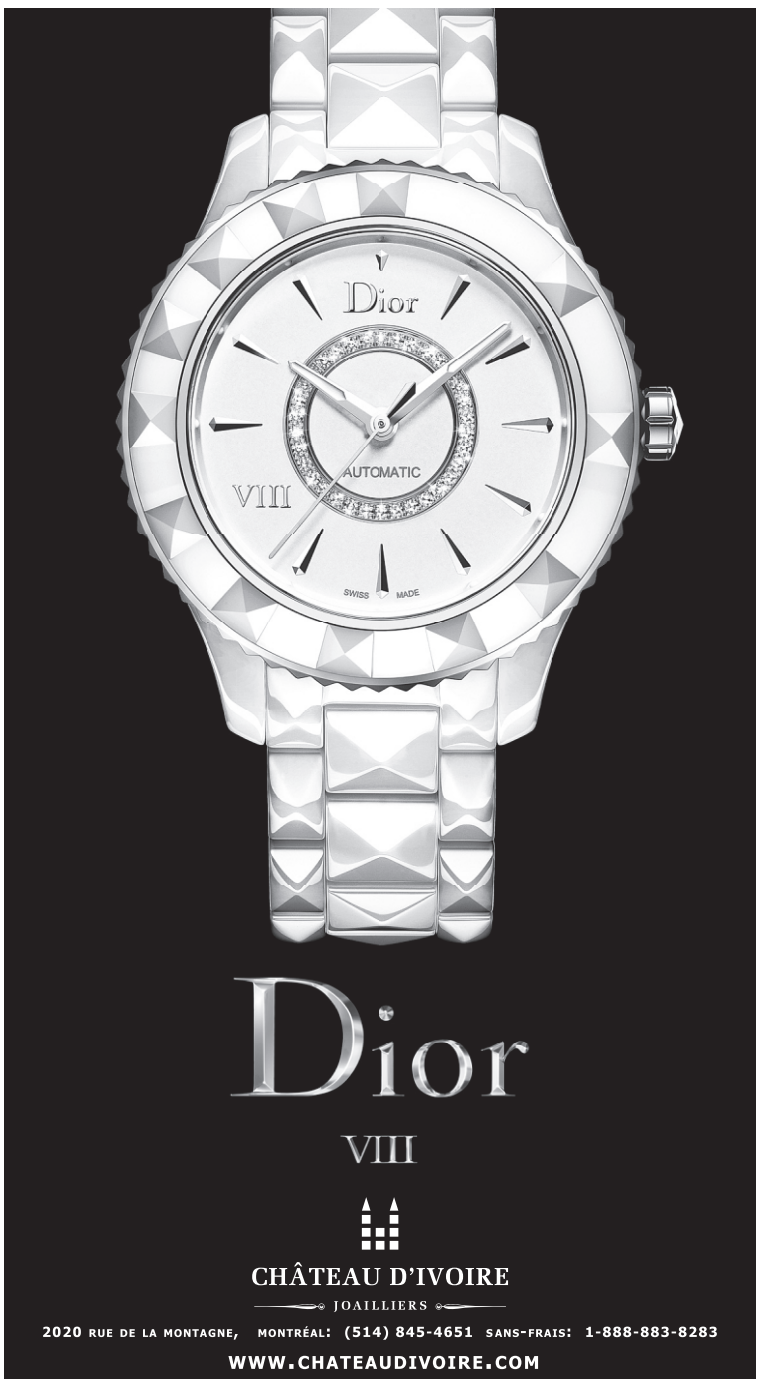
Au début du mois de mars, lors d'une soirée d'information au centre du boulevard Curé-Labelle, son ascendant était palpable. Pour accueillir trois recrues potentielles – dont une journaliste incognito –, une vingtaine de vétérans remplissaient un petit salon. Gallant parlait, tandis que ses disciples écoutaient, comme chaque mois, un baratin de vente qu'ils connaissent par cœur. Satisfaction garantie ou argent remis, promet-il.

Au quotidien, Gallant règne aussi en seigneur. Certaines femmes du groupe ont l'habitude de lui masser la tête et les mains. Il les assoit sur ses genoux, leur donne des claques sur les fesses et amène ses favorites en vacances.

L'homme voyage dans le Sud deux fois par année et vit à quelques kilomètres du centre, dans une demeure qu'il qualifie lui-même de « maison de pacha ». Elle est dotée d'une grande porte flanquée de colonnes, d'une tourelle et d'une fontaine entourée de sculptures.

Il roule en Acura MDX, tandis que sa femme de 48 ans, Lyne Collin, vient d'abandonner son Audi A4 au profit d'une BMW X1. Artiste amateur, celle-ci passe ses soirées à peindre dans son manoir, tente d'écouler ses toiles dans un café et écrit des chansons, qu'elle rêve de vendre à Céline Dion.

Il y a une vingtaine d'années, Gallant était encore chef d'équipe dans une usine de pains Weston et faisait des ménages pour arrondir ses fins de mois. Il s'est recyclé en guide spirituel après avoir essayé le *rebirth*, technique d'hyperventilation ultracontroversée, censée libérer l'humain de ses



Notre vidéo

Sur www.lapresse.ca/rebirth

On voit ici Jean-Claude Gallant, filmé grâce à une caméra cachée alors qu'il tentait de recruter de nouveaux clients, l'été dernier.

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

SOMMAIRE

Amusez-vous!	SANTÉ **6**	Petites annonces	PETITES ANNONCES ET AFFAIRES **4 et 15**
Astrologie du jour	AFFAIRES **18**	Sudoku	AFFAIRES **4**
Avis et encans	AFFAIRES **11**	Trait d'union	AFFAIRES **18**
Débats	**A30 et A31**		
Décès	AFFAIRES **16**		
Emplois	AFFAIRES **20**		
Loteries	**A25**		
Monde	**A24 à A29**		

Météo

Nuageux avec bruine en matinée, maximum **20**, minimum **14**. AFFAIRES **15**

PHOTO TIRÉE DU SITE SUTTON.COM

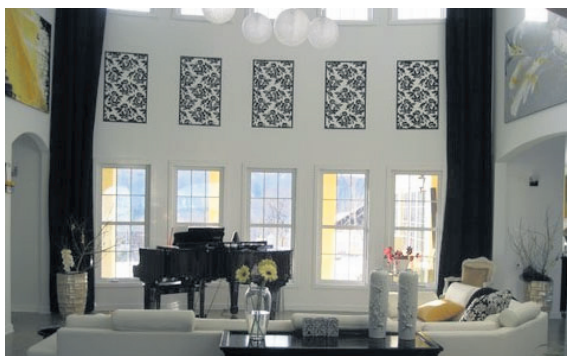


PHOTO TIRÉE DU SITE IMMOANNONCEXTRA.COM

À gauche, le centre de croissance personnelle La Source, où ont lieu les séances de *rebirth*. Au centre, le palace du gourou, actuellement en vente pour près de 900 000$. Demain, il sera question de ses projets immobiliers, auxquels il mêle ses fidèles.

À droite, Stéphane Raynault, l'un des nombreux autres bricoleurs de l'âme dénoncés samedi, dans le cahier Enjeux.

PHOTO D'ARCHIVES, LA PRESSE

PHOTO DU CENTRE DE CROISSANCE DE PRÉVOST TIRÉE DU SITE WEB DE SUTTON

UNE VINGTAINE DE VÉTÉRANS REMPLISSAIENT UN PETIT SALON. GALLANT PARLAIT, TANDIS QUE SES DISCIPLES ÉCOUTAIENT UN BARATIN DE VENTE QU'ILS CONNAISSENT PAR CŒUR.

blocages en faisant remonter ses émotions enfouies. Gallant dit qu'elle l'a guéri de sa haine des homosexuels.

Depuis, plus d'un millier de Québécois ont fait au moins une séance avec lui: un urgentologue de l'hôpital Notre-Dame, des ingénieurs, des informaticiens, des comédiens, des agents hypothécaires, des étudiants, etc.

Un petit nombre d'entre eux se sont mis à enchaîner les séances.

Jean-Claude Gallant ne dit jamais qu'en submergeant les gens d'émotions, sa technique favorise la manipulation mentale. Il convainc plutôt ses clients que la planète est peuplée d'« inconscients », tandis qu'eux peuvent enfin cesser de pourchasser de faux bonheurs. Il leur vend ultimement l'idée d'une vie communautaire, sous son aile et celle de ses assistants, qu'il a lui-même formés.

Conquis par cette image rassurante, une vingtaine d'adeptes ont quitté Montréal, la Rive-Sud ou la couronne nord pour rejoindre le groupe. Ils ont acheté des bouts de terrain à Gallant, alors propriétaire d'une grande terre à Prévost, et construit leurs maisons à l'ombre de son palais. Sans se douter qu'ils deviendraient très vite ses otages psychologiques.

Le piège se referme

Lorsque son conjoint de l'époque l'a amenée à La Source, il y a 11 ans, Annie n'aurait jamais pu deviner ce qui l'attendait. « Au début, c'est subtil et respectueux », dit-elle.

« L'attention qu'ils te donnent, tu n'as jamais ressenti ça avant, explique Jean, autre ex-adepte. Ils te valorisent beaucoup. Tu te sens comme si tu avais gagné la 6/49. J'ai mordu à l'hameçon! »

Mais la lune de miel est éphémère. Pour rester dans les bonnes grâces de Gallant le sauveur, ses protégés doivent convaincre leurs proches d'essayer le *rebirth*. « On leur disait: si je ne vaux pas deux jours de ta vie, ce n'est plus la peine de se voir. On a renié nos familles du jour au lendemain », résume Jean.

Gallant profitait apparemment des séances de *rebirth* pour convaincre ses clients qu'ils n'avaient jamais été vraiment aimés par leurs parents.

Un Noël, Annie s'est risquée à visiter sa famille. « Ma *rebirther* l'a su et m'a appelée en colère pour me dire que je n'avais aucun amour-propre d'aller voir des gens aussi ignobles », raconte-t-elle.

Au fil des ans, la Montréalaise a fini par plaquer le bureau de son père et une carrière de conseillère financière qui lui rapportait 250 000$ par année. Elle a alors lancé une maison de production avec la femme du gourou, Lyne Collin. L'organisation d'un festival a mal tourné et, submergée de pertes, Annie a tout perdu – sa maison et ses économies de 400 000$. Depuis, chacune rejette la responsabilité sur l'autre.

Une autre membre a sacrifié sa carrière d'enseignante pour empocher un petit salaire au Café des 4 Sucres, dont Jean-Claude Gallant est copropriétaire. Le soir, elle aide la benjamine du gourou à faire ses devoirs.

Car Gallant a l'art de faire travailler les gens pour sa cause. Qu'il s'agisse de repeindre, de nettoyer ou de pelleter. Et, bien sûr, de séduire les recrues potentielles.

À l'occasion, Gallant va jusqu'à solliciter des prêts afin d'acheter des terrains ou de l'équipement. Tout cela pour le bien commun, clame le gourou à ses fidèles, alors qu'il est le premier à s'enrichir grâce à eux.

« Tu ne peux pas avoir une vie, tous tes week-ends passent en corvées, raconte Jean. Sinon, on te traite d'égoïste, alors que tu ne lui dois rien, puisque tu paies pour ses services! »

En privé, Gallant n'a lui-même rien d'un modèle. Il traite des clients de « criss de chialeux » et de « grosses tabarnak » ou dit des choses comme « la vieille crisse, elle peut crever, ça fera une tache de moins sur la planète ».

Au bord du suicide

Quand Annie a enfin ouvert les yeux, fuir le groupe lui semblait si compliqué qu'elle s'est mise à préparer son suicide. Au début de 2011, à 44 ans, elle venait de se faire enlever une tumeur cancéreuse à un sein, combattait une infection virulente et ne dormait plus. Mais plutôt que de prendre ses comprimés de morphine, elle les mettait de côté. « Je me tenais prête à tout avaler d'un coup. J'avais rompu avec ma famille; je ne voyais pas d'autre issue », dit-elle.

Une escapade chez sa tante la sauve. Annie décide alors de ne jamais remettre les pieds à Prévost. La nuit suivante, la femme de Jean-Claude Gallant la bombarde d'une dizaine de courriels disant: « je te trouverer, c est sure [sic] », puis « ton ame mourra et tu le sais [sic] ».

Le cauchemar dure des semaines. « Après ma sortie, je me promenais avec ma mère et on faisait juste pleurer, se souvient-elle. Je dormais 20 heures en ligne. Je faisais des sauts effrayants quand le téléphone sonnait. J'avais peur de sortir... »

Aujourd'hui, la Montréalaise tremble pour les jeunes restés derrière, dont deux bébés nés récemment. Plusieurs ont grandi dans le groupe et ne connaissent rien d'autre. Ils diabolisent les déserteurs, et sont parfois poussés à couper les ponts avec eux, même lorsqu'il s'agit d'un de leurs parents.

En vieillissant, ils se mettent à faire du recrutement. « La fille d'une *rebirther* a amené ses amis de 18, 19 ou 20 ans. C'est épouvantable », s'inquiète Annie.

Désireux de repeupler, à Mille-Isles, un nouveau terrain cinq fois plus grand que celui de Prévost, Jean-Claude Gallant a organisé cet été un nouveau week-end de *rebirth*. L'homme a plus que jamais besoin d'adeptes. « Il nous blâmait, parce qu'on n'amenait pas assez de nouveaux, rapporte Véronique. Il disait: "Toi aussi, tu penses qu'on est une secte? " »

Aujourd'hui, la jeune femme et ses amis osent dire que c'en est une. Plusieurs ont eu besoin de consulter un psychologue. D'autres se battent seuls avec leurs démons, par crainte d'être manipulés à nouveau. « On se sent *brainwashés*, dit l'un. Ça va me prendre des années à voir clair, avant d'être sûr que ce que je fais, ça vient de moi. »

La plupart pleurent leurs années perdues. Mais aucun ne regrette son départ. Leurs familles leur ont rouvert grands les bras. Ils se sentent beaucoup plus proches les uns des autres maintenant qu'ils sont libres. Véronique ose enfin sourire aux inconnus.

« La première fois, mon visage a failli craquer tellement ça ne m'arrivait plus, dit-elle. Je n'en reviens toujours pas, comment il y a plein de gens gentils dehors. »

Lisez la réaction de Jean-Claude Gallant en page A5.

L'ENFER DU HARCÈLEMENT

MARIE-CLAUDE MALBOEUF
ET FRANCIS VAILLES

Avec le recul, les anciens fidèles de Jean-Claude Gallant se demandent comment ils ont pu rester aussi longtemps sous son emprise.

Le maître de La Source agit tout simplement comme des milliers de gourous l'ont fait avant lui: après avoir fragilisé ses fidèles, il les dresse les uns contre les autres, et se pose ensuite en sauveur.

« Quand tu as tourné le dos à tous les gens du passé, tu n'as plus personne d'autre. Alors, tu vis pour qu'il t'aime et t'approuve, dit Jean, ex-adepte. Lui, il n'attaque jamais de front. Il n'a qu'à envoyer la merde par ses pions. »

Gallant – ou ses assistants en mission – sème vite le doute chez ses fidèles en quête d'indépendance. Ceux-ci entendent dire que leur attitude prouve qu'ils sont de mauvais conjoints ou de mauvais parents, qu'ils ne savent pas aimer. La solution: leur imposer l'énième *rebirth*, l'énième formation pour surmonter leurs tares.

À chaque séance, les *rebirthers* empochent 75$. Et accroissent encore leur emprise. « À force de t'amener toujours dans tes émotions, ils savent exactement sur quel bouton peser », résume Véronique.

La pression du groupe, surtout, est écrasante. « L'intimidation là-bas est épouvantable, explique Annie. On pouvait forcer la porte et débarquer à quatre dans un salon, pour ramasser quelqu'un et lui dire qu'il manquait d'amour. »

« ON POUVAIT FORCER LA PORTE ET DÉBARQUER À QUATRE DANS UN SALON, POUR RAMASSER QUELQU'UN ET LUI DIRE QU'IL MANQUAIT D'AMOUR. »

Les fortes têtes étaient ostracisées, jusqu'à ce qu'elles cèdent. « Si tu contestes Jean-Claude, les habitants des 20 maisons voisines se mettent à t'ignorer tout en surveillant tes allées et venues, raconte Jean. C'est pour ça qu'on finissait toujours par rentrer dans le rang. »

Pour joindre nos journalistes
mcm@lapresse.ca
fvailles@lapresse.ca

PHOTO TIRÉE DE FACEBOOK

Jean-Claude Gallant

GRANDE ENQUÊTE GOUROUS INC.

UNE « THÉRAPIE FOLLE »

Une thérapie folle, qui déboussole et se pratique parfois nu, parfois avec un tuba. Une femme qui se dit fille de Dieu. Des compagnons qui se comportent en bouledogues. Le voile se lève sur les dessous du groupe d'épanouissement personnel de Jean-Claude Gallant.

MARIE-CLAUDE MALBOEUF
ET FRANCIS VAILLES

Parce qu'elle est très risquée, la technique thérapeutique du *rebirth* a été dénoncée avec virulence aux États-Unis, où elle fait des ravages depuis les années 70.

« Plutôt que d'aider les clients à devenir plus forts et plus indépendants, [*le rebirth*] entraîne une abdication de responsabilité et un état de dépendance maladive à l'égard du thérapeute », révèle le livre *Crazy Therapies*, de la psychiatre Margaret Thaler Singer, professeure émérite à l'Université de Californie à Berkeley.

Deux morts

Dans certains États américains, une forme extrême de *rebirth* est carrément interdite depuis la mort d'une fillette de 10 ans, Candace Newmaker, en 2000. Pour la forcer à renaître, ses thérapeutes l'avaient enfouie sous des couvertures et s'étaient assis sur elle. L'enfant est morte étouffée.

À Prévost, au milieu des années 2000, un week-end de thérapie avancée baptisé « La puissance » a aussi viré au drame. Un dimanche matin de fin d'hiver, avant le petit-déjeuner, les participants ont dû courir dans les bois voisins du Centre de croissance personnelle La Source, tandis que les autres les encourageaient à se surpasser.

La course s'est bien déroulée, mais après la pause, ce fut le choc. Un des participants a été trouvé mort dans l'escalier menant au stationnement. L'homme dans la cinquantaine venait d'être foudroyé par une crise cardiaque.

Une fois les ambulanciers alertés, une adepte aurait entendu le maître du centre, Jean-Claude Gallant, donner une curieuse directive à l'un de ses assistants. « Fais vite disparaître sa fiche [NDLR: celle du mort] », lui aurait-il glissé dans la cuisine.

Gallant soutient au contraire que l'homme ne prenait pas ses médicaments, était déjà « pris du cœur », « prenait un coup et fumait son joint », et ne l'avait pas dit. « Il y a un enquêteur qui est venu chez nous, pis tout le monde a dit pas mal les mêmes affaires, ce qui fait que c'est tombé entre deux chaises », ajoute-t-il. Lorsqu'un déserteur a dénoncé les agissements du gourou à la Sûreté du Québec, quelques années après cette mort, il a toutefois découvert que les policiers avaient conservé un rapport sur l'événement.

Le teint bleu

Pour les nouveaux clients, il n'est pas immédiatement question de jogging. Gallant se contente d'abord de leur proposer un *rebirth* classique. Ils sont invités à respirer à pleine bouche, sans arrêt, pendant une heure. L'objectif: se libérer de blocages émotionnels, dit-il. Dans le document de formation que nous avons obtenu, il précise que l'exercice peut provoquer crampes, sanglots, colère, rires, claquements de dents, transpiration, douleurs et vomissements. Le teint peut devenir bleu, est-il aussi écrit, et, parfois, « le corps se met à trembler, froideur, il y a souvent régression ».

> LE TEINT PEUT DEVENIR BLEU ET PARFOIS, « LE CORPS SE MET À TREMBLER, FROIDEUR, IL Y A SOUVENT RÉGRESSION ».

Pour le professeur de psychologie Conrad Leconte, spécialiste de l'efficacité des thérapies, les gens qui se livrent à pareil exercice se placent dans un état de vulnérabilité extrême. Totalement submergés d'émotions, ceux-ci perdent temporairement toute capacité de réflexion. Ils deviennent alors faciles à manipuler, et si sensibles à la suggestion qu'ils se retrouvent souvent avec de faux souvenirs.

Dans certains cas, le sujet peut « décompenser », c'est-à-dire voir s'effondrer toutes ses défenses psychologiques, précise M. Leconte, retraité de l'Université de Montréal.

Une petite étude menée auprès de 12 personnes pendant trois mois laisse tout de même croire que le *rebirth* peut aider les dépressifs et les anxieux. Son efficacité n'a toutefois jamais été solidement prouvée. Seule la réaction physiologique est garantie.

« Ce n'est pas parce qu'on a subi une thérapie qu'on peut devenir thérapeute et résoudre les problèmes des autres », prévient par ailleurs la présidente de l'Ordre des psychologues, Rose-Marie Charest.

C'est pourtant ce que Jean-Claude Gallant et ses

UN DÉLIRE RELIGIEUX

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

La femme du gourou, Lyne Collin, prétend être « la fille [de Dieu] autant que Jésus fut son fils ». Dieu lui apparaît, lui parle avec « sa voix qui gronde » et lui a annoncé la fin du monde en lui montrant « des déluges, des terres qui s'effondrent, la faim et la peur inscrites sur des milliers de visages ».

L'ancienne coiffeuse expose tout cela dans un récit de 237 pages – mélange d'autobiographie et de prêche enflammé –, dont elle infligeait jadis la lecture aux plus proches fidèles de son mari, Jean-Claude Gallant. Écrit il y a environ 15 ans, soit bien avant la fuite récente d'une vingtaine de membres, le texte ouvre une fenêtre troublante sur la psyché de la « première dame » du Centre de croissance personnelle La Source.

La femme de 48 ans y raconte son enfance pathétique, sa découverte du *rebirth* et sa rencontre avec Gallant. À l'en croire, ce dernier a apaisé ses craintes en lui disant qu'« il venait dans un but bien précis et qu'il faisait partie de cette propagande de la fin [du monde] ».

Lyne Collin écrit être « venue pour faire de cette terre le vrai paradis terrestre ». Elle se croit capable de « reconnaître qui appartient à Dieu ». À ses yeux, le salut passe par la foi et par la pratique du *rebirth*.

La quadragénaire se présente comme une justicière. « Plutôt que de guérir, je punirai. Plutôt que de donner la vie, je donnerai aussi la mort, écrit-elle. [...] Je viendrai dans toute ma gloire, seulement, cette gloire vous surprendra. Car ce qui vous semblait BIEN sera mal, et ce qui vous semblait MAL sera bien. »

Sa famille – qui ne lui a pas donné l'amour qu'elle voulait – lui inspire la rage. Tout comme le reste de l'humanité. « Votre monde grotesque est sans amour, sans charité, sans vérité », écrit-elle. C'est Dieu, dit-elle, qui lui a ordonné de rompre avec son premier mari et de tomber dans les bras de Gallant, en lui annonçant, deux ans avant le fait, qu'elle aurait un fils avec ce dernier.

Dans les années 90, le couple a dû fermer un premier centre de *rebirth* à la suite d'une rébellion des clients. Son explication? « Tous ces gens avaient peine à mettre ce qu'on leur avait enseigné en pratique, ils jugeaient sans rien vérifier et se donnaient tous raison. [...] Or nous continuâmes, nous, à évoluer », écrit Lyne Collin.

L'artiste amateur traite par ailleurs le mouvement des Alcooliques anonymes de secte, en disant qu'il lui a volé l'amour de sa mère. « [Ces gens] devinrent toute sa vie et lui redonnèrent une fausse estime d'elle et elle devint véritablement quelqu'un d'autre », dénonce-t-elle. Sans réaliser que c'est exactement ce que les anciens membres de La Source disent avoir subi à son contact et à celui de son mari.

Interrogée au sujet de ses écrits, Lyne Collin a refusé d'en parler, disant qu'il s'agissait d'un document privé. D'après nos sources, elle a pourtant tenté de le faire publier. Jean-Claude Gallant a dit que sa femme l'a écrit « dans une petite passe de spiritualité en canne » et d'angoisse. Il soutient avoir dissuadé ses fidèles de le lire, et précise: « C'est pas moi qui vais prêcher ça sur la rue. »

assistants prétendent. Leur approche viole par ailleurs tous les interdits imposés aux psychothérapeutes membres d'un ordre professionnel. Pour éviter les conflits d'intérêts, ceux-ci ne peuvent se lancer en affaires avec leurs clients, ni leur vendre de propriétés, ni les faire travailler. Ils ne peuvent les fréquenter socialement, ni parler d'eux et de leurs problèmes à quiconque – encore moins pour exercer des pressions.

Maintenant illégal

De toute façon, tout indique que Gallant agit désormais illégalement en offrant ses ateliers de *rebirth* au Québec.

Depuis quatre mois, quiconque prétend alléger la souffrance d'autrui en changeant ses pensées doit détenir un permis de l'Ordre des psychologues du Québec, peu importe comment il se présente.

Or, le maître du Centre de croissance personnelle La Source ne répond à aucune des conditions requises pour obtenir un permis. Et même s'il ne se dit pas « psychothérapeute », dans son dépliant, il dit pouvoir aider les gens à se libérer de l'angoisse, de la jalousie, de la peur, du manque de confiance, de l'agressivité et des problèmes nuisibles à l'épanouissement. En entrevue, il nous a dit « guérir les traumatismes enfouis dans l'inconscient », offrir « un style de psychothérapie » et « changer plein de comportements ».

L'ATELIER « L'AQUARELLE » SUPPOSE DE RENAÎTRE DANS LA GRANDE BAIGNORE À REMOUS DU CENTRE LA SOURCE, SOUS L'EAU, EN RESPIRANT AVEC UN TUBA.

PHOTO TIRÉE DE CENTRIS

« Ses promesses sont des promesses de traitement, avec la nouvelle loi, on peut examiner cela de près », estime la présidente de l'Ordre des psychologues, Rose-Marie Charest.

Jogging, bain et nudité

La facture monte vite pour les fidèles de Jean-Claude Gallant. Chacun des quatre ateliers d'un week-end coûte 350$. La formation complémentaire coûte 3100 $. Il faut tout refaire à répétition, et accompagner sa démarche de dizaines de *rebirths* privés à 75$. Au fil des ans, la facture totale atteint facilement 15 000$ ou 20 000$.

À La Source, « La base » d'un week-end et ses deux soirées de suivi permettent de faire quatre premiers *rebirths* entrecoupés d'exercices.

L'atelier suivant, « L'aquarelle », suppose de renaître dans un grand bassin, sous l'eau, en respirant avec un tuba.

Le troisième atelier, « La puissance », passe par une course exténuante dans les bois. Un quinquagénaire est mort durant la pause qui a suivi. Un septuagénaire et de nombreuses femmes d'un certain âge ont survécu au même exercice. Elles arrivaient toutefois livides ou écarlates, d'après les adeptes de l'époque.

Le dernier atelier, « Corps en accord », n'est pas annoncé sur le site internet du centre. Les participants s'y livrent au *rebirth* pratiquement nus. « C'est pour ceux qui veulent travailler la nudité », nous a dit Gallant.

PHOTO TIRÉE DE FACEBOOK

Lyne Collin, femme de Jean-Claude Gallant, prétend être la « fille [de Dieu] autant que Jésus fut son fils ».

PHOTO LA PRESSE

Jean-Claude Gallant admet qu'il presse ses fidèles de faire du recrutement, mais nie agir comme un gourou.

GALLANT SE DÉFEND

MARIE-CLAUDE MALBOEUF
ET FRANCIS VAILLES

Jean-Claude Gallant affirme qu'il ne dirige pas une secte ni même un groupe. « C'est des amis. C'est comme si c'était pas correct d'être proches », nous a-t-il déclaré au téléphone.

« Je sais que ça a l'air d'une secte », a-t-il toutefois admis lorsque nous l'avons ensuite rencontré aux Mille-Îles. « Déjà, chez Weston, les gens disaient que j'étais dans une secte. »

Il y a 20 ans, les membres de son premier groupe de thérapie se sont révoltés. Gallant l'explique ainsi : « Ils étaient censés en parler à d'autres pour qu'ils viennent expérimenter mes fins de semaine. Mais ces gens revenaient et ils n'amenaient jamais personne. Je leur disais : "Ça a l'air d'une secte; on dirait que vous venez ici juste pour prendre du café. Allez-vous-en. Le but, c'est pas qu'on se tienne ensemble en cercle fermé." »

Pourquoi, s'il voulait garder ses distances, offrir à ses adeptes ultérieurs d'acheter les terrains autour de sa maison ? « Ça fait 20 ans que je suis dans l'immobilier, je trouve ça normal d'offrir des terrains, les gens sont pas obligés », répond-il.

Au sujet de la fuite d'une jeune femme en pleine nuit, Gallant s'est expliqué ainsi : « Elle se sentait coincée là-dedans, elle se sentait pas elle-même dans sa façon d'agir ou d'être. » Bien que cette femme soit entrée dans le groupe très jeune et y soit restée neuf ans, il affirme que ce n'est pas la faute de sa thérapie.

L'homme admet qu'il presse ses fidèles de faire du recrutement, mais nie encore une fois agir comme un gourou. « Je disais souvent aux gens : "Si tu sens que ça [le *rebirth*] t'a aidé, pourquoi tu veux pas aider les autres autour de toi ? " », dit-il.

Il admet avoir dit à des proches que certains pouvaient bien crever, mais ajoute : « Je commencerai pas à justifier tout ce que je dis. »

Quant au harcèlement dont disent avoir été victimes de nombreux membres, il dit : « C'est pas moi qui contrôle les comportements des gens. Je n'approuverais jamais ces niaiseries-là. » Or, d'après les déserteurs, son génie était justement de faire passer ses messages par ses seconds.

Aujourd'hui, Gallant contre-attaque en présentant ceux qui le dénoncent comme des gens malhonnêtes, pourchassés par la police et les agents de recouvrement. « C'était dans la drogue par-dessus la tête », dit-il aussi.

Une adepte actuelle, qui travaille à son café, parle de « salissage ». Elle affirme rester de son plein gré et être reconnaissante à Gallant d'avoir changé sa vie.

Depuis l'adoption de la loi 21, au printemps dernier, les pseudo-thérapies comme celles de Gallant ont été rendues illégales. L'homme nous a rétorqué qu'il ne fait plus de *rebirths* depuis trois ou quatre mois. Pourtant, nous avons constaté qu'il a organisé une séance d'information il y a un mois à peine, et que son site web annonçait hier une séance d'information pour le soir même. « Je ne pouvais pas arrêter ça de même, a dit Gallant pour se justifier. Mais je ne mets plus tellement d'énergie là-dedans. »

ACTUALITÉS

Enquête sur un entrepreneur

La Régie du bâtiment s'intéresse à un homme d'affaires accusé d'avoir battu un de ses concurrents

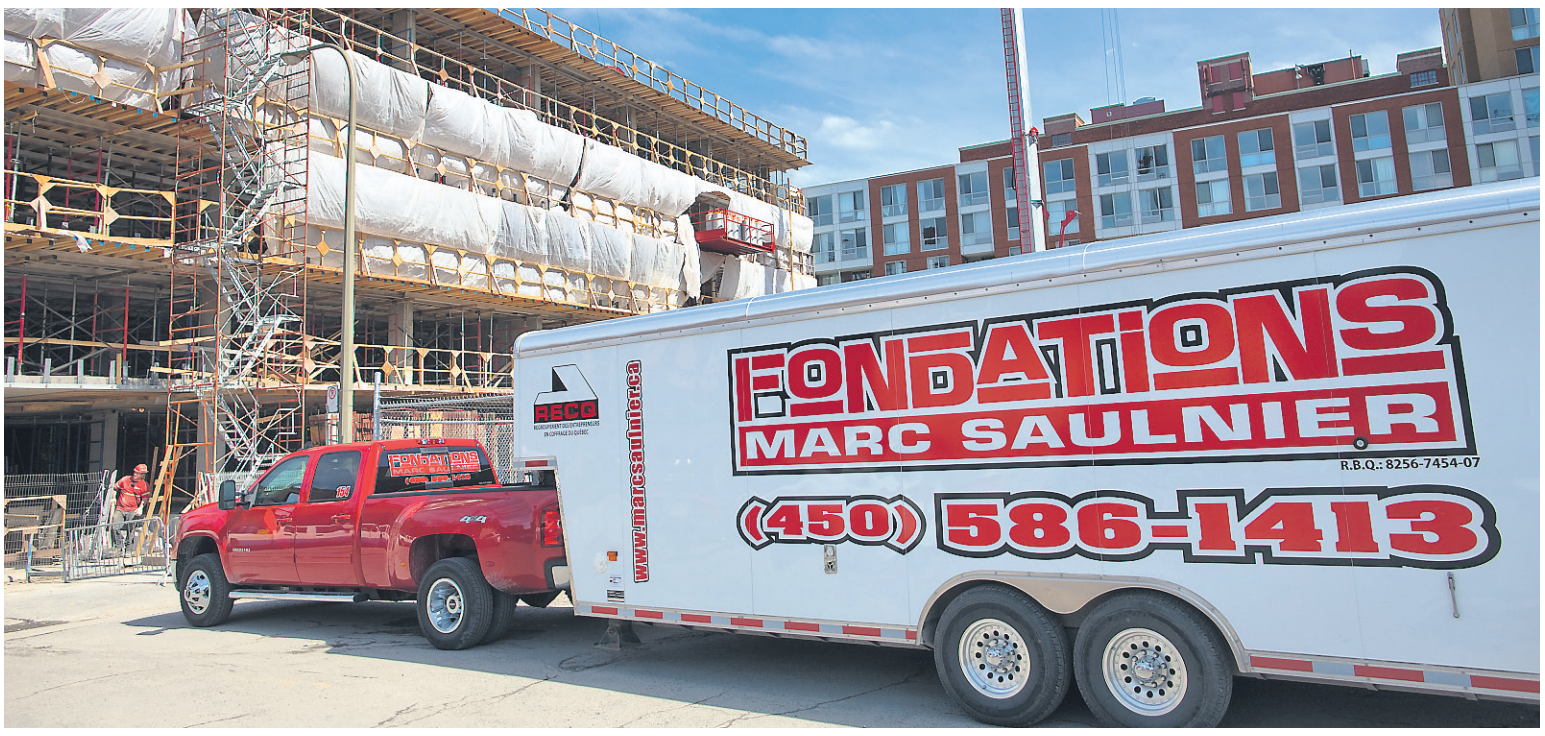


PHOTO ANDRÉ PICHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

Marc Saulnier, propriétaire de Fondations Marc Saulnier, a été convoqué par la Régie du bâtiment à une audience qui pourrait lui faire perdre sa licence.

FRANCIS VAILLES

La Régie du bâtiment du Québec (RBQ) mène une enquête sur Marc Saulnier, entrepreneur en construction très important de la région de Montréal et proche de certains Hells Angels.

L'homme d'affaires, propriétaire de Fondations Marc Saulnier, a été convoqué par la RBQ à une audience qui pourrait lui faire perdre sa licence. L'enquête de la Régie porte notamment sur les accusations criminelles portées contre M. Saulnier en novembre 2010. L'information se trouve dans une requête déposée en Cour supérieure, il y a quelques jours.

Marc Saulnier est accusé d'avoir battu un de ses concurrents de la couronne nord de Montréal, le 15 octobre 2010. Il aurait voulu lui passer un message pour qu'il cesse de le concurrencer sur son territoire, avait rapporté *La Presse* à l'époque. L'événement se serait produit au cours d'un gala de boxe, au Centre Bell.

La RBQ tente d'interroger Saulnier depuis quelques semaines. Le 26 septembre, l'homme d'affaires a demandé à la Cour supérieure de suspendre l'audience qui était prévue le 3 octobre devant la Régie, car elle risquait de nuire à son procès criminel, prévu le 3 décembre, au palais de justice de Montréal. Il a également demandé que tout le processus soit confidentiel.

Marc Saulnier est accusé d'avoir battu un de ses concurrents de la couronne nord de Montréal, le 15 octobre 2010. Il aurait voulu lui passer un message pour qu'il cesse de le concurrencer sur son territoire, avait rapporté *La Presse* à l'époque.

Saulnier soutient que ses droits protégés par la Charte seront gravement atteints s'il témoigne devant la Régie, notamment son droit au silence, la protection contre l'auto-incrimination et la présomption d'innocence. Le juge a rejeté la requête de Marc Saulnier, indique le procès-verbal au dossier de cour, mais les motifs n'y sont pas exposés.

Par contre, la RBQ nous précise qu'elle a décidé de surseoir à l'audience du 3 octobre, sans en dire plus. Il est donc possible que l'audience à la RBQ soit tenue après le procès criminel du 3 décembre, ce qui résorberait le problème soulevé par la requête.

Saulnier craint de perdre sa licence en vertu de la récente loi visant à combattre la fraude dans l'industrie de la construction. Les sanctions s'appliquent aux entrepreneurs qui commettent des infractions criminelles ou fiscales qui peuvent être liées à l'industrie.

« Sans la licence de la RBQ, la compagnie ne pourra plus honorer ses contrats, ce qui occasionnera des conséquences sérieuses sur des tiers non impliqués. De plus, la révocation de la licence occasionnerait la perte de plus de 375 emplois dans la région de Lavaltrie », soutient Marc Saulnier dans un témoignage écrit joint à la requête.

Saulnier, âgé de 35 ans, compte parmi ses amis les Hells Angels Mario Brouillette et David Rouleau. Dans une enquête en 2006, *La Presse* avait révélé que les deux motards étaient coactionnaires ou partenaires de Saulnier dans deux de ses entreprises, un fait que Saulnier avait reconnu.

En 2009, Rouleau et Brouillette ont été arrêtés dans l'opération antimotards SharQc. Mario Brouillette était considéré comme l'un des ténors des Hells depuis la condamnation de Maurice Mom Boucher. Il était vu comme le successeur de Boucher dans la distribution de la drogue à Montréal.

RBC Banque Royale

Bouger, ça rapporte ! Allégez le taux de votre marge de crédit hypothécaire de 0,5 %.

Passez à RBC et perdez 0,5 % en un instant, et économisez.

Nous assumerons même vos frais de transfert*.
Passez à la marge de crédit Marge Proprio RBC® à 3,5 % (taux préférentiel + 0,5 %). Vous pourriez économiser jusqu'à 5 000 $ en intérêts†. Offrez-vous un taux santé dès aujourd'hui.

Communiquez avec un conseiller en prêts hypothécaires RBC Banque Royale® dès aujourd'hui. 1 866 864-0420

Une banque de conseils pour vous guider.MC

* Nous paierons les frais d'assurance titres de base, les frais d'ouverture de dossier et une seule fois les frais de quittance (jusqu'à concurrence de 300 $). L'offre exclut les frais sur remboursement anticipé que vous devrez peut-être payer. Le décaissement doit être d'au moins 50 000 $. † Les économies sont fondées sur une marge de crédit garantie de 100 000 $, les intérêts étant payés sur 10 ans, en comparant un taux d'intérêt annuel de 3,5 % à un taux de 4,0 %. Le taux d'intérêt fluctuera en fonction du taux préférentiel et est sujet à changement en tout temps sans préavis. Le taux entre en vigueur au 4 septembre 2012. Ce produit est offert par la Banque Royale du Canada sous réserve de ses critères de crédit standard. ®/MC Marque(s) de commerce de la Banque Royale du Canada. RBC et Banque Royale sont des marques de commerce de la Banque Royale du Canada.

Encore des perquisitions chez Tony Accurso

L'Agence du revenu du Québec à la recherche de preuves d'évasion fiscale

DAVID SANTERRE

Après l'Agence du revenu du Canada, la GRC et l'Unité permanente anticorruption (UPAC), c'est au tour de l'Agence du revenu du Québec de mettre son nez dans les affaires fiscales de Tony Accurso.

Hier matin, 90 enquêteurs de Revenu Québec ont mené neuf perquisitions liées à une possible évasion fiscale qu'auraient pu commettre l'entrepreneur ou ses sociétés.

Parmi les endroits visés par le fisc, il y a les bureaux des principales entreprises d'Accurso, dont Simard-Beaudry Construction et Construction Louisbourg, en bordure de l'autoroute 15, à Laval. Des adresses ont également été visitées par les enquêteurs à Saint-Eustache et à Montréal.

Les enquêteurs s'intéressent, outre aux entreprises d'Accurso, à un bureau de comptables et à un courtier d'assurances qui pourraient détenir des documents liés à la comptabilité des personnes et entreprises visées.

« Les documents que nous saisirons permettront de déterminer si des infractions à la loi sur l'administration fiscale ont été commises. Si c'est le cas, nous pourrions recommander que des accusations soient portées », a expliqué Stéphane Dion, porte-parole de Revenu Québec.

PHOTO PAUL CHIASSON, LA PRESSE CANADIENNE

Les enquêteurs de l'Agence du revenu du Québec ont mené neuf perquisitions dans des entreprises appartenant à Tony Accurso. Ils s'intéressent aussi à un bureau de comptables et à un courtier d'assurances.

La Presse a aussi appris d'une source proche de l'enquête qu'on souhaiterait pouvoir lancer un avis de cotisation pour impôts éludés de plusieurs millions de dollars.

Des documents convoités

Dans les derniers mois, Tony Accurso a été arrêté par l'UPAC en lien avec de la collusion à Mascouche, ainsi que par la GRC pour une affaire de fraude et de corruption à Revenu Canada. Par ailleurs, Lino Zambito a soutenu devant la commission Charbonneau que le chef de la mafia, Vito Rizzuto, avait arbitré un conflit entre Tony Accurso et lui.

En décembre 2010, Construction Louisbourg et Simard-Beaudry Construction ont reconnu avoir privé Revenu Canada de 4,1 millions de dollars en impôts. Ces entreprises d'Accurso avaient dû rembourser cette somme et payer une amende équivalente.

D'ailleurs, après cette condamnation, Revenu Québec s'était adressé aux tribunaux pour obtenir les documents saisis par son homologue fédéral à la suite de l'enquête qui a mené à la condamnation d'Accurso et de ses sociétés. Mais Revenu Canada avait contesté la demande et le juge de la Cour supérieure Jean-Guy Boilard lui avait donné raison au motif que le ministère fédéral ne pouvait être soumis aux lois provinciales.

Revenu Québec s'y est pris autrement pour mettre la main sur la preuve convoitée, en obtenant quelques jours après ce jugement un mandat de perquisition visant les bureaux de l'Agence du revenu du Canada. Ce mandat a été exécuté et le fisc québécois a en sa possession la preuve fédérale saisie dans les bureaux de l'Agence. Accurso a vainement tenté de faire invalider cette perquisition, jusqu'en Cour suprême.

Revenu Québec estimait que, malgré la preuve fédérale, il lui restait encore des documents à saisir dans les bureaux d'Accurso, qui ont été visités à de nombreuses reprises avant ses agents par d'autres enquêteurs.

Trois cas de « corruption » à la CSST

SYLVAIN LAROCQUE
LA PRESSE CANADIENNE

Trois cas de « corruption » ont entraîné des sanctions disciplinaires l'an dernier à la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST).

La CSST fait mention de ces « incidents » dans son plus récent rapport annuel, qui couvre l'exercice ayant pris fin le 31 décembre 2011. C'est la première fois que l'organisme gouvernemental aborde cette question dans sa documentation publique.

La CSST a d'abord refusé de donner des précisions sur ces cas de « corruption », hier.

Mais en toute fin de journée, la CSST a finalement indiqué que les trois cas sont liés à du « vol de temps ou d'équipement ». Ils ne touchent pas directement l'industrie de la construction. Des sanctions disciplinaires ont été imposées dans chaque cas, mais on n'a procédé à aucun congédiement.

La définition de corruption utilisée par la CSST est plutôt large, puisqu'elle comprend la fraude et l'escroquerie.

La CSST a notamment la responsabilité de s'assurer que les entreprises québécoises respectent les normes de sécurité pour leurs employés.

Plaintes
Ottawa veut réformer la GRC

Des rapports qualifiés d'« extrêmement préoccupants » sur certains comportements au sein de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) soulignent la nécessité de changements à l'intérieur de l'organisation, a reconnu le ministre fédéral de la Sécurité publique. Le gouvernement fédéral a l'intention de donner au commissaire de la GRC, Bob Paulson, de même qu'à ses gestionnaires, de nouveaux pouvoirs afin de discipliner ou renvoyer les personnes qui déshonorent l'organisation. La législation qui permettrait d'introduire des réformes est maintenant étudiée par le comité de la sécurité publique de la Chambre des communes.

— La Presse Canadienne

ACTUALITÉS

LIBÉRATION DE VITO RIZZUTO

Une « liste noire » et un nouvel allié

VINCENT LAROUCHE

L'heure arrive. L'ex-parrain de la mafia Vito Rizzuto sort finalement de prison ce week-end. Selon ce qu'a appris *La Presse*, policiers et bandits ont été informés qu'il sera de retour au pays avec une « liste noire » d'au moins trois ennemis. Et avec l'appui d'un nouvel allié de poids, proche des motards et des gangs de rue, qui devrait l'accueillir à bras ouverts.

Pendant qu'il croupissait en prison aux États-Unis pour le meurtre de trois « capos » rebelles de la mafia new-yorkaise, Vito Rizzuto a vu son clan se faire anéantir. L'opération Colisée de la GRC a mis au jours les activités de son organisation en plus d'envoyer à l'ombre certains de ses fidèles.

Plusieurs de ses acolytes ont ensuite été tués, dont son père et son fils. Son beau-frère, *consigliere* du clan, a été enlevé et n'a plus jamais été revu.

La débandade était telle que certains le croyaient fini.

Plusieurs théories ont circulé dans les médias: l'ancien parrain pourrait aller s'établir à Toronto, où sa femme a de la famille, ou encore au Venezuela, où son père s'était enfui dans les années 70.

Mais tant chez les policiers que dans les milieux criminels, plusieurs demeurent convaincus que Vito Rizzuto entretient un désir de vengeance et qu'il va revenir dans la région de Montréal. Et ce, même si sa maison de Cartierville est en vente et que sa femme a affirmé qu'il n'y habitera plus jamais.

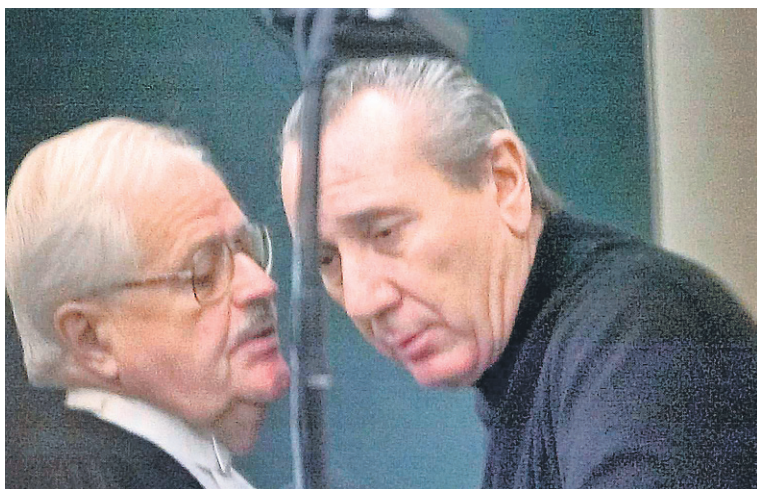


PHOTO RYAN REMIOZ, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Vito Rizzuto, à droite, s'entretient avec son avocat Jean Salois en 2004, au moment de l'audition de sa requête pour annuler son extradition aux États-Unis.

« S'il est vraiment un homme d'honneur, il va revenir ici », indique une source bien informée, qui privilégie cette thèse.

Amis, ennemis

Trois sources fiables ont confirmé qu'une liste d'au moins trois noms circule à Montréal. Il s'agit des ennemis de Rizzuto. Plusieurs attendent de voir quelle sera son attitude à l'égard de ces rivaux.

L'entrepreneur Tony Magi, le gangster d'origine haïtienne Ducarme Joseph ainsi que le magnat de la construction et de la crème glacée italienne, Domenico Arcuri, figurent sur cette liste.

Mais Vito Rizzuto n'a pas que des ennemis. Depuis déjà quelque temps, des rumeurs circulaient sur un rapprochement entre le caïd Gregory Woolley, seul Noir à avoir été admis dans un club-école des Hells Angels, et lui.

Woolley a clarifié les choses au début du mois de septembre, lorsqu'il s'est présenté aux funérailles du Hells Gaétan Comeau en compagnie d'un proche de la famille Rizzuto. Des policiers les ont vus « parader » ensemble dans une ambiance de franche camaraderie qui n'est pas passée inaperçue, selon nos informations.

L'appui de Woolley pèse lourd dans la balance du crime organisé montréalais.

Plusieurs sources ont déjà confirmé que depuis sa sortie de prison en 2011, Woolley a été chargé par les Hells de mettre de l'ordre dans le milieu des gangs de rue montréalais. Sa mission est d'unifier les gangs pour qu'ils acceptent de placer leur commerce de drogue sous la coupe des motards.

« LE gangster »

Certains ont résisté à ce plan. Au mois d'août dernier, deux des récalcitrants, leaders chez les gangs d'origine haïtienne, ont été assassinés. Un autre a été gravement blessé.

Sur le boulevard Saint-Laurent, Woolley et ses sbires en mènent large. Des policiers ont même raconté qu'ils avaient du mal à s'approcher de lui, car il est protégé en tout temps par ses troupes.

« Il est en train de devenir LE gangster dans les rues de Montréal », a confié un enquêteur à *La Presse*.

D'autres acteurs du milieu auraient déjà assuré Vito Rizzuto de leur appui. Sans compter ceux qui se manifesteront seulement si son retour est confirmé, affirment certains.

« Vito a une énorme réputation derrière lui, comme sa famille. La réputation est très importante. Il a été capable de créer un système où il n'était pas obligé d'user de violence. Plus on évite la violence, plus notre réputation est forte », confie une source très branchée sur la communauté italienne et qui connaît bien le crime organisé.

« Les gens de la communauté italienne parlent toujours de Nicolo Rizzuto [père de Vito]. En fin de compte, ils disent qu'il était bon pour la communauté. Il réglait les disputes et aidait tout le monde. C'est ça, le problème. Il s'est créé une réputation d'homme qui aide. Ça lui donne de la légitimité », dit-elle.

Du côté de la police de Montréal, l'inspecteur-chef Charles Mailloux s'est contenté d'esquisser un demi-sourire lorsque nous l'avons interrogé à ce sujet. « C'est certain que c'est quelque chose que nous allons surveiller », a-t-il laissé tomber, en dirigeant toute question vers la GRC, corps policier responsable du dossier, qui n'a jamais rappelé *La Presse* pour cet article.

— Avec la collaboration de David Santerre

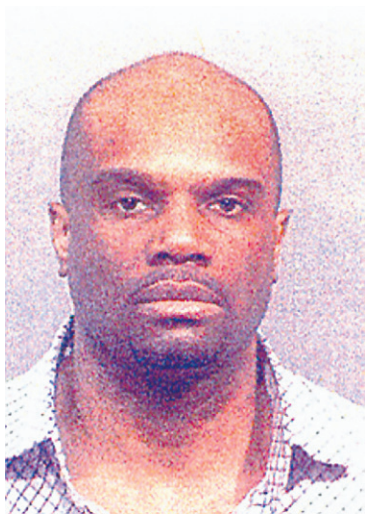
LES ENNEMIS DU PARRAIN

› Tony Magi

Magi était associé avec le fils de Vito Rizzuto, Nick Jr, dans la construction immobilière. En décembre 2009, Nick Rizzuto Jr est assassiné près des bureaux de Magi. Le promoteur est ensuite arrêté en possession d'armes et d'un véhicule blindé. Devant la Régie des alcools, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a assuré que Magi était lié de près aux événements impliquant le crime organisé montréalais à l'époque de la mort de Nick Jr.

› Ducarme Joseph

Cet ancien chef de gang d'origine haïtienne travaillait pour Tony Magi, selon un document sous serment déposé en cour par le SPVM. En mars 2010, Joseph a été arrêté lorsqu'il sortait des bureaux de Magi, pour non-respect de conditions. Il venait d'échapper miraculeusement à une fusillade dans son magasin de vêtements du Vieux-Montréal.



Ducarme Joseph

› Domenico Arcuri

Selon le livre *Mafia inc.*, il a été proche de Salvatore Montagna, mafioso new-yorkais expulsé au Canada en 2009. Ensemble, ils auraient tenté sans succès de prendre la relève du clan Rizzuto, en s'associant à d'autres caïds qui se sont vite retournés contre eux. Toujours selon le livre, peu avant l'assassinat du père de Vito Rizzuto, le vieil homme avait reçu une visite de Montagna lui annonçant que son règne était terminé. Montagna a été assassiné en 2011 et les entreprises liées à Arcuri ont été la cible d'une vague d'incendies criminels récemment. La police soupçonne des partisans de Vito Rizzuto enhardis par sa libération prochaine.

— Vincent Larouche

Les célèbres colocs de Rizzuto

Pendant sa détention, l'ex-chef de la mafia montréalaise a entre autres côtoyé Unabomber

FABRICE DE PIERREBOURG

Vito Rizzuto a purgé sa peine sous le matricule 04 307-748 au complexe correctionnel fédéral de Florence, au Colorado. Au cours de ses six ans de détention dans cet établissement à haut degré de sécurité, Vito Rizzuto a eu comme colocataires des espions, des tueurs en série, des terroristes et des mafieux. Aucun risque qu'ils aient fait leur promenade de santé ensemble, néanmoins.

Ce bottin hors du commun comprend des noms qui ont fait les manchettes des dernières années pour des motifs divers. La plupart de ces illustres condamnés sont considérés comme les plus dangereux des États-Unis. Ils sont emprisonnés à vie et confinés à leur cellule 23 heures sur 24.

Parmi les membres de la mafia, Vito Rizzuto a peut-être croisé Vincent Basciano, un des parrains du clan Bonanno, auquel le sien est affilié, selon les experts, et l'une des «cinq familles» de New York. Surnommé Vinny Gorgeous («le Magnifique») en raison de son goût pour les vêtements élégants et du nom du salon de beauté qu'il possède dans le Bronx, Basciano purge une peine de prison à vie pour meurtre.

Reid, Hansen, Swango...

Florence héberge surtout plusieurs terroristes, la plupart affiliés à Al-Qaïda. Citons le Britannique Richard Colvin Reid, qui a tenté, peu avant Noël 2001, de faire exploser un vol Paris-Miami d'American Airlines avec une chaussure bourrée de TATP, une composition artisanale à base d'acétone. Ou encore Zacarias Moussaoui, le Français accusé d'avoir participé au complot des attentats du 11 septembre 2001. Il y a aussi le sympathisant d'extrême droite Terry Lynn Nichols, impliqué dans l'attentat d'Oklahoma City en 1995. Son complice, Timothy McVeigh, a été exécuté.

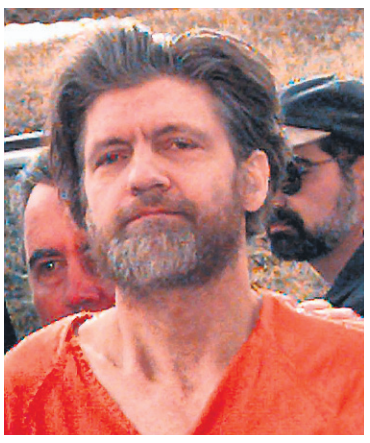


PHOTO ARCHIVES AP

Ted Kaczynski, alias Unabomber, a fait trois morts au cours d'une série d'attentats à la bombe.

PHOTO ARCHIVES REUTERS

Zacarias Moussaoui, la seule personne condamnée pour les attentats du 11-Septembre.

PHOTO ARCHIVES AP

Terry Nichols a été condamné pour le meurtre de 168 personnes à Oklahoma City en 1995.

Quant au Montréalais Ahmed Ressam, que les médias ont surnommé The Millenium Bomber, instigateur de l'attentat raté contre l'aéroport de Los Angeles le 31 décembre 1999, il est demeuré longtemps à Florence avant d'être transféré récemment en Oklahoma.

Autre célébrité, dans le domaine de l'espionnage cette fois: Robert P. Hansen. Cet ex-agent du FBI, arrêté en 2001, aurait livré au KGB puis à son successeur, le SVR, qui lui avait attribué le nom de code «Ramon», des milliers de pages de documents ultra-secrets en échange d'argent et de diamants. Enfin, dans un autre genre, citons Michael J. Swango, un médecin tueur en série, ou bien Ted John Kaczynski, dit Unabomber.

Procès pour des fraudes de 5 millions

Une étudiante raconte comment l'accusé, beau parleur, l'a subjuguée

CHRISTIANE DESJARDINS

Pressée par une banquière et rassurée par un notaire, Geneviève a accepté d'agir à titre de prête-nom pour Robert Moniz, en 2007, en échange de quelques milliers de dollars. Résultat, comme plusieurs autres jeunes qui seraient tombés dans le même panneau, l'étudiante de 22 ans s'est retrouvée endettée de centaines de milliers de dollars, quand Moniz a cessé de payer les hypothèques.

C'est ce qui se dégage du témoignage que Geneviève rend depuis hier devant le juge Patrick Healy, dans le cadre du procès de Robert Moniz. L'homme de 39 ans, qui est détenu depuis son arrestation en mai 2010, doit se défendre de 53 accusations liées à des fraudes évaluées à plus de 5 millions de dollars, qui auraient eu lieu en 2007 et 2008. Il aurait utilisé des prête-noms pour contracter des hypothèques et faire du «flip» immobilier. Son procès, qui a commencé en février dernier, se déroule par à-coups et s'annonce bien long. Des dates ont été choisies jusqu'en juin prochain. Geneviève est un des derniers prête-noms à témoigner. Ce sera ensuite les représentants des banques qui commenceront à défiler devant le juge.

Les subtilités bancaires

Geneviève l'avoue sans détour: elle ne connaissait strictement rien aux subtilités bancaires, immobilières et hypothécaires, en 2007. L'étudiante, qui travaillait aussi en restauration, avait servi de prête-nom une première fois à l'été 2006, pour les «frères Miller», a-t-elle dit hier. Elle avait reçu 4000$ pour sa peine.

En 2007, l'employée de la banque qui avait officialisé le prêt des Miller la rappelle pour lui faire rencontrer «un promoteur immobilier», qu'elle décrit comme un «bon ami», pour agir à titre de prête-nom. Il s'agit de Moniz. La banquière, M^me^ Borelli, organise un souper au restaurant afin de présenter Robert Moniz à Geneviève. Moniz fait bonne impression. Il a du bagout. Il est bien mis et s'exprime dans un très bon français même si ce n'est pas sa langue. Il dit posséder plusieurs propriétés au Canada. Le «*big shot*» de l'immobilier, selon le terme de Geneviève, paie le souper.

L'accusé fait bonne impression. Il a du bagout. Il est bien mis et s'exprime dans un très bon français même si ce n'est pas sa langue. Il dit posséder plusieurs propriétés au Canada. Le *big shot* de l'immobilier, dit le témoin, paie le souper.

Ce que cette dernière comprend, lors de ce fameux souper, c'est que monsieur est considéré comme à risques par les banques, car il a plusieurs propriétés. Il paie donc un intérêt élevé, de 19 à 20%, pour ses hypothèques. Si Geneviève agit à titre de prête-nom pour l'achat d'une propriété, elle aura un bien meilleur taux. Il lui donnera 4000$ pour ce service, et elle n'aura rien d'autre à faire. Il s'occupera de tout. M^me^ Borelli rassure Geneviève et l'encourage. C'est tout à fait légal, et cela lui donne une chance à elle, jeune étudiante et travailleuse, d'améliorer son crédit. «Elle m'a dit que ça m'aiderait à me partir dans la vie», a signalé Geneviève, hier.

La jeune femme s'informe auprès du notaire Serge Robinette, avec qui Robert Moniz dit faire affaire. Le notaire rassure Geneviève. Cette dernière accepte finalement. Il est entendu qu'en plus des 4000$, Moniz paiera les dettes de Geneviève, qui s'élèvent à 9000$.

Signez là

À l'automne 2007, Geneviève va à la banque pour le prêt (environ 200 000$), puis chez le notaire pour finaliser l'affaire. Tout ce qu'elle a à faire, c'est signer partout où il y a des X et des «Post-it». Chez le notaire, elle signe aussi une procuration. «On m'avait dit que la procuration, c'était pour me protéger. Je me sentais en confiance chez le notaire. Il m'a rassurée en me disant que s'il arrivait de quoi, ce serait Robert le responsable», a raconté Geneviève, hier.

La procureure de la Couronne, Isabelle Roy, continuera d'interroger Geneviève aujourd'hui. Ce sera ensuite au tour de l'avocate de la défense, Catherine Ranelli, de contre-interroger la témoin.

ACTUALITÉS

Filiation

PIERRE FOGLIA
CHRONIQUE

J'aimais de M. Trudeau le style, la morgue, l'intelligence, l'audace, son amitié avec Castro, sa défense des droits civils, sa femme un peu sautée, son ouverture aux gais, son anticléricalisme, sa modernité, son élégance, son ami le syndicaliste Jean Marchand, son autre ami le journaliste Gérard Pelletier, on a même eu un ami commun, Trudeau et moi: Pierre Vallières, le felquiste qu'il avait accueilli à *Cité Libre*.

J'aimais la culture de M. Trudeau qui n'est pas celle, classique et compassée, dont se gargarisent les vieux nationalistes à la Bernard Landry. J'aimais qu'il ne soit pas paternaliste, j'aimais ce sourire en lame de rasoir, ne faites pas chier, voulez-vous, j'ai eu une grosse journée.

Je n'aimais pas sa vision du Canada (c'est vrai: je n'aime aucune vision du Canada!). Je n'aimais pas son obsession du bilinguisme, encore moins du multiculturalisme. Je n'ai pas aimé son long couteau, cette fameuse nuit des longs couteaux, je n'aimais pas plein de choses de M. Trudeau, l'essentiel en fait, je n'aimais pas l'essentiel, reste que de tous les hommes politiques que j'ai détestés, M. Trudeau est de loin celui que j'ai le plus admiré.

Tout cela pour dire qu'il m'étonnerait que je déteste un jour son fils, et qu'il m'étonnerait plus encore que je l'admire.

À 47 ans, quand il est devenu premier ministre du Canada, M. Trudeau avait l'air d'un tout jeune homme. À 40 ans, son fils a l'air d'un vieux gamin. Non, ce n'est pas pareil. On me dit qu'il tient beaucoup de sa maman. Dans l'extrait de Radio-Canada, je l'ai trouvé primesautier et voulant tellement bien faire, comme un petit garçon qui vient réciter son compliment à la fête des Pères sous l'œil attendri du cercle de famille.

J'ai surtout aimé quand il a dit: ce n'est pas le Parti libéral qui a fait le Canada, c'est le Canada qui a fait le Parti libéral.

J'aime tellement ce genre de phrase, d'« emphrase » ? On dirait du Ionesco. Ce n'est pas la banane qui goûte le banana split, c'est le banana split qui goûte la banane.

Comme le dit le grand humoriste luxembourgeois Kleber-Henri Schlesswig: c'est pas parce que tu mets une boîte aux lettres dans un cimetière que les morts vont t'écrire. Bref, c'est pas le portrait de son père. Son père a eu des enfants, dont celui-là. Ça arrive dans les meilleures familles.

Je vais peut-être m'acheter un fusil

Posez un verre d'eau sur le comptoir d'une cuisine où deux personnes sont en train de se disputer. Vous avez fait analyser l'eau avant, c'est de l'eau H_2O, normale.

Refaites analyser la même eau après la dispute. Toujours deux atomes d'hydrogène et un atome d'oxygène, mais entre les deux petites oreilles d'hydrogène est apparue une minuscule bouboule de... peu importe, ce n'est pas important, retenez seulement que dans une pièce où deux personnes sont en train de se disputer, la formule chimique de l'eau change.

Vous croyez ça? Moi non plus.

C'était chez des amis la semaine dernière, une conversation saisie au vol, il y avait là un prof de secondaire qui est aussi prof de yoga, un monsieur sympathique accompagné de son fils d'une douzaine d'années, aussi ai-je été un peu surpris quand, dans la soirée, il a raconté cette histoire de verre d'eau dans une pièce où deux personnes se disputent. Il n'essayait pas d'étonner, il a seulement dit: comprenez-vous bien ce que cela signifie?

Euh, non...

Le corps humain est fait de 67 % d'eau... Dans le silence qui a suivi, j'ai presque entendu le déclic dans la tête des gens présents, combien de bouteilles d'eau dans mon corps, ah mon dieu et toute cette acrimonie... On a beaucoup parlé ensuite des mauvaises énergies et plus tard de l'« optimisation des ressources mentales » comme procédé de guérison. Je capotais.

Il y a des mots qui me rendent fou et même un peu violent comme « ondes positives », « bonnes et mauvaises énergies », je me suis retenu de ne pas hurler, j'ai fait de l'humour, le même que dans mes chroniques, celui qui ne fait rire personne, j'ai dit voici, je pose une banane sur le comptoir de la cuisine où je suis en train de m'engueuler avec ma fiancée, considérant que la banane est faite de 87 % d'eau, qui la banane va-t-elle mordre après l'engueulade? Moi ou ma fiancée?

La Presse publie depuis une semaine une série sur les gourous. Ça continue aujourd'hui, demain et samedi. Samedi, quand ce sera fini, je vais peut-être m'acheter un fusil.

COURRIER DU BÉOTIEN — Nombreux commentaires sur la campagne de Bell: *5 raisons pourquoi tant de Québécois choisissent Bell*. Je pointais l'indifférence, une mauvaise traduction... Vous n'avez rien compris, m'allument des lecteurs qui travaillent dans les agences de pub, c'est pire: c'est voulu!

Voulu?????

Mais oui, monsieur le chroniqueur, *5 raisons pourquoi* est mieux reçu par le monde ordinaire que *5 raisons pour lesquelles*, trop littéraire...

Je ne devrais pas m'étonner, c'est la suite logique des choses: on ne corrige plus les fautes à l'école pour ne pas traumatiser les enfants, alors quand ils deviennent grands, on fait des fautes pour qu'ils comprennent au moins la pub et achètent des téléphones.

Des lecteurs me font aussi un petit cours sur l'épenthèse, c'est le nom savant de cette lèpre que je nomme « lalaïsation »: é-pen-thèse.

Ça a devient *ça l'a* pour des raisons de mécanique articulatoire, m'expliquez-vous. Est-ce que je me trompe? M'ayant expliqué la chose, vous voilà prêts à l'excuser? Savez-vous si les Belges, les Suisses, les Luxembourgeois, les Monégasques, les Africains francophones lalaïsent?

Tiens, l'Hôpital général juif annonce déjà son cyclo-défi Enbridge 2013 contre le cancer, parce que « 2 Canadien sur 5 perdra son combat contre le cancer », peut-on lire dans un encart électronique. C'est sans compter, bien sûr, tous ceux qui ont déjà perdu leur langue.

ARTS À CHACUN SON CHOIX
Tous les jours dans *La Presse*

CERTAINES PERSONNES AIMENT LES BOTTES D'HIVER. D'AUTRES PRÉFÈRENT LES *Sandals*. RÉSERVEZ TÔT.

VACANCES AIR CANADA
BRILLANTS HORIZONS

Complexes
Sandals® et Beaches®

Réservez et payez en entier d'ici le 31 oct. 2012 et
ÉCONOMISEZ 400$ par couple[1]
sur tous les forfaits aux complexes Sandals et Beaches
L'offre s'applique aux voyages effectués entre le 1er nov. 2012 et le 30 avril 2013, inclusivement.

Voyagez avec style
Surclassement **au service en classe Affaires**MD sur certains vols à partir de seulement
299$ supplémentaires par personne, aller-retour

ACCUMULEZ JUSQU'À
5 000 MILLES-BONIS AÉROPLAN MD par membre[‡]
aeroplan

ProtègePrix MC
Si le prix de votre forfait Vacances Air Canada DANS UN COMPLEXE SANDALS OU BEACHES **chute avant votre départ, contactez-nous et NOUS VOUS REMBOURSERONS LA DIFFÉRENCE**
Réservez et payez en entier d'ici le 31 oct. 2012.
Jusqu'à un maximum de 400 $ par personne.[2]

NOS AVANTAGES
› Le service et la fiabilité d'Air Canada
› Correspondances pratiques depuis 65 villes canadiennes
› Divertissements du départ à l'arrivée sur écrans vidéo au dossier des sièges sur la plupart des vols
› Possibilité d'accumuler et d'échanger des milles Aéroplan MD
› Plus de 40 destinations dans les Caraïbes, soit plus que tout autre voyagiste canadien

Composez sans frais le 1-866-529-2079 ou contactez votre agent de voyages
vacancesaircanada.com/BrilliantsHorizons

Nouvelles réservations seulement. Sous réserve de disponibilité au moment de la réservation. Les offres peuvent faire l'objet de modifications sans préavis et ne peuvent être combinées à aucune autre offre ou promotion. Vols exploités par Air Canada. Pour connaître les modalités et conditions, consultez les brochures de Vacances Air Canada ou visitez vacancesaircanada.com. N° d'enregistrement du Québec 702566. [1]Les milles-bonis pour les complexes Sandals et Beaches sont établis en fonction de 2 membres Aéroplan partageant la même chambre et sont accordés à titre de 1 500 milles-bonis Aéroplan par membre pour les suites avec service de conciergerie, ou 2 500 milles-bonis par membre Aéroplan pour les suites avec service de majordome et les suites Royal Plantation. Pour connaître les modalités et conditions du programme Aéroplan, consultez le site www.aeroplan.com. ■ [‡]Séjour de 7 nuits au minimum requis. Adultes seulement. S'applique aux réservations de groupe. [2]Des frais administratifs de 25 $ par personne seront facturés lors de l'utilisation du ProtègePrix. L'offre s'applique aux départs effectués entre le 1er nov. 2012 et le 30 avril 2013. Nouvelles réservations effectuées à partir du 15 juin 2012. Ne s'applique pas aux réservations de groupe. S'applique seulement au même forfait. Pour pouvoir en bénéficier, il faut que les dates et villes de départ, catégories de chambres, formules repas, durées de séjours, vols et classes de services soient les mêmes que dans la réservation originale. Les places doivent être disponibles au moment de la demande de remboursement. S'applique une seule fois à une réservation. Non valide dans les 21 jours qui précèdent la date de départ. Doit être réclamé dans un délai de 5 jours après la baisse de prix. Le remboursement sera traité en utilisant le mode de paiement initial dans le dossier. Un délai de 14 jours ou plus est requis pour le traitement de toute demande. ■ Sandals® et Beaches® sont des marques déposées. MDAéroplan est une marque déposée d'Aéroplan Canada Inc. MCVacances Air Canada est une marque déposée d'Air Canada, utilisée sous licence par la société en commandite Touram, 1440, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 600, Montréal (QC), H3G 1R8. Pour les plus récentes mises à jour, visitez vacancesaircanada.com.

Les prix n'incluent pas la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 2 $/1000 $.

OGILVY
ESTĒE LAUDER

Votre prime de luxe
Avec tout achat de 70 $ ou plus de produits **Estée Lauder**, vous recevrez cette prime de sept articles, gratuitement. Une valeur de plus de 180 $.
Offre en vigueur jusqu'au 21 octobre 2012.
Offre valable jusqu'à épuisement des stocks. Quantités limitées.
Une prime par personne.

Notre produit vedette

NOUVEAUTÉ
PERFECTIONIST [*CP+R*]
Suralimentez votre peau dès aujourd'hui. En 4 semaines seulement, 96 % des femmes ont constaté une importante réduction de l'apparence des rides et des ridules.
30 mL **78 $** 50 mL **110 $**

OGILVY depuis 1866
1307, rue Sainte-Catherine Ouest, Montréal (Québec)
(514) 842-7711, poste 211
www.ogilvycanada.com

Même d'en arrière.

Voici l'Acura ILX. Le luxe commence ici. Vivez l'expérience de la ILX sur acura.ca/ILX

La fusion entre l'Homme et la machine.

ACURA

Modèle ILX Tech représenté avec trousse Aero.

SANTÉ

Dons de charité Année record en 2011

1,3 milliard pour les hôpitaux canadiens

SARA CHAMPAGNE

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, ARCHIVES LA PRESSE

L'an dernier, 1,355 milliard de dollars ont été versés ou promis aux différents hôpitaux du Canada, de l'argent qui sert surtout à acheter de l'équipement moderne.

Après avoir boudé les hôpitaux, les patients et les sociétés philanthropiques n'ont jamais autant donné aux établissements de santé. L'an dernier, 1,355 milliard de dollars ont été versés ou promis aux différents hôpitaux du Canada, de l'argent qui sert surtout à acheter de l'équipement moderne. Il s'agit d'une hausse de 12,5 % par rapport à 2010, et d'un résultat supérieur à celui de 2007, un record qui était demeuré inégalé depuis l'an 2000. Et les hôpitaux du Québec sont loin d'être en reste, au contraire, a constaté *La Presse*.

Selon l'Association for Healthcare Philanthropy (AHP), qui se penche chaque année sur les dons versés aux établissements de santé en Amérique du Nord, et dont le plus récent rapport vient d'être rendu public, les patients sont de plus en plus généreux envers les hôpitaux où ils ont reçu des soins. Ainsi, on apprend que 27,8 % des dons versés l'an dernier provenaient de patients, contre 17,4 % en 2010. Bon an, mal an, 8 donateurs sur 10 sont des individus qui fournissent près de 60 % de l'ensemble des sommes amassées. Il peut s'agir de patients, bien sûr, mais aussi de médecins, de membres du personnel soignant ou du conseil d'administration.

Les dons provenant de la communauté (entreprises, événements, etc.) continuent tout de même de former plus de la moitié des sommes récoltées, soit 55,7 % de l'argent, sensiblement la même proportion qu'en 2010 (55,1 %). Pour chaque dollar versé, 53 cents servent à financer l'acquisition d'équipements, observe aussi l'Association, qui a mené son coup de sonde auprès de 211 programmes philanthropiques au Canada.

Regain au Québec

Au Québec, les donateurs semblent aussi avoir un regain de reconnaissance envers leurs hôpitaux. Les deux centres universitaires de santé de la région de Montréal, le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) et le Centre universitaire de santé McGill (CUSM), qui ont décidé de se réunir pour amasser 300 millions d'ici juin 2013, ont obtenu 8 millions de la Banque Nationale l'an dernier, le don le plus important jamais versé par cette institution. À ce jour, les deux établissements sont parvenus à amasser 269 millions, dont 75 millions conjointement.

Au CUSM, où la culture philanthropique est bien ancrée dans la communauté anglophone, on confirme la tendance observée par l'AHP et on note un intérêt de plus en plus marqué pour les dons cotés en Bourse. Marie-Josée Gariepy, présidente de la Fondation de l'Hôpital de Montréal pour enfants, affirme que les dons amassés ont connu une hausse de 6 % cette année, pour atteindre la somme de 20,2 millions. « Nous plafonnions depuis quatre ans, explique-t-elle. Dans notre cas, il est clair que la construction d'un nouvel hôpital a joué, mais ce n'est pas tout. Nous avons amélioré nos méthodes auprès des patients désireux de donner. Par exemple, nos médecins sont sensibilisés pour canaliser les communications avec les familles. »

À ce jour, le CHUM et le CUSM sont parvenus à amasser 269 millions, dont 75 millions conjointement.

Au CHUM, la fondation compte toujours sur l'humoriste Yvon Deschamps pour promouvoir ses collectes de fonds. En 2010-2011, près de 8,5 millions ont été versés en dons à l'établissement. Près de la moitié de cette somme, soit 3,7 millions, a été consacrée à la recherche et presque la même proportion a servi à l'achat d'équipements, entre autres des appareils d'échographie (en hémodialyse et en médecine nucléaire). Parmi les grands donateurs, on compte Bell Canada et la Fondation Lucie et André Chagnon.

La fondation de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, dans l'est de Montréal, connaît elle aussi un boom de ses dons recueillis. Cette année, les revenus nets de leurs collectes de fonds ont augmenté de 32 %. Au total, l'hôpital a reçu 10,9 millions l'an dernier. L'argent provient de grands donateurs, comme Molson, de la communauté canado-italienne (Saputo), également de la famille Desmarais.

Enfin, le même phénomène a été constaté dans les hôpitaux de la couronne de Montréal. À Saint-Jérôme, par exemple, on enregistre une hausse fulgurante des dons depuis la création de la fondation, en 1990. Grâce à des dons d'équipements totalisant 12,5 millions à ce jour, le budget des acquisitions est passé de 400 000$, en 1997, à près de 1,5 million en 2011. La fondation de cet hôpital régional a pris le relais du Dr Dominique Ouimet, mort dans une avalanche au Népal en septembre, afin d'amasser au moins 30 000$ destinés à l'achat d'équipements pour le service de cardiologie.

L'OR QUI DORT, C'EST NOTRE AFFAIRE

Sécuritaire et concurrentiel, notre service d'échange d'or, d'argent et de platine vous permet d'échanger vos métaux précieux contre de l'argent comptant le jour même. Prenez rendez-vous dès aujourd'hui.

L'acheteur de métaux précieux de birks sera disponible de 10 h à 17 h :

LE 4 ET 5 OCTOBRE 2012
FAIRVIEW POINTE CLAIRE • 514.697.5180

LE 9 ET 10 OCTOBRE 2012
PROMENADES SAINT-BRUNO • 450.461.0011

DU 11 AU 13 OCTOBRE 2012
CARREFOUR LAVAL • 450.688.3431

LE 16 ET 17 OCTOBRE 2012
Centre Rockland • 514.341.5426

BIRKS

BIRKSECHANGEDOR.COM

VENTE D'AUTOMNE
VENTE JUSQU'AU 13 OCTOBRE

25% D'ESCOMPTE SUR LES COMMANDES DE $5000
25% D'ESCOMOPTE + EXTRA 5% SUR LES COMMANDES DE $5001 A $15,000
25% D'ESCOMOPTE + EXTRA 10% SUR LES COMMANDES DE $15,000 ET PLUS
DE PLUS UN ESCOMPTE SUR LES MODELES
DE PLANCHER ET UNE SÉLECTION SUR PRODUIT EN STOCK,
POUVANT ALLER JUSQU'A 60% DE RÉDUCTION.

GRANGE

150 – 154 King Street East • Toronto • 416.943.4726
625 President Kennedy Avenue • Montreal • 514.843.7686

Some restrictions may apply. Valid only in Canada stores. Not valid with any other offer or promotion. For more information, go to grangeny.com.

VISITEZ
fondsftq.com/rapport2012

BÂTIR DEMAIN AU QUOTIDIEN

FAIRE TOURNER L'ÉCONOMIE D'ICI.

FONDS de solidarité FTQ

FondsFTQ

DeSerres

ENCADREZ VOTRE IMAGINAIRE

Jusqu'au 31 octobre

Découvrez **notre circulaire** en magasin et sur **deserres.ca**

25% DE RABAIS
ENCADREMENT SUR MESURE

- CADRES PRÉFABRIQUÉS
- CADRES PHOTOS DESERRES
- IMPRESSION SUR TOILE ET LAMINAGE

Tout pour un Halloween créatif!

89,97 ~~104,99~~

SQUELETTE
Effrayez vos invités avec ce squelette articulé!
FC601-HS2

25% DE RABAIS

SUR LES DÉCOUPES D'HALLOWEEN EN BOIS
à partir de : 1,49 $ ch. ~~1,99 $~~
ME...

12,97 ~~16,99~~ ch.

ENSEMBLE DE MAQUILLAGE POUR VISAGE
Non toxique et hypoallergène
RBP103, RBP104, RBP

20% DE RABAIS

SUR TOUS LES ADHÉSIFS DÉCORATIFS

Découvrez notre **sélection complète** sur **deserres.ca**

CLUB CRÉATIF

JOURNÉE EXCLUSIVE

COMPLÉTEZ VOTRE **PROFIL*** ET RECEVEZ **L'INFOLETTRE** QUI DÉVOILERA TOUS LES DÉTAILS DE CETTE **JOURNÉE EXCLUSIVE!**

*Tous les détails en magasins et sur www.deserres.ca/fr-ca/club-creatif/

SURVEILLEZ LE **GRAND WEEK-END D'OUVERTURE À LACHENAIE DU 11 AU 14 OCTBRE**

TOUS LES DÉTAILS SUR DESERRES.CA ET FACEBOOK

Offre en vigueur jusqu'au 31 octobre 2012 ou jusqu'à épuisement de la marchandise. Malgré l'attention portée à la rédaction de cette publicité, DeSerres ne peut être tenue responsable des erreurs typographiques. Les articles peuvent différer des photos et les offres sur deserres.ca peuvent différer de celles en magasin.

28 magasins
Une entreprise d'ici | Depuis 1908

deserres.ca

POLITIQUE

PROGRAMME ÉNERGÉTIQUE NATIONAL

Une mauvaise politique, dit Trudeau

JOËL-DENIS BELLAVANCE
ET HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Le Programme énergétique national était une mauvaise politique pour l'unité nationale, a reconnu Justin Trudeau à Calgary, hier. Il a ainsi pris pour la première fois ses distances par rapport à ce legs controversé de son père.

Dans un discours prononcé lors de son premier arrêt après le lancement de sa campagne pour diriger le Parti libéral du Canada, M. Trudeau a ainsi tenté d'apaiser la grogne des Albertains, hostiles devant les libéraux fédéraux depuis la mise en œuvre du programme, en 1980.

« Il est mauvais d'utiliser nos richesses naturelles pour diviser les Canadiens, a dit Justin Trudeau, selon un extrait de son allocution obtenu par *La Presse*. C'était la mauvaise manière de gouverner dans le passé. C'est mauvais aujourd'hui. Et ce sera mauvais dans l'avenir. »

« Je vous le promets, a renchéri le député québécois: je n'utiliserai jamais les richesses de l'Ouest comme outil de division afin de gagner des votes dans l'Est. »

La déclaration se voulait aussi une attaque de la récente sortie du chef du Nouveau Parti démocratique, Thomas Mulcair, sur le « syndrome hollandais ». Selon M. Mulcair, l'industrie des sables bitumineux ferait hausser la valeur du dollar canadien et nuirait au reste de l'économie canadienne.

« Il est mauvais d'utiliser nos richesses naturelles pour diviser les Canadiens. C'était la mauvaise manière de gouverner dans le passé. C'est mauvais aujourd'hui. Et ce sera mauvais dans l'avenir. »

L'aliénation de l'Alberta

Conçu par le gouvernement Trudeau, le Programme énergétique national avait pour objectif de contrer la flambée des prix du pétrole provenant du Moyen-Orient, d'assurer l'approvisionnement pancanadien et de mieux répartir les retombées économiques de l'extraction de l'or noir.

Mais l'initiative a soulevé la colère des Albertains et de leur premier ministre de l'époque, Peter Lougheed, qui l'avait qualifiée de déclaration de guerre. Trudeau père s'était ainsi aliéné la province de l'Ouest, qui n'envoie depuis que très exceptionnellement des députés libéraux à la Chambre des communes.

Or, l'explosion économique de l'Alberta a aussi engendré une explosion démographique, et nombreux sont les politiciens et leurs stratèges qui souhaitent en profiter. Justin Trudeau semble être du nombre: il a fait de ce château fort des conservateurs de Stephen Harper son premier arrêt après avoir lancé sa campagne à Montréal, mardi.

Pour ces deux premières destinations, l'héritage de son père pourrait s'avérer tout aussi difficile à porter. Au Québec comme en Alberta, le souvenir des décisions de Pierre Elliott Trudeau n'est pas toujours heureux pour la population, dont une portion n'a toujours pas digéré des événements comme la crise d'Octobre et le rapatriement unilatéral de la Constitution.

Mais contrairement au Programme énergétique national, Justin Trudeau n'a pas reculé sur la question constitutionnelle, lors de son passage à Montréal.

« Quand je me promène dans Papineau et que je regarde sa diversité [...], je me dis que c'est un débat du passé. Ce n'est pas actuel. On parle d'avenir, on parle de bâtir ensemble... Et pour moi, c'est dans cette direction qu'on va aller », a-t-il déclaré en point de presse.

« Mais ça fait partie des accomplissements qu'on a faits pour créer un meilleur pays, tous ensemble, dans le passé », a-t-il ajouté à propos de ce rapatriement.

PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

Le candidat à la direction du Parti libéral du Canada, Justin Trudeau, a tenté d'apaiser la grogne des Albertains à propos des ressources naturelles.

DIRECTION DU PARTI LIBÉRAL DU CANADA

Dominic LeBlanc ne sera pas de la course

JOËL-DENIS BELLAVANCE
ET HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Le député libéral de Beauséjour, Dominic LeBlanc, renonce à briguer la direction du Parti libéral afin d'accorder son appui à Justin Trudeau, déjà perçu comme le favori dans cette course.

M. LeBlanc confirmera sa décision demain à Dieppe, au Nouveau-Brunswick, au cours d'un rassemblement auquel participera également Justin Trudeau, a appris *La Presse* de plusieurs sources.

Plusieurs s'attendaient à ce que M. LeBlanc, fils de l'ancien gouverneur général Roméo LeBlanc et ami de longue date de Justin Trudeau, se désiste si le jeune député de Papineau décidait de se lancer, ce qu'il a fait mardi soir à Montréal.

« Dominic n'avait pas donné signe de vie à ses organisateurs qui étaient prêts à reprendre du service comme lors de sa dernière tentative en 2008. Plusieurs ont compris que cela ne l'intéressait plus et qu'il appuierait Justin », a souligné une source libérale qui a requis l'anonymat.

Parfaitement bilingue et bien connu des libéraux des provinces atlantiques, M. LeBlanc jouera tout de même un rôle de premier plan dans la campagne de Justin Trudeau, en particulier dans l'est du pays, a-t-on indiqué.

Un courriel envoyé hier par des organisateurs à des militants libéraux du Nouveau-Brunswick a permis d'éliminer tous les doutes qui pouvaient subsister au sujet des intentions de M. LeBlanc.

« Dominic et Justin vous invitent à un événement à midi à Dieppe », est-il écrit dans ce courriel dont *La Presse* a obtenu les grandes lignes. Cet arrêt au Nouveau-Brunswick s'inscrit dans la tournée pancanadienne qu'a entreprise M. Trudeau cette semaine. Il est aujourd'hui à Calgary et à Richmond, en banlieue de Vancouver. Jeudi, il sera à Mississauga, en banlieue de Toronto, où les organisateurs prévoient accueillir plusieurs centaines de personnes.

M. LeBlanc devient le deuxième candidat potentiel à la direction du PLC à se désister. En effet, Shane Geschiere, ambulancier de Winnipeg, au Manitoba, a fait savoir mardi soir ne se présenterait pas et qu'il appuie M. Trudeau.

D'autres candidats potentiels, dont les députés Marc Garneau et Joyce Murray ainsi que l'ancien ministre de la Justice Martin Cauchon devraient annoncer leurs intentions dans les prochaines semaines.

La Barbade. Un pays qui ressemble au paradis.

Les 430 kilomètres carrés de ce paradis des Caraïbes ne manquent jamais de mordant. Souvent reconnue pour son peuple accueillant et chaleureux, la Barbade est riche en culture, cuisine, vie nocturne, histoire et soleil — possédant ainsi l'une des diversités les plus marquées des Caraïbes.

Grands sportifs
Le climat presque parfait de la Barbade est idéal pour le sport. Avec des sports comme le cricket, le golf, le polo, le surf, les régates de bateaux et les courses de chevaux, l'île attire les grands sportifs à l'année.

Passionnés d'histoire
Découvrez le patrimoine riche en culture de l'île, en commençant par Bridgetown, une ville inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO. De là, apprenez-en davantage sur les plantations de canne à sucre, les distilleries de rhum et les premiers habitants de l'île.

Éternels romantiques
Offrant 3 000 heures de soleil par année et un paysage pittoresque, la Barbade est l'endroit idéal pour une escapade romantique. Profitez du confort et de l'élégance des hôtels et détendez-vous sur une des 10 meilleures plages au monde.

Vacances à PRIX garanti

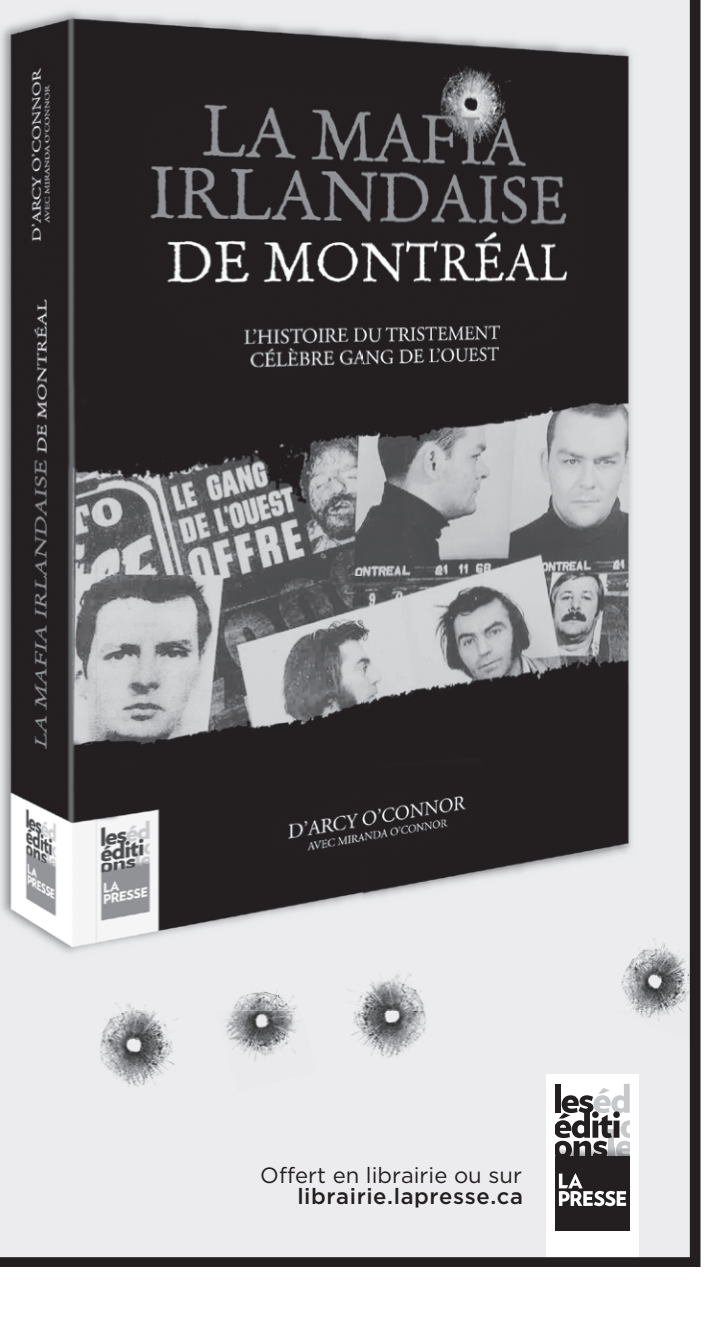
Avec les vacances à prix garanti* de Vacances WestJet, vous obtiendrez le meilleur prix pour votre forfait. C'est exact. Si le prix d'un forfait Vacances WestJet identique au vôtre est réduit après votre réservation, vous n'aurez qu'à nous appeler afin d'obtenir le remboursement de la différence. Réservez d'ici le 31 octobre 2012 et voyagez avant le 27 juin 2013.

Réservez un vol ou un forfait vacances aujourd'hui à **westjet.com**.

LA BARBADE vacances WESTJET WESTJET

*L'offre est valide pour les forfaits Vacances WestJet d'au moins trois nuits réservés d'ici le 31 octobre 2012 (23 h 59, heure des Rocheuses) et effectués avant le 27 juin 2013. Le prix des vacances est garanti jusqu'à 21 jours avant le départ. La garantie s'applique lorsqu'un prix inférieur pour un même forfait Vacances WestJet est trouvé par l'invité. Le remboursement de la différence de prix est accordé lorsque les invités composent le 1 877 737-7001 avec leur numéro de réservation et informent Vacances WestJet du prix inférieur pendant que ce prix est offert en ligne. Non remboursable et non transférable. Nouvelles réservations seulement. Non valable pour les réservations de groupe. Vacances WestJet se réserve le droit d'amender ou de discontinuer cette offre en tout temps. Voir vacanceswestjet.com pour tous les détails de l'offre. Titulaire d'un permis du Québec.

Au cœur de la mafia montréalaise



Offert en librairie ou sur **librairie.lapresse.ca**

les éditions LA PRESSE

PHOTO D'ARCHIVES, LA PRESSE

Caroline St-Hilaire, mairesse de Longueuil, est l'une des signataires de la lettre envoyée à trois ministres du PQ.

RIVE-SUD

Des élus veulent prolonger le métro à Longueuil

GABRIELLE DUCHAINE

Inquiets par rapport aux problèmes de circulation toujours plus importants sur la Rive-Sud de Montréal, élus et gens d'affaires de la région unissent leurs voix pour demander au nouveau gouvernement le prolongement rapide du réseau de métro à Longueuil.

Dans une lettre envoyée à trois ministres du Parti québécois, que *La Presse* a consultée, ils exigent « des actions concrètes pour le transport collectif », dont le prolongement de la ligne jaune, qui relie les stations Berri-UQAM et Longueuil–Université de Sherbrooke. Sans quoi ils prédisent « l'asphyxie de toute une région ».

La lettre est adressée au ministre des Transports, Sylvain Gaudreault, à la ministre responsable de la Montérégie, Marie Malavoy, et au ministre responsable de la région de Montréal, Jean-François Lisée. Elle est signée par la mairesse de Longueuil, Caroline St-Hilaire, le président de la Chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud, la présidente de la Conférence régionale des élus de Longueuil,

« Prolonger le métro à Longueuil permettrait de régler les problèmes de congestion que nous connaissons déjà et qui n'iront qu'en s'aggravant. »

le président et directeur général de Développement économique de Longueuil, le président du Centre local de développement et une des vice-rectrices de l'Université de Sherbrooke, qui a pignon sur rue en Montérégie.

Ils se plaignent du fait que depuis la construction du métro pour l'Expo 67, il y a 45 ans, toutes les lignes ont été prolongées, sauf celle qui se rend sur la Rive-Sud. « Chaque matin, des dizaines de milliers de travailleurs bravent les entraves à la circulation pour contribuer à faire tourner l'économie métropolitaine. Tous les jours, les marchandises de Montréal transitent par les ponts et la Rive-Sud en direction du sud du Québec, des États-Unis ou des Maritimes, écrivent-ils. Ce sont pourtant 85 % des échanges commerciaux du Québec avec le reste du continent qui transitent par notre région. »

Le groupe s'inquiète de l'impact sur la circulation du remplacement du pont Champlain et des travaux majeurs au pont-tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine, qui doivent avoir lieu au cours des prochaines années.

« Prolonger le métro à Longueuil permettrait de régler les problèmes de congestion que nous connaissons déjà et qui n'iront qu'en s'aggravant », dit la lettre.

Au cabinet du ministre des Transports, on attend les conclusions du Bureau de projet de prolongement du métro, au printemps 2013, avant de prendre une décision. « Mais la porte et l'oreille du ministre restent toujours ouvertes », affirme son attaché de presse Yann Langlais-Plante.

Légionellose La Régie du bâtiment a refusé de réglementer

La Régie du bâtiment du Québec (RBQ) a refusé de mettre en place la réglementation sur l'entretien des tours de refroidissement suggérée par le ministère de la Santé en 1997, selon des documents obtenus par Radio-Canada.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec a présenté un rapport après une éclosion de légionellose en 1996, qui a fait un mort et infecté une douzaine de personnes. Une lettre a alors été envoyée à l'ancien président-directeur général de la RBQ, Jean-Claude Riendeau, pour le presser d'adopter une réglementation sur l'entretien des tours de refroidissement. La RBQ a refusé, mais a accepté de publier une brochure d'information sur la question.

La correspondance du ministère de la Santé a refait surface en juillet dernier dans des courriels entre les fonctionnaires, vraisemblablement pour préparer une défense en cas d'éventuelles poursuites. Treize personnes sont mortes l'été dernier dans la région de Québec après avoir contracté la légionellose.

— Janie Gosselin

*Avant taxes. Le rabais de 13% s'applique sur toute la marchandise en stock achetée le 6 octobre 2012. Cette offre ne peut être combinée à aucune autre offre. Détails en magasin. **En raison des fluctuations du marché, les prix peuvent varier après le 9 octobre 2012**. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités à un nombre raisonnable, pour nos clients entrepreneurs comme pour le grand public. Nos promotions et politiques s'appliquent à toute marchandise « Payez et emportez » en stock.Ne s'appliquent pas aux commandes spéciales, aux mises de côté, à l'achat de cartes-cadeaux ni aux différents services offerts en magasin comme les services d'installation et de coupe. Nous nous efforçons de faire une publicité juste et véridique. Une erreur humaine ou mécanique pourrait survenir. Dans un tel cas, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour satisfaire notre clientèle. Nos prix ne comprennent pas la TPS ni la TVQ. Certains produits peuvent différer des photos. Dans un tel cas, la description du produit prévaut. La sélection des produits peut varier d'un magasin à l'autre, et les prix d'une région à l'autre. • **Prix Pro :** En cas de rupture de stock pour la marchandise identifiée Prix Pro, un produit substitut sera proposé aux clients. En cas de doute, le jugement du directeur en service prévaudra. • **Air Miles :** Offre de base: 1 mille de récompense par tranche de 20$ de vos achats mensuels cumulatifs chez les marchands Réno-Dépôt. L'offre ne s'applique pas sur le montant des taxes, sur l'achat de cartes-cadeaux et aux achats portés à un compte ouvert chez un marchand. Certaines conditions peuvent s'appliquer. L'offre AIR MILES est sujette à changement sans préavis. Détails en magasin. md/mc Marque déposée/de commerce d'AIR MILES International Trading B.V., employée en vertu d'une licence par LoyaltyOne, Inc. et 453663I Canada inc. (Réno-Dépôt). † Sujet à l'approbation du service de crédit des Services de cartes Desjardins. Certaines conditions s'appliquent. Les taxes doivent être payées au moment de l'achat. L'offre permet de rembourser un achat par versements égaux et consécutifs exigibles en mensualités égales sans intérêt. Si le paiement minimum dû n'est pas acquitté à échéance, le taux d'intérêt annuel de la carte, qui est d'au plus 19,9%, s'applique à la mensualité égale impayée. Renseignements au comptoir Info-Services.

5 raisons pourquoi tant de Québécois choisissent Bell.

Miroir, miroir

1 Télé Fibe, le meilleur service télé.

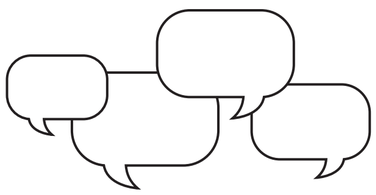
Bell Télé Fibe[MC] vous offre le seul enregistreur Partout chez vous, Facebook[MD], Twitter[MD] et d'autres applications sur votre télé[1] et le plus de films et d'émissions HD Sur demande. Tout cela, sans soucoupe requise.

2 Internet rapide de tous bords tous côtés.

Bell est le seul fournisseur qui vous offre des vitesses rapides autant pour le téléchargement que pour le partage à un prix abordable[2].

3 Interurbains gratuits à tous.

Contrairement au câble, les forfaits télé, Internet et téléphonie résidentielle de Bell offrent sans frais supplémentaires les interurbains illimités à plus de 8 millions de Québécois[3].



4 Le téléphone mobile dont tout le monde parle.

Bell est le seul fournisseur de forfaits résidentiels qui vous offre aussi le téléphone mobile de l'heure. Et ce téléphone, le câblodistributeur ne peut simplement pas vous l'offrir.

5 Des forfaits imbattables.

Non seulement Bell vous offre ses forfaits télé, Internet et téléphonie résidentielle les plus populaires aux meilleurs prix sur le marché[4], mais les économies mensuelles s'étendent aussi à la téléphonie mobile. Ajoutez le téléphone mobile de l'heure aux services résidentiels de Bell et payez encore moins cher votre forfait mobile tous les mois.

Pour commander aujourd'hui :
Visitez un magasin Bell ou La Source • bell.ca/5raisons

la vie est Bell

À jour en date du 2 octobre 2012. Offert au Québec là où l'accès et la technologie le permettent. Modifiable sans préavis. Des conditions s'appliquent. (1) L'utilisation d'applications sur Télé Fibe sera prise en compte dans le calcul de votre utilisation Internet. (2) Comparaison entre des services à prix comparable : Bell Internet Fibe 25/10 (téléchargement jusqu'à 25 Mbit/s et partage jusqu'à 10 Mbit/s) et Vidéotron Internet TGV 30 (téléchargement jusqu'à 30 Mbit/s et partage jusqu'à 2 Mbit/s). (3) S'applique aux appels directs sortants provenant de et se terminant à l'intérieur de la province, excluant les appels sans frais. (4) Basé sur les Forfaits Bon, Mieux et Meilleur de Bell comparativement aux forfaits comparables du câblodistributeur principal; voir bell.ca/forfait.
Fibe est une marque de commerce de Bell Canada. Facebook est une marque déposée de Facebook, inc. Twitter est une marque déposée de Twitter, inc.

COMMISSION CHARBONNEAU

DES AUDIENCES RÉGLÉES AU QUART DE TOUR

Les témoignages entendus lors des audiences de la commission Charbonneau ne représentent que la pointe de l'iceberg. Longtemps avant de défiler au petit écran, les témoins ont été interrogés par les procureurs et les enquêteurs de la Commission. Leurs affirmations ont ensuite été vérifiées avant qu'ils ne soient invités à larguer leurs bombes devant les commissaires et les caméras, assurent plusieurs spécialistes des commissions d'enquête. PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

DES TÉMOIGNAGES PRÉPARÉS

Les procureurs connaissent déjà la majorité des réponses à leurs questions. « C'est sûr que les procureurs savent déjà où ils s'en vont », dit Charles-Maxime Panaccio, vice-doyen aux études de la faculté de droit de l'Université d'Ottawa. Plusieurs indices permettent de comprendre que Lino Zambito a été interrogé au préalable, à commencer par le fait qu'il hésite rarement dans ses réponses, même quand il est question de faits survenus il y a près d'une décennie. L'entrepreneur n'est pas représenté par un avocat, signe qu'il semble collaborer pleinement avec la Commission. Les commissaires ne prennent pas part à ce préinterrogatoire, mais connaissent néanmoins l'essentiel de ce que les témoins comptent dévoiler, précise M. Panaccio. Les règles prévoient que les procureurs doivent leur présenter un « résumé de témoignage anticipé ». Les spécialistes soulignent qu'il est plutôt rare que les témoins entendus ne soient pas interrogés au préalable. Exception notable, l'avocat Marc Bellemare avait refusé d'être rencontré avant son passage devant la commission Bastarache sur la nomination des juges.

BLÂMÉS AVERTIS

Les personnes risquant de faire l'objet d'un blâme dans le rapport devront avoir l'occasion de s'expliquer. Elles peuvent obtenir le statut de participant à la Commission et ainsi contre-interroger les témoins. Ed Ratushny souligne qu'un blâme pourrait être invalidé si un juge estime que la Commission n'a pas suffisamment donné l'occasion à une personne de se défendre ou si elle a fait preuve de parti pris contre elle. C'est ce qui est arrivé à la suite du dépôt du rapport Gomery. La Cour fédérale a estimé que l'ancien premier ministre Jean Chrétien avait été victime d'un parti pris de la Commission et fait tomber le blâme contre lui, souligne M. Ratushny, auteur du livre *The Conduct of Public Inquiries : Law, Policy and Practice*.

TÉMOIGNER, SEULE DÉFENSE

Les personnes éclaboussées devant la commission Charbonneau ont un seul recours à leur portée pour laver leur nom : demander de témoigner à leur tour. Pour l'instant, plusieurs des gens éclaboussés ont simplement nié dans les médias les affirmations de Lino Zambito, dont l'ex-directeur général de Montréal Robert Abdallah et l'ex-président du comité exécutif de la métropole Frank Zampino. Charles-Maxime Panaccio reconnaît que les affirmations de l'entrepreneur à leur sujet ne sont que des ouï-dire pour l'instant. D'autres témoignages seront nécessaires pour que les deux soient blâmés dans le rapport final.

IMMUNITÉ EN BÉTON

Le procureur en chef de la commission Charbonneau, Me Sylvain Lussier, avait laissé planer un doute au début des audiences, mais on a rapidement mis les choses au clair : les témoins profitent d'une immunité à toute épreuve. Une déclaration de Me Lussier à *La Presse* avait jeté une douche froide lors du témoignage de l'ex-directeur de l'Unité anticollusion Jacques Duchesneau, mais l'avocat avait finalement assuré que le témoin était protégé contre les poursuites en diffamation pour tout ce qu'il déclare devant la Commission.

DES « ALLÉGATIONS » CORROBORÉES

Les personnes éclaboussées par le témoignage de Lino Zambito ont déploré que la commission Charbonneau entende ces « allégations » sans les avoir vérifiées. Or, les préinterrogatoires servent justement à vérifier les informations présentées durant les audiences. « Ils ne peuvent pas simplement envoyer des témoins à la barre balancer toutes sortes d'allégations sans vérification, ce serait irresponsable », dit Ed Ratushny, professeur émérite de l'Université d'Ottawa, qui a étudié des dizaines de commissions d'enquête. Les règles de procédure prévoient en effet que des enquêteurs de la commission Charbonneau « analysent, valident et corroborent l'ensemble de l'information qui leur est soumise » durant les préinterrogatoires. À défaut de prouver la véracité des informations avancées, les enquêteurs doivent à tout le moins trouver d'autres témoins et preuves « qui vont dans le même sens », dit Charles-Maxime Panaccio. Indice que des vérifications ont été faites avant de laisser Lino Zambito donner le nom de plusieurs fonctionnaires et proches du maire Tremblay, la Commission aurait pu imposer un huis clos afin d'assurer « la protection contre la diffamation » des personnes nommées.

L'énergie qui profite à tous les Canadiens.

Un message des producteurs canadiens de sables bitumineux. Sablesbitumineuxmaintenant.ca

L'Association canadienne des producteurs pétroliers (ACPP) représente des sociétés membres, y compris les exploitants des sables bitumineux, qui produisent plus de 90 pour cent du gaz naturel et du pétrole brut au Canada.

ACPP
ASSOCIATION CANADIENNE DES PRODUCTEURS PÉTROLIERS

COMMISSION CHARBONNEAU

Un « oubli » étonnant des ingénieurs de la Ville

BRUNO BISSON

L'ancien entrepreneur en construction Lino Zambito a révélé, hier, une étrange omission commise par des ingénieurs de la Ville de Montréal dans la conception des plans pour les grands travaux d'infrastructures réalisés dans le boulevard Saint-Laurent, en 2006 et 2007.

Pendant que son entreprise, Infrabec, préparait une soumission pour un des contrats de réfection de conduites d'eau et d'égout, prévus dans le cadre du chantier, un de ses ingénieurs l'a avisé que les plans et devis produits par la Ville ne faisaient pas mention de la présence d'une dalle de béton, sous la chaussée du boulevard.

Une telle omission, provenant des services de génie de la Ville, est particulièrement étonnante. Il est de notoriété publique que la grande majorité des rues de Montréal reposent sur des dalles de béton. Tous les entrepreneurs en construction qui travaillent dans les rues de Montréal le savent aussi. Comment les services d'ingénierie de la Ville pouvaient-ils l'ignorer?

Hier, devant la commission Charbonneau, M. Zambito a prétendu que cette omission ne pouvait pas être accidentelle.

Selon lui, le fait de ne pas mentionner un élément aussi important pour la réalisation d'un contrat d'excavation relève d'un « stratagème » qui permet aux ingénieurs de la Ville de favoriser un entrepreneur et « d'influencer le résultat d'une soumission ».

Des contrats truqués

Dans ce dossier, l'entreprise de M. Zambito visait le contrat de réfection des conduites d'égout et d'eau du boulevard entre les rues Sherbrooke et Roy. La firme Construction Garnier voulait pour sa part réaliser ces travaux entre la rue Roy et l'avenue du Mont-Royal.

Il est de notoriété publique que la grande majorité des rues de Montréal reposent sur des dalles de béton. [...] Comment les services d'ingénierie de la Ville pouvaient-ils l'ignorer?

Ces deux entreprises étaient membres du « club » des égouts, groupe informel composé d'une dizaine de sociétés qui ont obtenu, par la tricherie, la quasi-totalité des contrats d'égout de Montréal, de 2000 à 2009.

M. Zambito a d'ailleurs confirmé, hier, que les appels d'offres publics pour ces deux contrats avaient été « truqués », et qu'Infrabec et Garnier ont obtenu, comme « prévu », les contrats qu'ils convoitaient.

« Patate chaude »

La présence de la dalle de béton sous la chaussée du boulevard Saint-Laurent s'est confirmée dès les premiers coups de pelle. M. Zambito a immédiatement saisi le surveillant de chantier de la situation. Selon ses estimations, la démolition de cette dalle pour réaliser les travaux prévus par son contrat allait entraîner des coûts additionnels de 800 000$ sur un contrat de 4,6 millions.

Durant les mois qui ont suivi, a-t-il affirmé hier, il a multiplié les démarches afin de clarifier la situation avec l'ingénieur de chantier et des ingénieurs de la Ville attachés à ce dossier.

« C'est devenu une patate chaude pour les ingénieurs de la Ville, assure-t-il. Sur mon contrat, c'était 800 000$. Je ne connais pas le montant pour Construction Garnier, mais, en tout, ça représentait au-dessus de 1 million de dollars en réclamations. »

Après la réalisation des travaux, Infrabec a entrepris des recours judiciaires afin que la Ville de Montréal assume les coûts additionnels résultant de cette omission étrange dans ses plans et devis. En 2011, alors que l'entreprise était mise en faillite, la Ville a consenti à lui verser 357 000$, en règlement de sa poursuite.

RÉSUMÉ DE LA JOURNÉE

Lino Zambito a terminé hier la revue des 70 soumissions présentées par son entreprise en réponse à des appels d'offres publics pour des contrats de la Ville de Montréal. Une majorité de ces appels d'offres publics, a-t-il admis, étaient truqués par les manœuvres d'une sorte de « cartel des égouts », dont il faisait partie. La plus longue partie de son témoignage d'hier fait toutefois l'objet d'une ordonnance de non-publication.

DEUX MINISTRES CONSERVATEURS PRENNENT LEURS DISTANCES D'ABDALLAH

Deux ministres fédéraux ont pris leurs distances par rapport à Robert Abdallah, dont le nom vient de ressortir à la commission Charbonneau, en niant qu'il ait autrefois été le candidat de prédilection du gouvernement pour être à la tête du Port de Montréal. Les ministres Maxime Bernier et Christian Paradis ont ainsi tous deux nié, hier, que le gouvernement ait appuyé ou tenté de favoriser une candidature quelconque pour le poste de président de cette agence fédérale. Pourtant, M. Abdallah, ancien directeur général de la Ville de Montréal, avait été mêlé à une controverse lorsque le gouvernement fédéral avait signifié en 2007 au conseil d'administration du Port qu'il était le candidat préféré d'Ottawa. M. Abdallah n'a finalement pas été choisi pour ce poste.

— La Presse Canadienne

Des plans incomplets pour la réfection de la *Main*

KARIM BENESSAIEH

Six ans après le mémorable cafouillage des travaux de réfection du boulevard Saint-Laurent, les commerçants ont eu droit à une nouvelle explication, hier: les plans fournis par la Ville étaient incomplets.

Cette faille surprenante a été révélée par l'ex-propriétaire de la firme Infrabec, Lino Zambito, qui a hérité du contrat de 4,5 millions de dollars à l'automne 2007. Il a expliqué à la commission Charbonneau que les ingénieurs de la Ville avaient omis de signaler la présence d'une dalle de béton sous la chaussée, sur une distance de plus de 700 m, entre les rues Sherbrooke et Roy. Cet oubli a causé à lui seul un dépassement de coûts de 800 000$ et des retards considérables dans les travaux.

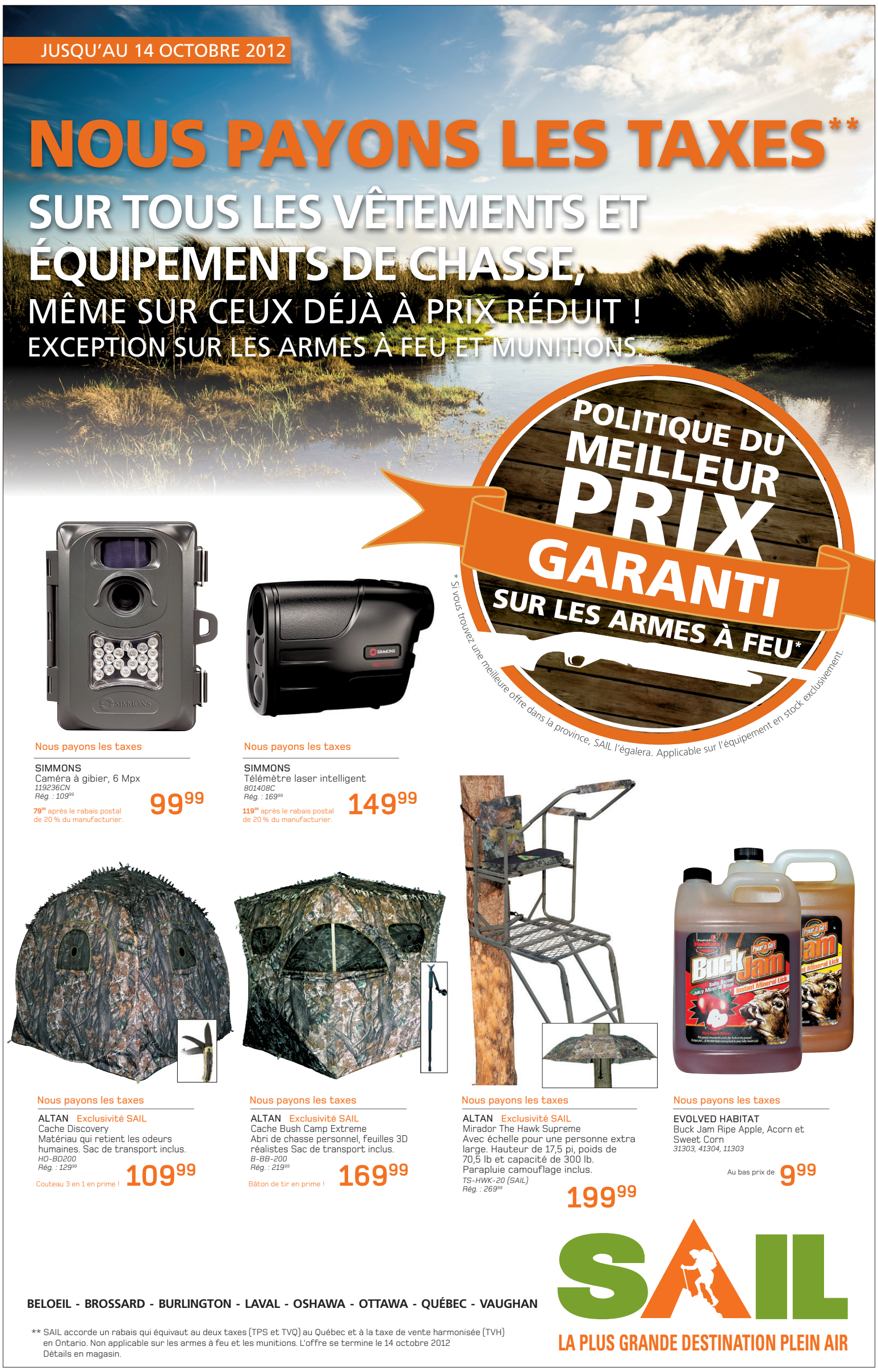
Les commerçants peu supris

L'aveu n'étonne pas les commerçants interrogés par *La Presse*, qui ont perdu plus du tiers de leur clientèle à cause de ce cauchemar qui a duré de 2006 à 2008. « Ça nous avait été confirmé, il n'y avait pas assez d'information, les travaux s'éternisaient et la Ville ne faisait pas sa job », affirme Guy Bisson, propriétaire de l'hôtel L'Abri du voyageur.

« Nous, on capotait, renchérit Éric, fleuriste à la boutique Pourquoi pas. Le même trou pouvait être creusé et rempli 5, 10 fois. C'était particulier. »

L'erreur de Gaz Métro

Au cafouillage dû à des plans incomplets s'est ajoutée l'erreur de Gaz Métro, qui a forcé la réouverture du chantier au printemps 2008 pour la réfection de son propre réseau. La perte de clientèle a forcé plusieurs commerçants à fermer. « Il y avait une surprise après l'autre, se rappelle François Patenaude, propriétaire de la boutique Montréal Images. Est-ce que c'était à cause de Gaz Métro ou de l'appel d'offres? La Ville de Montréal, c'est vraiment n'importe quoi. C'est géré tout croche. »



POLITIQUE

Montréal suspend 75 millions en contrats

KARIM BENESSAIEH

Visée par des révélations embarrassantes devant la commission Charbonneau, l'administration Tremblay a annoncé hier la suspension de contrats « non urgents » d'une valeur de 75 millions de dollars.

Aucune précision n'a été donnée quant aux entreprises qui avaient obtenu ces contrats ou à leur nombre. Les travaux touchaient la voirie ainsi que les réseaux d'eau et d'égout. Cette mesure a été rendue possible par la « souplesse administrative » promise par le ministre responsable de la métropole, Jean-François Lisée, a expliqué Richard Deschamps, responsable du développement économique au comité exécutif.

« Nous avons appliqué rigoureusement la loi 35 dès décembre 2011, et nous avons travaillé dans le cadre légal qui nous a été donné, a-t-il expliqué. À l'usage, au cours des neuf derniers mois, nous nous sommes aperçus que l'esprit de la loi 35 a été contourné par les entreprises. »

« Il [Gérald Tremblay] suspend des employés de la Ville, il suspend des contrats. A-t-il pensé à se suspendre lui-même ? » — Richard Bergeron, chef de Projet Montréal

« Préoccupés par la situation »

Il espère que la nouvelle loi promise d'ici à Noël fournira les « outils » pour assurer l'adjudication des contrats sans collusion. L'annonce d'hier ne concerne pas les contrats en cours ni ceux qui sont jugés urgents, a précisé M. Deschamps. Touche-t-elle des entreprises citées par Lino Zambito ? « C'est évident qu'il peut y avoir de ces entreprises-là, a répondu l'élu. Nous sommes préoccupés par tout ce qui se passe. Nous allons en entendre d'autres, ça débute. Nous suivons la situation, nous l'avons toujours prise au sérieux. » Il estime que son administration est « allée au bout de ce qu'elle pouvait faire » dans le cadre juridique actuel.

Le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron, a saisi la balle au bond et a redemandé le départ du maire Gérald Tremblay. « Il suspend des employés de la Ville, il suspend des contrats. A-t-il pensé à se suspendre lui-même ? »

Il est temps, selon lui, que la Sûreté du Québec lance une enquête sur le parti Union Montréal « et sur le maire Tremblay lui-même ».

Quant à la chef de l'opposition officielle, Louise Harel, elle a souligné l'ironie de l'annonce de M. Deschamps, qui avait refusé le mois dernier à la mairesse de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, Chantal Rouleau, le droit de reporter des contrats jugés douteux. « Il lui a répondu qu'il n'en était pas question, qu'il fallait procéder. C'est comme si l'administration et le maire venaient de se réveiller. C'est une sorte de volonté de rédemption, de se redonner une sorte de virginité. »

PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE

Le député de Québec solidaire Amir Khadir ne mâche pas ses mots à l'endroit du maire Gérald Tremblay. « Il fait honte aux Montréalais », a-t-il dit.

Khadir demande la démission du maire Tremblay

PAUL JOURNET

QUÉBEC — C'en est trop pour Amir Khadir. Les dernières révélations de Lino Zambito à la commission Charbonneau le poussent à demander la démission du maire de Montréal, Gérald Tremblay. « Il devrait partir, il fait honte aux Montréalais. Ça soulagerait tout le monde et permettrait aux Montréalais de mettre quelqu'un qui peut gouverner à la tête de la Ville. Présentement, M. Tremblay n'a plus l'autorité morale nécessaire pour mener la plus grande ville du Québec », a affirmé le député de Québec solidaire.

Il demande même au gouvernement Marois de « ne pas hésiter à prendre les moyens qui s'imposent ». « Ça fait des années que le maire n'a plus le contrôle sur son administration et la gestion des contrats publics. Faudra-t-il qu'il mette la ville sous tutelle pour redresser la situation et la confiance de la population ? »

Hier, aucun membre du gouvernement Marois n'a dit accorder sa confiance au maire Tremblay. Mais c'est à lui de décider s'il a encore la légitimité de diriger Montréal, ont prudemment déclaré les ministres péquistes.

« Le destin du maire Tremblay appartient au maire Tremblay », a laconiquement affirmé le ministre responsable des Institutions démocratiques, Bernard Drainville. « C'est à lui de savoir ce qu'il y a à faire dans les circonstances », a renchéri le ministre de la Sécurité publique, Stéphane Bergeron.

« Ce sont des décisions qui appartiennent aux élus, qui savent, dans leur for intérieur, ce qui est vrai et ce qui est faux », a réagi le ministre responsable de la métropole, Jean-François Lisée. Cela ne ressemble pas à un appui, lui ont fait remarquer des journalistes. « C'est à lui de tirer des conclusions », a répondu M. Lisée.

Hydro-Québec prône aussi la fermeture de Gentilly-2

PAUL JOURNET

QUÉBEC — Hydro-Québec cautionne la décision du gouvernement Marois. Calculant que la réfection de la centrale nucléaire Gentilly-2 n'est plus justifiée financièrement, elle recommande sa fermeture. Selon la plus récente estimation, la réfection coûterait 4,3 milliards de dollars, soit plus du double du coût prévu en 2008.

Le patron de la société d'État, Thierry Vandal, a rendu le rapport public hier. La fermeture est « nettement plus avantageuse » financièrement, soutient-il. À partir de 2017, la réfection aurait « amputé » les résultats de la société d'État de 215 millions de dollars par année.

« L'annonce d'aujourd'hui est dictée par la sagesse, la responsabilité et des considérations économiquement mûrement réfléchies. Nous devons adapter notre économie au XXIe siècle », a ajouté la ministre Martine Ouellet, qui l'accompagnait en conférence de presse.

Long processus de fermeture

Le réacteur de la seule centrale nucléaire du Québec sera mis en arrêt à la fin de l'année. Commencera ensuite un long processus de fermeture, qui durera jusqu'en 2060. Le coût total : 1,8 milliard, échelonné sur 50 ans. Ce coût aurait été reporté – et aurait même augmenté – si on avait opté pour la réfection.

Le Parti québécois ne détenait pas ces chiffres lorsqu'il a promis de fermer la centrale. Et inversement, le gouvernement libéral devait être au courant des importants dépassements de coûts prévus lorsqu'il répétait avoir un « préjugé favorable » pour la réfection. M. Vandal a indiqué qu'il était « de notoriété publique » dans les derniers mois que l'estimation des coûts de la réfection avait dépassé les 3 milliards. « Le projet n'est pas devenu un mauvais projet en septembre », a-t-il indiqué plus tard.

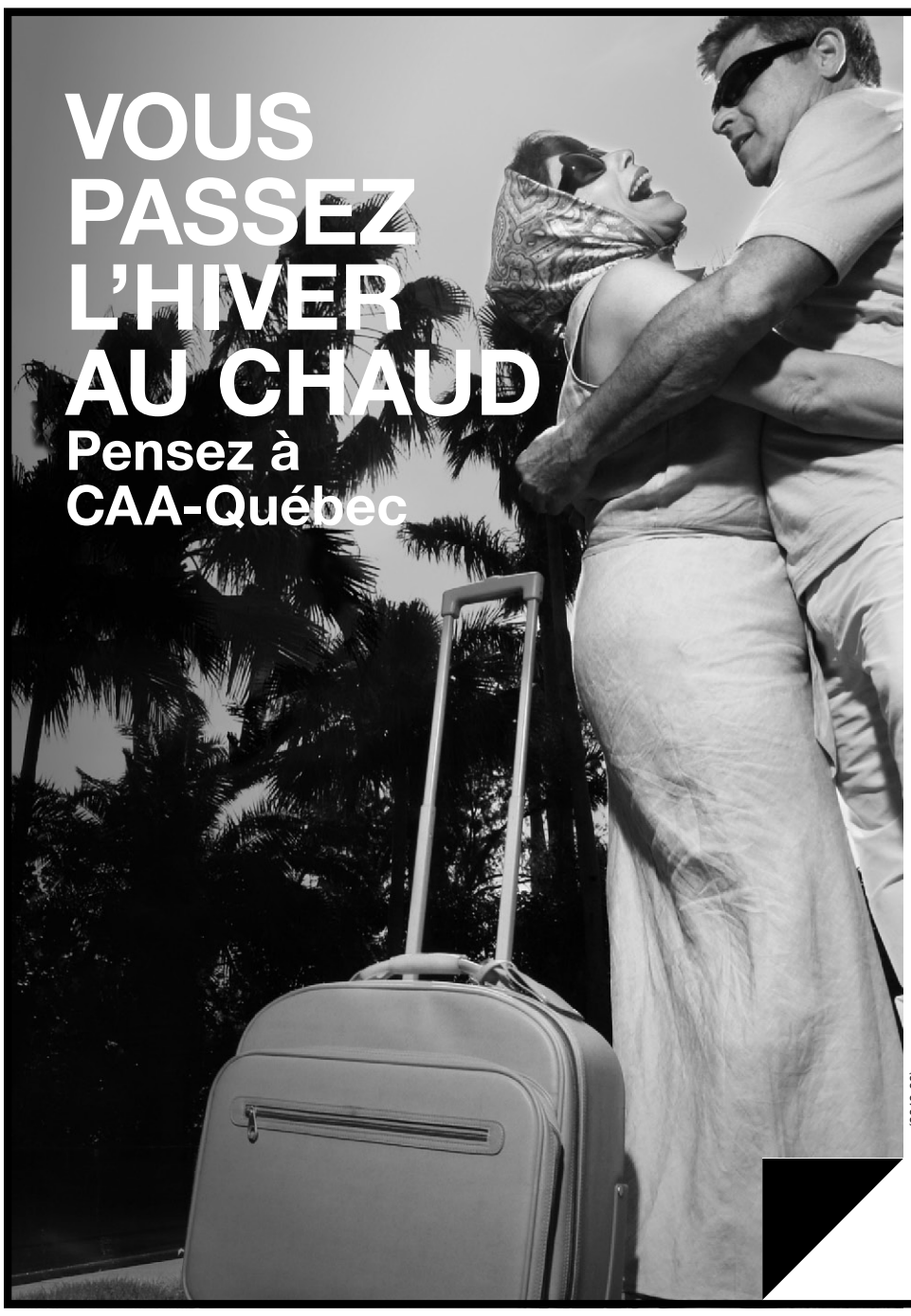
Surplus d'énergie

La réfection de Gentilly-2 a été jugée non rentable en raison des dépassements de coûts à sa centrale jumelle de Point Lepreau, au Nouveau-Brunswick, des nouvelles exigences en matière de sécurité à la suite de la catastrophe à Fukushima et de la chute des prix de l'électricité provoquée par la concurrence du gaz aux États-Unis. Mme Ouellet a ajouté que le Québec était en surplus d'énergie. « Nous avons des énergies alternatives disponibles, renouvelables, qui sont beaucoup plus intéressantes, tant d'un point de vue économique que d'un point de vue environnemental », a-t-elle avancé.

La fermeture implique une importante baisse du dividende versé au gouvernement du Québec : environ 1,2 milliard en 2012.

Elle touche aussi 736 employés permanents ou temporaires. Plusieurs d'entre eux pourront travailler à la fermeture. Ils seront 440 à y travailler en 2013, 200 en 2014 et 160 en 2015-2016. Il n'en restera que 64 en 2019. Pour les autres syndiqués, un plan de mutation sera mis en place.

Pour compenser la région, le gouvernement Marois promet un fonds de diversification économique de 200 millions. La communauté d'affaires de la Mauricie et du Centre-du-Québec s'est montrée sceptique. Les chambres de commerce locales sont très insatisfaites. À cela doivent s'ajouter des investissements privés, espère Mme Ouellet. « [Notre fonds] est vraiment un levier de développement économique », a-t-elle souligné.



L'ASSURANCE VOYAGE CAA-QUÉBEC,
POUR UN LONG SÉJOUR SANS SOUCI.

INCLUS AVEC VOTRE ASSURANCE VOYAGE :

- Protection Soins médicaux d'urgence allant jusqu'à 5 000 000 $
- Service d'assistance multilingue 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, partout dans le monde

Protections sur mesure aussi disponibles : annulation ou interruption de voyage, bagages et décès ou mutilation accidentels.

5 % DE RABAIS SUR LE COÛT DE LA PRIME ET AUTRES AVANTAGES EXCLUSIFS OFFERTS AUX MEMBRES CAA-QUÉBEC*.

Assuré par CROIX BLEUE MD ASSURANCE VOYAGE

Assurance voyage

(2012-09)

Contactez-nous :
1 855-440-4402

*Cette offre peut être modifiée sans avis. Certaines conditions s'appliquent.

caaquebec.com

CAA QUÉBEC MD

ÇA VOUS AVANTAGE

En politique pour y rester

Chef du PLQ ou pas, Philippe Couillard sera candidat aux prochaines élections

DENIS LESSARD

Après une éclipse de plus de quatre ans, Philippe Couillard revient pour de bon en politique. Même s'il devait mordre la poussière dans la course à la succession de Jean Charest, l'ancien ministre de la Santé sera à coup sûr candidat du PLQ aux prochaines élections générales.

C'est l'assurance qu'il a fournie à *La Presse* en marge du lancement de sa campagne, hier matin. Près de 100 personnes se sont retrouvées dans la salle exiguë du Centre des sciences de Montréal, dont une dizaine d'actuels députés libéraux, y compris son successeur, le Dr Yves Bolduc. Ses deux coprésidents seront Sam Hamad, élu dans Louis-Hébert, à Québec et Kathleen Weil, ex-ministre de l'Immigration. Il a aussi l'appui des anciens ministres Benoît Pelletier (Affaires intergouvernementales canadiennes) et Michel Audet (Finances).

D'entrée de jeu, Philippe Couillard s'en est pris aux récentes décisions du gouvernement Marois. Selon lui, en promettant d'abolir la taxe santé et d'abandonner la hausse des droits de scolarité tout en inquiétant le milieu des affaires, Mme Marois accumule les décisions qui lui rendront impossible l'atteinte du déficit zéro.

« En peu de temps, le gouvernement du Parti québécois a fait la démonstration de son entêtement. Les décisions des dernières semaines, les actions improvisées, divisent les Québécois et suscitent l'inquiétude. Partout dans le monde on essaie de convaincre les entrepreneurs d'investir plus. Au Québec, le gouvernement prend une direction opposée: on suscite l'inquiétude. Des milliers d'emplois sont en jeu aujourd'hui », a-t-il déclaré.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Philippe Couillard dit avoir senti « une grosse vague d'appui » de militants libéraux à sa candidature.

« J'ai la conviction d'être celui qui peut rassembler tous les libéraux – ceux d'aujourd'hui, ceux d'hier et de demain. Je me reconnais dans ce parti d'équilibre: croissance économique mais justice sociale, identification au Québec mais aussi appartenance au Canada, attachement aux libertés individuelles dans le respect de la démocratie et de la société civile. »

Il s'est montré solidaire du gouvernement Charest – ses deux adversaires, Raymond Bachand et Pierre Moreau, plus circonspects, avaient relevé que le gouvernement s'était éloigné de la population. M. Couillard s'est entretenu avec l'ancien premier ministre avant de prendre sa décision. Il soutient avoir senti « une grosse vague d'appui » de militants qui souhaitaient qu'il revienne en politique.

Sans surprise, il se défend d'avoir « déserté le navire » en 2008. Il martèle n'avoir rien à se reprocher même s'il avait discuté de son futur emploi avec un fonds d'investissement en santé pendant qu'il était encore ministre dans ce secteur. Ces échanges étaient encadrés par des règles du conseil exécutif, des règles qui tiennent toujours, appliquées désormais par le Commissaire à l'éthique de l'Assemblée nationale. Il reconnaît toutefois qu'il aurait dû, au moment de son départ, mieux expliquer ses motivations. « Je ne me présenterais pas devant les Québécois si je n'avais pas la conviction que mon intégrité est intacte », a-t-il soutenu.

« Je me présente devant les Québécois avec comme seule tâche cette campagne au cours des prochains mois. »
— Philippe Couillard

Il a défendu son ancien employeur, Persistence Capital Partners, un fonds « nécessaire et légitime », qui « soutient des activités du domaine de la santé à l'extérieur de la couverture publique ». Philippe Couillard a quitté tous les conseils d'administration où il siégeait, jusqu'à son mandat de conseiller auprès du ministre de la Santé d'Arabie saoudite: « Je me présente devant les Québécois avec comme seule tâche cette campagne au cours des prochains mois. »

Il s'est dit médusé par les doutes soulevés récemment quant au rôle du Dr Arthur Porter dans le projet du CUSM. Les deux hommes avaient fondé ensemble une société de consultation en santé qui n'a jamais eu de mandat.

Prudence au programme

Au-delà de l'attaque contre le gouvernement Marois, il est resté très prudent sur les solutions qu'il proposerait. Il n'a pas dit s'il maintiendrait l'abolition de la taxe santé de 200 $ et s'est contenté d'un effet de toge: la meilleure façon de financer la santé « est de créer une nouvelle usine et des emplois » susceptibles d'aider les finances publiques.

Quant aux droits de scolarité, il s'est d'abord dit favorable aux hausses décrétées par le gouvernement Charest. Mais, s'est-il empressé d'ajouter, « l'horloge a été remise à zéro, il faudra refaire le débat ».

Il reste froid sur le projet péquiste de charte de la laïcité, mais prônerait une « neutralité religieuse de l'État » qui reste à définir. « Avant de parler d'une charte, on pourrait discuter des principes avec les groupes concernés. Cette conversation doit être terminée auparavant. »

Il est plus catégorique sur le projet de citoyenneté québécoise du PQ, qui « catégoriserait » les Québécois selon qu'ils sont francophones de souche, néo-Québécois issus de pays francophones ou nouveaux arrivants sans notions de français. C'est « inacceptable », selon lui. « Sur le plan humain, cela m'est profondément étranger », tranche-t-il.

Sur la question nationale, il a souligné que le Québec a la liberté de se définir lui-même, mais il a insisté aussi sur les avantages du fédéralisme canadien. Il promet d'être particulièrement attentif aux doléances de la communauté anglophone. « On a restreint la définition de la société distincte québécoise au groupe majoritaire, alors que les autres sont aussi fiers de faire partie d'un État francophone en Amérique. Ils veulent venir à la table et discuter de leur contribution. Ce travail est à faire, avant de parler de débat constitutionnel », observe M. Couillard.

Philippe Couillard revient sur son départ de la politique en 2008 sur www.lapresse.ca/videos

Ford L'ÉVÈNEMENT ÉCHANGEZ VOTRE VÉHICULE

CET AUTOMNE TOMBEZ EN AMOUR AVEC FORD.

« J'échangerais mon Altima pour une Ford Focus. »

ÉCHANGEZ VOTRE VÉHICULE ET RECEVEZ
0 % TAUX ANNUEL 72 MOIS
AU FINANCEMENT À L'ACHAT
Sur la plupart des modèles Focus 2013.

FOCUS SE BERLINE 2013

LOUEZ POUR SEULEMENT
199 $ À 0 % TAUX ANNUEL POUR 48 MOIS
ACOMPTE DE 2 295 $
INCLUANT
Une remise de 750 $ équivalente à l'offre de l'ensemble sécurité d'hiver.
L'offre de l'ensemble sécurité d'hiver n'est pas applicable.

5,1 L/100 km SUR ROUTE 6,9 L/100 km EN VILLE±

Offert avec une foule de caractéristiques de série :
- Climatiseur
- Antidémarrage SecuriLock®
- Dispositif de contrôle électronique de stabilité AdvanceTrac®
- Six sacs gonflables de série
- Verrouillage sécurité enfants aux portes arrière
- Moteur TI-VCT à 4 cylindres de 2 L à injection directe développant 160 ch

DE PLUS

ENSEMBLE SÉCURITÉ D'HIVER
UNE VALEUR ALLANT JUSQU'À 1 800 $
Sur la plupart des modèles Focus 2012/2013 neufs.

TOMBEZ EN AMOUR AVEC FORD ET ÉCHANGEZ VOTRE VÉHICULE.
VISITEZ FORD.CA OU VOTRE CONCESSIONNAIRE FORD POUR LES DÉTAILS.
VISIONNEZ NOS CAPSULES ÉCHANGEZ VOTRE VÉHICULE SUR BLOG.FORD.CA/CAPSULES

Ford Allons plus loin

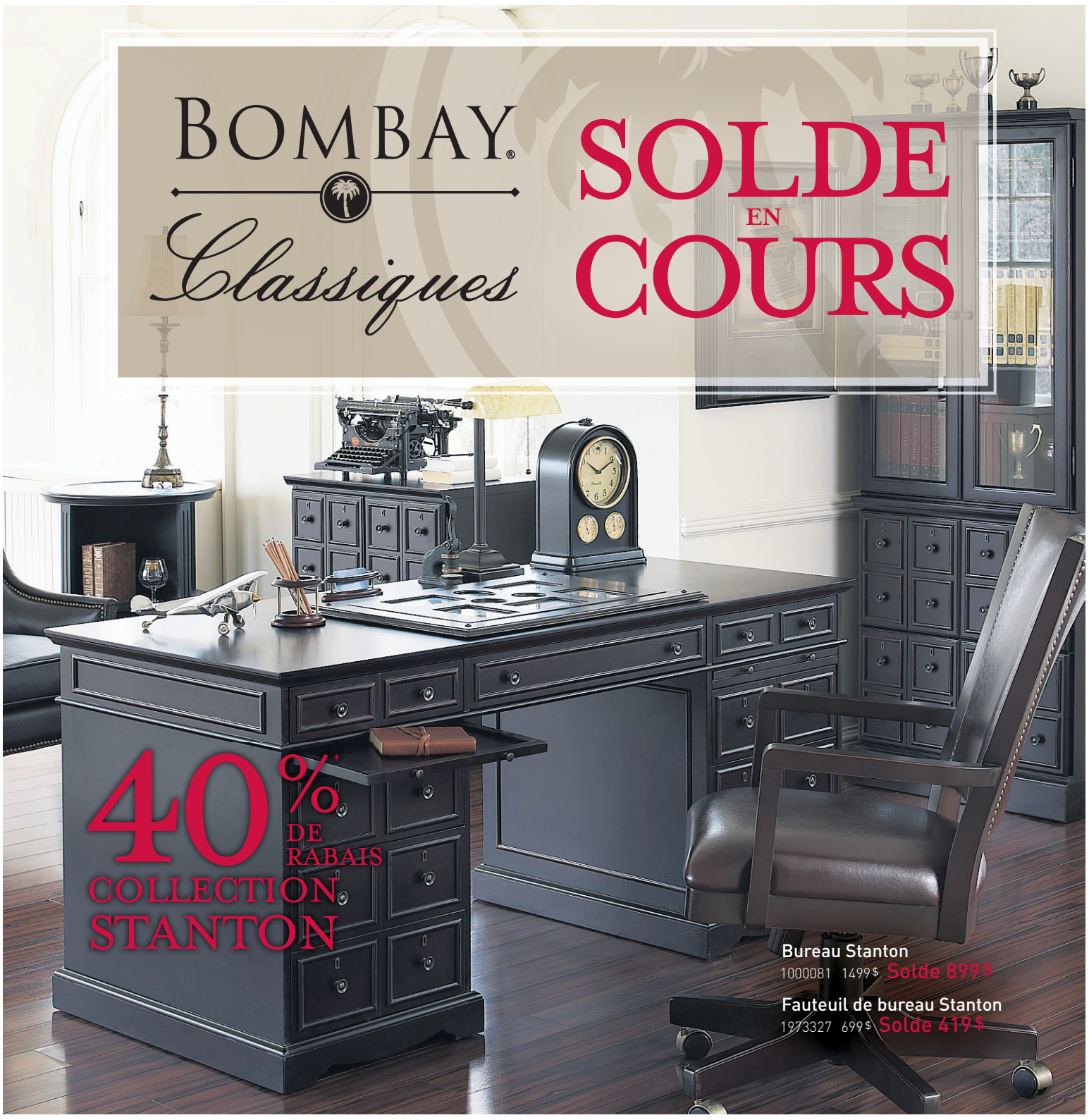
LES ACHETEURS AVISÉS LISENT LES PETITS CARACTÈRES. Les véhicules illustrés peuvent être dotés d'équipements offerts en option. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer à prix moindre. Ces offres s'adressent à des particuliers admissibles uniquement, sur approbation du crédit par Crédit Ford. Certains clients pourraient ne pas être admissibles au taux d'intérêt annuel le plus bas. Un dépôt de sécurité pourrait être exigé par Crédit Ford selon les termes et conditions du crédit du client. Ces offres excluent les frais d'immatriculation, les assurances, le plein de carburant, l'inscription au RDPRM (pour les véhicules financés ou loués), la taxe écologique sur les pneus neufs, la TPS et la TVQ. Tous les prix et rabais sont appliqués à partir du prix de détail suggéré par le constructeur (PDSC). Ces offres sont d'une durée limitée et peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Pour obtenir tous les détails, consultez votre concessionnaire Ford, ou appelez le Centre des relations avec la clientèle Ford au 1 800 565-3673. ± Cotes de consommation de carburant estimatives pour la Focus berline SE 2013. Les cotes de consommation de carburant sont établies selon des méthodes d'essai approuvées par Transports Canada. La consommation réelle peut varier en fonction des conditions routières, du chargement du véhicule et des habitudes de conduite. * Obtenez un taux d'intérêt annuel de 0 % pour un financement à l'achat de la Focus 2013 (à l'exception de la version S) pour un terme maximal de 72 mois. Par exemple pour un financement à l'achat de 25 000 $ au taux d'intérêt annuel de 0 %, pendant 72 mois, la mensualité exigible est de 347,22 $ le coût d'emprunt est de 0 $ ou le taux d'intérêt annuel est de 0 %, pour une somme totale payable de 25 000 $. ** Louez la nouvelle Focus SE berline 2013 au taux d'intérêt annuel de 0 % pour un terme allant jusqu'à 48 mois pour une mensualité exigible de 199 $ moyennant un acompte de 2 295 $. Cette offre inclut 750 $ en remise équivalente à l'offre de l'ensemble sécurité d'hiver. L'obligation locative totale est de 11 847 $, la valeur de rachat optionnelle est de 7 733 $ et le prix total d'acquisition est de 19 599 $. Les taxes sont exigibles sur le montant total du prix de financement à la location, après déduction de tous rajustements de prix. Certaines conditions et une limite de 16 000 km par année pour une période de 48 mois s'appliquent. Un coût de 0,12 $ par kilomètre s'applique au-delà de la limite permise, en plus des taxes exigibles. † Obtenez un Ensemble sécurité d'hiver comprend quatre (4) pneus d'hiver, quatre (4) capteurs de surveillance de la pression des pneus, et quatre (4) jantes en acier ou en aluminium. Certaines conditions s'appliquent. Consultez votre concessionnaire pour tous les détails. Les caractéristiques de maniabilité du véhicule, l'indice de charge des pneus et la cote de vitesse peuvent être différents de ceux des pneus toutes saisons fournis par le constructeur. Les pneus d'hiver sont conçus pour être utilisés dans des conditions hivernales et peuvent nécessiter une pression plus élevée dans les températures froides que les pneus toutes saisons. Consultez votre concessionnaire Ford Canada pour tous les détails, y compris le plan de protection applicable. †† © 2012 SIRIUS Canada Inc. « SiriusXM' », de série sur la plupart des véhicules Ford avec abonnement de 6 mois prépayé. Le logo SiriusXM, de même que les noms et logos des stations sont des marques de commerce de SiriusXM Radio Inc. utilisées en vertu d'une licence.

SiriusXM

CENTRAIDE LANCE SA VASTE CAMPAGNE DE FINANCEMENT

PHOTO ANDRÉ POCHETTE, LA PRESSE

Plus de 20 000 parapluies ont envahi le centre-ville de Montréal, hier, au cours d'une marche orchestrée par l'organisme Centraide du Grand Montréal. Parents, enfants, bénévoles, gens d'affaires, représentants de syndicat, tous ont brandi un parapluie afin de symboliser l'aide que Centraide apporte aux plus démunis. L'événement marque le lancement de la grande collecte de fonds annuelle qui se déroulera du 3 octobre au 11 décembre. L'objectif est de récolter 60 millions de dollars, près de 2 millions de plus que l'an dernier. — Ewan Sauves



RAPPEL DE BOEUF

L'opposition augmente la pression sur les conservateurs

MARTIN CROTEAU

OTTAWA — L'opposition a accentué la pression sur le gouvernement Harper, hier, dans la foulée du rappel de centaines de milliers de kilos de bœuf provenant de l'usine albertaine de XL Foods. Les néo-démocrates et les libéraux veulent d'abord que le ministre de l'Agriculture, Gerry Ritz, qui n'a pas siégé à la Chambre des communes cette semaine, réponde à leurs questions.

Les partis de l'opposition ont forcé la tenue d'un débat d'urgence, hier soir, sur l'éclosion de la bactérie *E. coli* qui a forcé le rappel de 1500 produits du bœuf partout au pays. Le débat s'est tenu sans le ministre responsable du dossier, absent des Communes pour la troisième journée consécutive.

En matinée, le ministre Ritz s'est rendu à Brooks, en Alberta, afin de visiter le lieu d'origine de l'éclosion. Lors d'un court point de presse par la suite, il a assuré que l'usine resterait fermée jusqu'à ce que l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) s'en déclare entièrement satisfaite.

Le débat s'est tenu sans le ministre responsable du dossier [Agriculture, Gerry Ritz], absent des Communes pour la troisième journée consécutive.

L'ACIA a par ailleurs révélé que XL Foods a mis plusieurs jours à lui fournir des renseignements sur la distribution de produits potentiellement contaminés. L'organisme fédéral estime qu'une loi actuellement étudiée par le Parlement permettrait à ses inspecteurs de forcer les entreprises à s'exécuter plus rapidement.

Aux Communes, le premier ministre a de nouveau défendu la façon dont l'ACIA a géré la crise et demandé à l'opposition d'appuyer son projet de loi.

« Ce ne sont pas des politiciens qui entreprennent ces activités particulières [l'inspection des aliments], a affirmé Stephen Harper. C'est l'ACIA qui agit selon l'autorité qui lui est confiée par la loi et selon l'information à sa disposition. Lorsqu'elle a eu cette information, elle a agi. »

Mais l'opposition souhaite que le ministre responsable de veiller à la salubrité des aliments rende des comptes sur le rappel de viande, le plus important de l'histoire canadienne. Le chef du Nouveau Parti démocratique, Thomas Mulcair, s'explique mal que M. Ritz esquive les questions des parlementaires. Le ministre était également en poste lors du rappel des produits Maple Leaf à cause d'une éclosion de listériose. « Il a eu quatre ans pour rendre votre bœuf sécuritaire, il a échoué, a dénoncé M. Mulcair. Laissez-le revenir à la Chambre, laissez-nous lui poser des questions et, ensuite, laissons le gouvernement prendre ses responsabilités à l'égard de ce ministre. »

Le chef libéral Bob Rae dénonce depuis deux jours la lenteur avec laquelle les autorités fédérales ont informé les Canadiens de l'éclosion d'*E. Coli*, qui a été détectée pour la première fois le 4 septembre. Il craint que la réputation du bœuf canadien soit entachée par cette crise. « C'est notre système qui, à mon avis, est problématique. Il semble que les règlements en place font qu'il n'y a pas la protection du consommateur qu'il doit y avoir. »

Dans un sommaire disponible en ligne, l'ACIA pose un regard critique sur le travail de XL Foods et affirme qu'une « combinaison de lacunes » de la part de l'entreprise a mené à l'éclosion de la bactérie. Elle souligne que même si des contenants de viande dans lesquels on avait détecté l'*E. coli* ont été manipulés correctement, des produits transformés juste avant n'étaient pas toujours retirés de la chaîne de production, une mesure de précaution bien établie.

—Avec la collaboration de Marie Allard

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

Pointe-Claire Écrasé par un chariot élévateur

Un travailleur est mort coincé entre une clôture et un chariot élévateur, hier, à Pointe-Claire, dans l'ouest de l'île de Montréal. L'accident est survenu vers 7 h 30 dans une entreprise située au 975, avenue Selkirk. L'homme, dans la fin de la vingtaine, a été conduit à l'Hôpital général du Lakeshore pour des blessures aux jambes, au thorax et à l'abdomen. Il est mort peu de temps après son arrivée. Victime d'un choc nerveux, son collègue qui conduisait le chariot élévateur a également été transporté à l'hôpital. La Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) a ouvert une enquête afin de déterminer la cause de l'accident. Il s'agirait à première vue d'une erreur humaine. L'homme qui conduisait le chariot élévateur aurait fait une fausse manœuvre en voulant déplacer son engin. La CSST estime qu'environ 90 accidents mortels surviennent chaque année au Québec.

– La Presse Canadienne

Amqui Un septuagénaire perd la vie dans une collision

Un homme de 71 ans est mort hier dans un accident de la route, en Gaspésie. Le conducteur aurait percuté un poids lourd sur la route 132, à la hauteur d'Amqui, vers 17 h 15. Selon les premiers éléments de l'enquête, l'homme roulait en direction ouest lorsque la collision frontale s'est produite. Les circonstances exactes de l'accident ne sont pas connues pour l'instant. Le septuagénaire, qui était seul à bord du véhicule, a été transporté dans un centre hospitalier, où son décès a été constaté. Le chauffeur du camion n'a pas été blessé.

– Janie Gosselin

Abolition de la taxe santé Une annonce mercredi

QUÉBEC — C'est mercredi prochain à la séance du Conseil des ministres que Nicolas Marceau présentera sa solution de compromis pour financer l'abolition de la taxe santé. Une annonce devrait être faite plus tard la même journée. Hier, *La Presse* a rapporté que le ministre des Finances abandonnerait l'idée de hausser l'impôt sur les gains de capital et les revenus de dividende, qui figurait pourtant dans le programme du Parti québécois.

— Paul Journet

Avancée génétique en néonatalogie

MATHIEU PERREAULT

Des généticiens américains ont annoncé hier une grande avancée en néonatalogie: en deux jours, ils peuvent désormais dépister des maladies génétiques rares et graves à partir du séquençage des gènes de nouveau-nés aux soins intensifs.

Cette opération, qui couvre plus de 3500 maladies rares, prend actuellement quelques semaines. Or, plusieurs dizaines de ces maladies doivent être traitées en quelques jours si l'on veut éviter des séquelles chez les petits patients.

L'analyse coûte 13 500 $US par patient. « Ça peut paraître beaucoup, mais souvenez-vous qu'un nouveau-né aux soins intensifs coûte 8000 $US par jour », a expliqué Stephen Kingsmore, directeur de la génomique pédiatrique à l'hôpital universitaire de l'Université de Kansas City, en conférence de presse téléphonique. Le Dr Kingsmore est l'auteur principal de l'étude publiée dans la revue *Science Translational Medicine*.

Selon le Dr Kingsmore, 5 % des nouveau-nés passent par les soins intensifs, et la majorité d'entre eux ont des maladies rares. On connaît la génétique de la moitié des maladies rares répertoriées, et il existe un traitement pour 500 d'entre elles. Dans certains cas, le traitement ne fait que prolonger la vie de quelques années, mais dans d'autres cas, il permet à l'enfant d'avoir une vie tout à fait normale.

« Ça fait trois ans qu'on se bat, avec Sainte-Justine, pour avoir des fonds pour le séquençage rapide, explique Nada Jabado, oncologue pédiatrique du Centre universitaire de santé McGill. La technologie existe depuis quelques années, mais personne jusqu'à maintenant n'avait fait la preuve que les bénéfices dépassent les coûts. Les données sont extraordinairement précises. Il m'arrive de payer le séquençage à partir de mes fonds de recherche. Mais il faut que le lien entre les symptômes et le gène soit certifié par un laboratoire. La technologie décrite par l'étude américaine permet d'obtenir une certification rapide. »

Selon la Dre Jabado, le séquençage rapide est utilisé en Ontario pour le cancer du poumon et du pancréas chez les adultes. Mais il faut tout de même 10 jours pour avoir les résultats. L'oncologue montréalaise vient de soumettre à Génome Canada une demande de subvention de recherche sur un cancer du cerveau pédiatrique rare, et la moitié des fonds serviraient à établir le rapport coûts-bénéfices d'un séquençage rapide.

LA PRESSE EN SYRIE

DANS LE QUARTIER GÉNÉRAL ULTRASECRET DES REBELLES

Confessions d'un chabbiha

Le quartier général ultrasecret des rebelles à Al Bab, près d'Alep. Un bunker de béton enfoui profondément sous terre. Y vivent 55 soldats et 6 prisonniers. Notre journaliste Michèle Ouimet et notre photographe Edouard Plante-Fréchette l'ont visité et ont parlé avec les détenus, dont un chabbiha, mercenaire du régime Assad.

TEXTE **MICHÈLE OUIMET**
PHOTO **EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE**

AL BAB

Un soldat monte un escalier du quartier général souterrain de l'Armée syrienne libre, à Al Bab. Voyez notre vidéo à lapresse.ca/bunker.

L'entrée est gardée par un soldat, un seul. Pantalon fripé, babouches, foulard noué autour de la tête, fusil sur l'épaule. Il est assis sur une chaise en plastique et tue le temps en fumant une cigarette.

Il ouvre la porte grillagée et nous laisse entrer dans le quartier général ultrasecret des rebelles à Al Bab, situé à 35 kilomètres d'Alep.

Al Bab est bombardé tous les jours par les soldats de Bachar al-Assad. Ils savent que le quartier général des rebelles est dans la ville, mais ils ignorent où il se trouve. Assad voudrait le détruire.

Couloirs de béton, terrains vides aux alentours: les rebelles ont trouvé une bonne cachette, dans le sous-sol d'un gros bâtiment. Discrétion assurée.

Cinquante-cinq soldats vivent dans les tunnels sous les ordres du major Abu Ahmed. Petit, maigre, nerfs d'acier. C'est ici, dans cet univers gris et poussiéreux, qu'il coordonne les opérations des rebelles.

Il vit avec ses hommes dans son sous-sol de béton depuis cinq mois. Un endroit où le silence est impressionnant, les bruits extérieurs étouffés. Dans un coin, un bureau, dans une pièce adjacente, leur arsenal qui se résume à quelques fusils et mitraillettes.

Les soldats dorment sur des matelas dans un couloir étroit, cordés les uns à côté des autres. Ils prient et mangent ensemble.

Fin juillet, ils ont capturé six prisonniers, cinq soldats de Bachar al-Assad et un chabbiha. Les chabbihas sont des mercenaires du gouvernement qui font le sale boulot: battre les manifestants, tuer des civils, kidnapper.

Ils ont une réputation sinistre. Tout le monde les craint. Bachar al-Assad n'a pas hésité à les utiliser depuis que la révolution gronde et menace de lui faire perdre le pouvoir.

Le chabbiha capturé par les hommes du major Abu Ahmed a accepté de nous parler. Il a 25 ans et il a été un chabbiha pendant deux ans avant d'être arrêté. Ses réponses sont minimalistes.

– Pourquoi êtes-vous devenu un chabbiha?

– Pour l'argent.

– Et que faisiez-vous?

– Je battais les gens avec des bâtons pendant les manifestations.

– Combien receviez-vous pour une manifestation?

– Cinq cents livres (7$).

Puis il s'empresse de nuancer.

«En deux ans, je n'ai gagné que 1000 livres (15$). Ma mère était fâchée, elle ne voulait pas que je fasse ça.»

Il travaillait dans la construction, un travail saisonnier qui ne lui donnait pas assez d'argent pour nourrir sa femme et ses deux enfants.

– Et votre femme savait que vous étiez un chabbiha?

– Un homme n'a pas à dire à sa femme ce qu'il fait. Ça ne la regarde pas.

– Que pensez-vous de Bachar al-Assad?

– C'est un criminel, un chien, il tue les civils.

– Vous pensiez la même chose quand vous travailliez pour son régime?

– Je ne pensais à rien, sauf à ma famille et mes enfants.

Le major Abu Ahmed ne le croit pas. L'année dernière, il a déserté l'armée de Bachar al-Assad pour se joindre aux rebelles. Il était un membre de haut rang. Il connaît les méthodes d'Assad et de ses mercenaires.

«Le chabbiha a été dénoncé et on l'a arrêté. C'est un vrai», insiste le major.

«Les chabbihas, ajoute-t-il, ne font pas que battre des manifestants, ils leur tirent dans les jambes. Ils exécutent et kidnappent.»

Ils s'habillent en civil, difficile de les reconnaître dans une foule.

Depuis que son régime est menacé, Assad aurait libéré certains prisonniers, voleurs, vendeurs de drogue, meurtriers, et il les aurait utilisés comme chabbihas. C'est du moins ce que prétend le major.

Impossible de vérifier ces affirmations. Le régime de Bachar al-Assad ne répond à aucune question des journalistes. Il refuse même de les laisser entrer en Syrie.

Les autres prisonniers qui vivent dans le bunker sont des soldats de Bachar al-Assad capturés par les rebelles. Ils sont détenus depuis deux mois. Ils jouissent d'une relative liberté. Ils ne sont pas confinés dans des cellules. Ils mangent et dorment avec les soldats, mais ils ne sont pas libres de partir. Ils préparent les repas et font le ménage. Drôles de prisonniers.

Ils sont jeunes, 19, 20 ans. Ils ne croient plus en Bachar al-Assad et ils fraternisent avec leurs geôliers. Ils attendent la fin de la guerre, en ignorant le sort qui les attend.

Pour joindre notre chroniqueuse: **michele.ouimet@lapresse.ca**

Alep sans gilet pare-balles

RIMA ELKOURI
CHRONIQUE

PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

Un Alépin marche parmi les débris causés par les bombardements.

J'ai été séduite par Alep il y a 15 ans. Je m'étais promis d'y retourner avec mes enfants. Sans gilet pare-balles, si possible.

Avant d'être synonyme de terreur, Alep évoquait surtout pour moi des souvenirs de famille. C'est la ville natale de ma mère. Ce fut aussi, il y a un siècle, la ville refuge de mon grand-père, survivant du génocide arménien. Un refuge qu'il a quitté en 1967 pour s'établir à Montréal avec sa famille.

À l'époque, mon grand-père sentait bien que le printemps syrien n'était pas trop pressé. Il espérait que le temps s'accélère. Il voulait que ses enfants puissent changer de saison plus vite encore. Pour eux – et finalement pour moi, d'une certaine façon –, il a traversé l'océan.

Aujourd'hui, Alep n'est plus un refuge, mais un brasier. De violents combats y opposent les rebelles de l'Armée syrienne et les forces gouvernementales. L'exode se fait dans le sens inverse de celui que mon grand-père a connu en 1914. Des réfugiés syriens ont afflué vers la Turquie. L'Histoire avance en revenant sur ses pas. Et le printemps, le vrai, se fait toujours attendre.

Il y a cette jolie formule de politesse que les Alépins emploient pour prendre des nouvelles. Pour dire « comment vas-tu ? », ils demandent « chlonak ? », ce qui veut dire littéralement « de quelle couleur es-tu ? ».

Dans ma mémoire, Alep est couleur lumière. Une belle lumière ocre qui tombe sur ses pierres blondes. Aujourd'hui, Alep a un teint funeste. Rouge sang ? Gris cendre ?

Alep brûle. Mais dans ma mémoire, sa beauté reste. En 1997, j'avais convaincu ma mère de faire un voyage en Syrie avec moi. Elle n'y avait pas mis les pieds depuis 1967. J'ai pu faire du tourisme sur le fil de sa mémoire.

J'ai été soufflée par la beauté d'Alep, l'une des plus anciennes villes du monde encore habitées. Une ville fascinante qui semblait avoir tout vu, tout vécu. Elle ne savait pas encore le bain de sang qui la guettait.

Alep m'a séduite par son art de vivre et de recevoir. Par sa poésie du quotidien, envers et contre tous. Par son souk historique, classé patrimoine mondial de l'UNESCO. Ce même souk au cœur des combats, d'où ma collègue Michèle Ouimet nous a envoyé un reportage courageux et crève-cœur, avant-hier. J'y revois ces vendeurs, qui semblaient assis là depuis mille ans. Sous les magnifiques arches du marché, ils passaient d'un côté à l'autre de leurs étals à la manière de Tarzan en djellaba, en s'accrochant à une corde. Le souk millénaire a désormais des airs de fin du monde.

Le désastre est complet. Il n'y a pas que la vérité qui vole en éclats sous les bombes. Il n'y a pas que des gens qui meurent dans l'indifférence, comme si leur vie n'était plus qu'une statistique. La culture méconnue portée par ces gens fait aussi partie des blessés.

Alep sent la mort. Le souvenir auquel je m'accroche sent le savon. Ce fameux savon d'Alep, celui de ma grand-mère, au parfum d'olive et de laurier. Elle demandait à tous ceux qui voyageaient en Syrie de lui en ramener, le préférant à celui qu'on trouve ici. Dans l'armoire de sa salle de bains, enfouis dans plusieurs sacs, elle gardait précieusement, comme s'il s'agissait de pépites d'or, ces gros blocs vert olive à l'allure rustre.

Tous ces souvenirs sont aujourd'hui éparpillés sous des cendres. Dans les ruines, à côté des cadavres, ils ont l'air indécents. Les nouvelles qui nous arrivent au compte-gouttes de gens qui sont là-bas sont terrifiantes. Ils sont terrorisés. Ils savent que chaque jour est peut-être le dernier.

The Finish, de Mark Bowden
Obama voulait ben Laden vivant

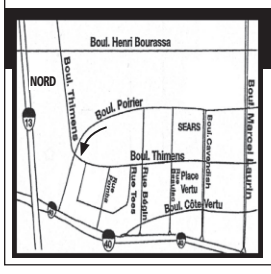
Barack Obama espérait capturer Oussama ben Laden vivant et le traduire en justice, affirme le livre *The Finish* qui doit paraître le 16 octobre. L'auteur Mark Bowden y cite le président américain disant qu'il pensait pouvoir tirer un argument politique fort de l'octroi à Ben Laden de droits de la défense, montrant que la justice américaine s'applique même au leader d'Al-Qaïda. Bowden affirme qu'Obama a dit qu'il s'attendait à ce que ben Laden ne se laisse pas prendre sans se battre. Des responsables américains ont dit que les membres du commando avaient reçu l'ordre de capturer ben Laden s'il se rendait, ou de le tuer s'il se montrait menaçant. Ancien journaliste, Mark Bowden a publié le livre *Black Hawk Down*, adapté par la suite au cinéma.

– Associated Press

LIQUIDATION DE FAILLITE

DU JAMAIS VU!!
1er tapis
80% de rabais
2e gratuit
(valeur égale ou moindre du premier)
5 JOURS SEULEMENT

DES PRIX PLUS BAS QUE CEUX D'UNE FAILLITE!
(Ce n'est pas un encan.)
Rabais de 80%
DES MILLIERS DE TAPIS À LIQUIDER
Énorme sélection de tapis neufs, semi-antiques et antiques, dans toutes les teintes et les dimensions (de 2 pi x 3 pi jusqu'à 15 pi x 20 pi, tapis de passage jusqu'à 22 pi, ainsi que des tapis ronds et carrés).
Bidjar, Kazak, Qum pure soie, Bokhara, Tabriz, Nain, Mood, Hereke, Kashan, Agra, Chubi, Bakhtiar, Sarough, Kerman, Mashad, Jaipur lavé au thé, Obusson, Savonnerie et plusieurs tapis tribaux.
Nouvelle marchandise de meubles, bronzes, peintures à l'huile et beaucoup plus!



4, 5, 6, 7 et 8 octobre
Heures d'ouverture : Jeudi 4 et vendredi 5 octobre: 11 h à 19 h
Samedi 6 octobre: 11 h à 18 h
Dimanche 7 et lundi 8 octobre: 11 h à 17 h
4150, boul. Poirier, Saint-Laurent (angle boul. Thimens)
VISA MasterCard Interac AMERICAN EXPRESS

Canon
1 229,99$ Rég. 1 499,99$
EOS 60D AVEC 18-200MM IS
• CMOS 18 mégapixels, jusqu'à 12 800 ISO
• Vidéo HD intégrale et prise microphone
• Écran orientable 3po, mesure 63 zones
CA 4460B017

Canon
269,99$ Rég. 309,99$
POWERSHOT SX240 HS
• 12,1 mégapixels, CMOS haute sensibilité
• Objectif grand-angle 25mm & zoom 20x
• Stabilisateur d'image intelligent
• Vidéo HD 1080p, écran 3po
CA 6197B005

Canon
729,99$ Rég. 799,99$
POWERSHOT G1 X
• 14.3 mégapixels, grand capteur CMOS
• Zoom grand-angle 4x, stabilisateur hybride
• EN PRIME : Pile NB-10L, déclencheur RS-60E3 et une carte Transcend SDHC 8Go (valeur de 124,97$)
CA 5249B005

d·clic
Salon de la photo et vidéo
Dans le cadre du 24e SALON INTERNATIONAL TOURISME VOYAGES
Le MEILLEUR du voyage et de l'image en un salon unique !
• Conférences photo et vidéo gratuites,
• Expositions photo
• Dévoilement des nouveautés
• Jardins des objectifs
• Zone vidéo
Spéciaux exclusifs sur place
19, 20 et 21 OCTOBRE
Place Bonaventure, Montréal
www.salondclic.com
Présenté par Lozeau

Canon
649,99$ Rég. 699,99$
VIXIA HF M52
• HD intégrale, écran tactile 3po
• Zoom 10x optique, Wi-Fi intégré
• Mémoire interne de 32 Go, CMOS 1/3po
• Stabilisateur optique intelligent
CA 6093B004

Conseiller-vendeur photo
• Iso 200 - f/1.8
• 1/200
• 70-200mm
Avez-vous le profil ?
...Lozeau recrute !
Lozeau.com

VENTE ET LOCATION | LABORATOIRE PHOTO | ATELIERS DE PHOTO ET VIDEO | RÉPARATION ET ENTRETIEN
6229, SAINT-HUBERT, MONTRÉAL | T 514 274 6577 | DÉPT. COMMERCIAL 514 274 4428
OUVERT DÈS 8H EN SEMAINE ET DÈS 9H LES FINS DE SEMAINE | SERVICE DE RÉCLAMATION D'ASSURANCE

Lozeau L'EXPÉRIENCE PHOTO VIDÉO

Offres valides du 4 octobre au 10 octobre 2012. Aucune commande spéciale. « Lozeau », les logos Lozeau et tous slogans, images et symboles relatifs à Lozeau sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de L.L.Lozeau Ltée.

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2012-10-03
lotoquebec.com

Lotto 649 : 05 15 20 25 28 33 — 39 compl.
Québec 49 : 06 11 24 25 28 49 — 30 compl.
Loto Power : 7 ♣ 7 ♢ 9 ♢ R ♣ A ♣
La Quotidienne : 3 253 — 4 9841
Sprint 0 : 12 22 35 43 49
La Poule aux Œufs d'OR
1 25 000 $ 326674 — 2 50 000 $ 146817 — 3 100 000 $ 389749
décomposables
Numéros «Télé» : 199179 336009 448879
non décomposables
Numéro « Votre participant » : Aucun — La Poule Plus Numéro boni : 08
Banco : 10 12 16 17 22 23 25 30 33 34 38 47 50 53 54 59 61 63 64 66
Triplex : 06 29 33 35 39
Astro : Jour 25 - Mois MAI - Année 41 - Signe VIERGE
Extra 0731078
Lotto MAX + MAXMILLIONS
CE VENDREDI, 50 MILLIONS $ + 2 LOTS DE 1 MILLION $ (approx.)
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

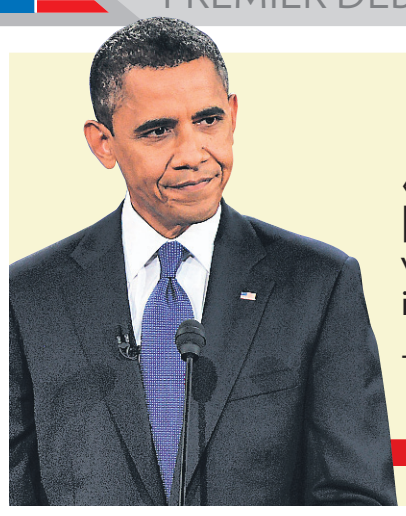
PRÉSIDENTIELLE 2012

PREMIER DÉBAT

Gazouillis

@ezraklein :

« Romney a été meilleur qu'Obama sur le plan du style. Obama a été plus efficace pour dénoncer les idées impopulaires de Romney. »



« Nous avons vu notre modèle [pour l'assurance santé] fonctionner vraiment bien au Massachusetts, implanté par M. Romney ! »

— Le président Barack Obama

90

milliards de dollars

Somme dépensée par l'administration Obama dans les énergies vertes. Romney a noté que cela aurait pu permettre d'« embaucher des millions d'enseignants ».

ROMNEY MARQUE DE PRÉCIEUX POINTS

RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE
NEW YORK

Mitt Romney ne peut sans doute pas se targuer d'avoir mis Barack Obama K.-O., mais il a marqué de précieux points hier soir lors du premier débat présidentiel de 2012, tenu à l'Université de Denver, au Colorado.

Pendant 90 minutes, le candidat républicain, bien préparé et confiant, a tenu tête au président sortant, qui a paru hésitant tout au long d'un affrontement au cours duquel les deux hommes ont opposé deux visions tranchées de l'économie, de la fiscalité, de la santé et du rôle de l'État.

« Il y a quatre ans, nous avons connu la pire crise financière depuis la grande dépression. Grâce à la résilience et à la détermination du peuple américain, nous avons commencé à reprendre le dessus », a déclaré Barack Obama lors de sa première intervention.

« Les familles de la classe moyenne sont accablées », a répliqué Mitt Romney avant d'évoquer un plan en cinq points pour relancer l'économie américaine. « La réponse est oui, nous pouvons aider. Mais cela nécessitera une nouvelle voie, pas celle sur laquelle nous nous trouvons. »

Après cette première passe d'armes, les deux candidats se sont livré une guerre de chiffres sur la fiscalité. Le président a accusé son rival de vouloir augmenter les impôts des contribuables de la classe moyenne pour offrir aux plus fortunés une réduction d'impôts de 5000 milliards de dollars et au Pentagone une augmentation budgétaire de 2000 milliards de dollars.

« Les mathématiques, le bon sens et notre histoire nous disent que cela ne contribuera pas à la croissance de notre économie. Nous avons déjà essayé cette approche », a déclaré le président, en faisant allusion aux politiques de l'administration précédente qui ont contribué à son avis aux problèmes économiques actuels.

Pendant 90 minutes, le candidat républicain, bien préparé et confiant, a tenu tête au président sortant.

Mitt Romney a nié préconiser une réduction massive des impôts.

« Je n'ai pas de réduction d'impôts de 5000 milliards de dollars. Je ne vais pas réduire la part des impôts que versent les contribuables à revenus supérieurs. Je vais baisser les taux d'imposition, réduire les abattements fiscaux et les exemptions afin de créer des emplois », a déclaré l'ancien gouverneur du Massachusetts.

Le président a accusé le candidat républicain d'avoir changé de discours sur son programme fiscal « à cinq semaines de l'élection ». « C'est mathématique », a-t-il dit, en affirmant que le plan de son adversaire augmenterait le déficit.

Interrogé sur le dossier, Mitt Romney a renouvelé sa promesse d'abolir la réforme de la santé promulguée par Barack Obama.

« Désolé, M. le président », a-t-il déclaré avant de se tourner vers le modérateur du débat, Jim Lehrer, de la chaîne PBS. « Désolé, Jim, je vais mettre fin aux subventions à PBS. J'aime PBS, j'aime Big Bird, je vous aime aussi », a-t-il ajouté un peu bizarrement.

À la traîne dans les sondages, Mitt Romney aura été plus incisif dans ses réponses et, jusqu'à un certain point, plus présidentiel dans son comportement que Barack Obama. Celui-ci hochait ou penchait parfois la tête lorsque son rival dénonçait ses politiques, comme s'il était d'accord avec lui.

« Vous ne parviendrez jamais à équilibrer le budget en augmentant les impôts. Je ne veux pas que nous empruntions la voie de l'Espagne », a-t-il déclaré.

Barack Obama a connu un bon moment en rappelant le refus de Mitt Romney d'accepter toute hausse de revenus pour réduire le déficit.

« Si vous adoptez une approche aussi peu équilibrée, cela signifie que vous allez éviscérer nos investissements dans les écoles et en éducation », a-t-il dit.

Le débat a commencé sur une note humoristique, le président soulignant qu'il célébrait hier son 20e anniversaire de mariage avec Michelle Obama, qu'il a appelée « *sweetie* ».

« Je te promets que nous ne célébrerons pas devant 40 millions de personnes l'an prochain », a-t-il dit.

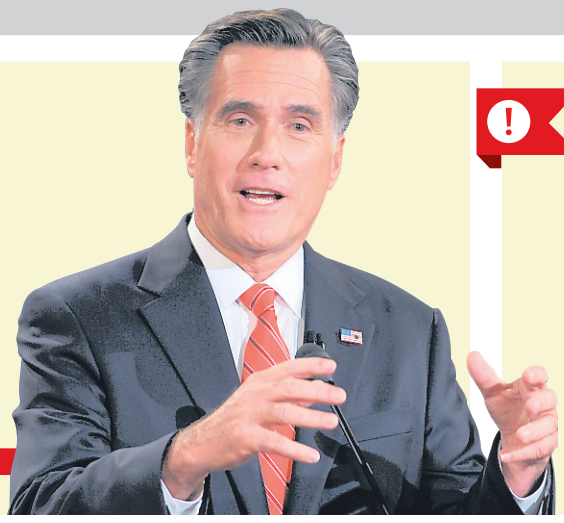
« Je suis sûr que c'est l'endroit le plus romantique où vous pouviez imaginer vous retrouver, ici avec moi », a répliqué Mitt Romney, en s'adressant au président.

Il s'agissait du premier de trois débats présidentiels avant le scrutin. Les deux autres auront lieu les 16 et 22 octobre.

PREMIER DÉBAT

« À mon avis, le gouvernement n'est pas très bon pour faire baisser les coûts de quoi que ce soit. L'entreprise privée est bien plus efficace. »

– Mitt Romney



La surprise

Romney et Obama sont demeurés très courtois durant le débat. La question du rôle du gouvernement fédéral a donné un contraste intéressant. « Le gouverneur Romney ne croit pas que nous ayons besoin de plus d'enseignants. Je trouve que nous en avons besoin », a dit Obama. Romney a rappelé au président que les écoles du Massachusetts étaient les meilleures au pays. « Le gouvernement fédéral doit laisser les entreprises privées prendre le contrôle. Le gouvernement n'a pas à choisir qui gagne et qui perd. »

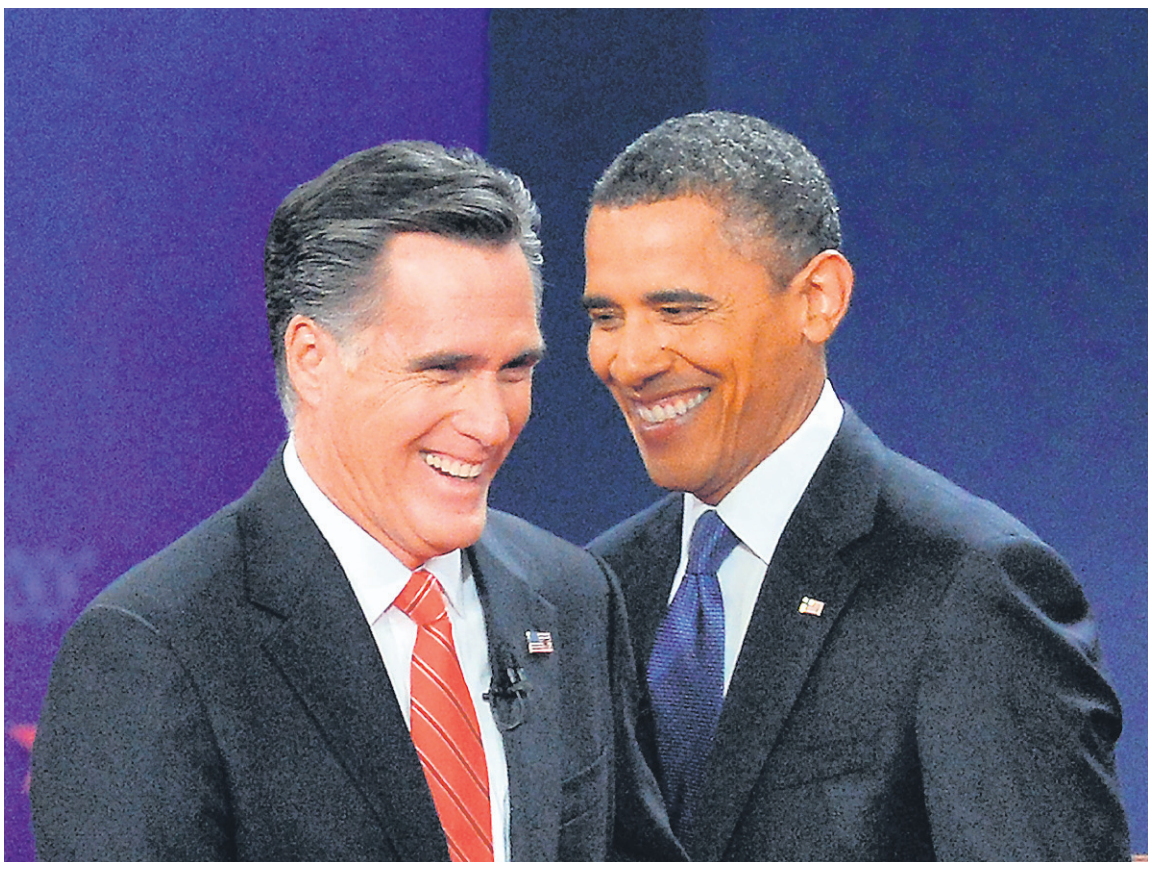


PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Le candidat républicain Mitt Romney et le président Barack Obama ont souri à l'issue de leur premier débat, hier soir, à l'Université de Denver.

PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Les clients du Bullfeathers, bar de Washington situé tout près du Capitole, ont suivi attentivement les échanges entre Obama et Romney, hier soir.

Une soirée de cinéma avec Obama

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

COLUMBUS, OHIO — Que faut-il pour réussir un *party* de débat électoral ? Un écran géant. Des *cupcakes*. Des vedettes locales pour réchauffer l'auditoire. Mais surtout, il faut des partisans survoltés. Comme la centaine de partisans de Barack Obama réunis hier soir dans le local d'un syndicat de pompiers à Columbus, en Ohio, l'État baromètre qui a choisi le gagnant des 12 dernières élections présidentielles.

La plupart des gens réunis à l'invitation de l'équipe Obama en étaient à leur premier *party* du genre, une tradition américaine qui ressemble à une soirée au cinéma en compagnie de cinéphiles engagés. « Enfin, Mitt Romney ne pourra pas se défiler devant les questions difficiles », dit Jim Grey, pompier qui s'implique dans sa première campagne électorale. « Je sers le public comme policier depuis 21 ans, et Mitt Romney vient me dire que je fais partie des 47 % qui dépendent de l'État ! », ajoute Scott Clinger, aussi un néophyte en politique avant cette année.

Comme au cinéma, le programme principal d'un *party* de débat électoral est précédé de bandes-annonces. Hier, deux politiciens démocrates ont réchauffé l'auditoire démocrate. « J'ai connu Mitt Romney, et si vous ne rentrez pas dans sa feuille d'états financiers, vous ne faites pas partie de son Amérique », a dit Joseph Curtatone, maire de la ville de Sommerville, au Massachusetts. « Nous avons besoin de votre aide pour faire sortir le vote », a dit Ted Strickland, ex-gouverneur de l'Ohio défait dans la vague républicaine de 2010.

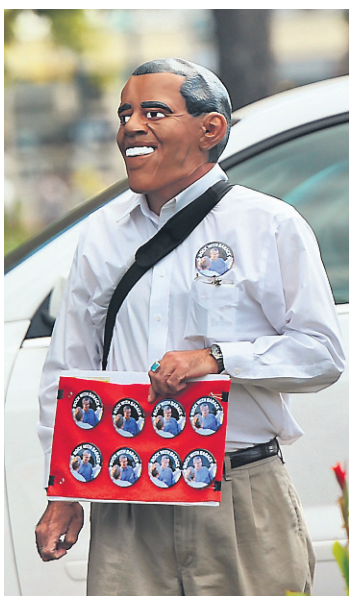


PHOTO AFP

Un partisan de Barack Obama sur le campus de l'Université de Denver, hier.

Comme au cinéma, les lumières s'éteignent au début du film. Comme au cinéma, vos voisins sont parfois bruyants – le président Obama a eu droit à des applaudissements nourris après ses meilleures répliques, son adversaire Mitt Romney à un mélange de huées et de rires, surtout lorsqu'il parlait de la classe moyenne.

Le pop-corn est remplacé par des *cupcakes*, mais ce n'est pas la plus grande différence entre regarder un film et un débat électoral en public : personne ne scandera « Four more years ! » à répétition dans un cinéma près de chez vous.

CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
BOARD OF TRADE OF METROPOLITAN MONTREAL
1822 • 2012 • 190 ans • 190 years

11 octobre 2012
s'inscrire au : CCMM.QC.CA/ETATSUNIS
514 871-4001

LEADERS INTERNATIONAUX BELL

Bell

COMMENT PERCER LE MARCHÉ AMÉRICAIN?

Saisissez le potentiel des États-Unis pour votre entreprise dans un contexte d'incertitude économique et d'élection imminente.

Trouvez vos réponses avec des conférenciers de renom international :

M. John Parisella
Délégué général du Québec à New York, novembre 2009 à janvier 2011

M. Robert Hogue
Économiste principal
RBC

M. Joseph P. Kennedy II
Président du conseil et président
Citizens Energy Corporation

L'honorable Michael M. Fortier
Vice-président du conseil
RBC Marchés des Capitaux

M. Garry Douglas
Président et chef de la direction
Plattsburgh - North Country Chamber of Commerce

M. George P. Bush
Vice-président du financement du Parti républicain du Texas

En collaboration avec :
CJAD 800 AM News·Talk·Radio
The Gazette montrealgazette.com
LA PRESSE
Raymond Chabot Grant Thornton
RBC

WORLD TRADE CENTRE MONTRÉAL
L'équipe d'experts en commerce international de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain
Le WTC Montréal reçoit le soutien financier de Développement économique Canada.

CRÉATEURS D'AFFAIRES

MONDE

Échange de tirs entre la Syrie et la Turquie

Assad de nouveau condamné par Ottawa

MARTIN CROTEAU

OTTAWA — L'armée turque a ouvert le feu sur des cibles syriennes, hier, quelques heures après une attaque qui a tué cinq civils de son côté de la frontière entre les deux pays. De nouvelles violences qui ont entraîné un concert de condamnations contre le régime de Bachar al-Assad, notamment de la part du Canada.

Le long de la frontière instable entre la Syrie et la Turquie, un tir de mortier provenant du territoire syrien est tombé sur le village turc d'Akcakale, tuant cinq civils, dont des enfants. Des dizaines de personnes ont été blessées.

Selon l'Associated Press, le tir semblait provenir des forces loyales au président syrien Bachar al-Assad, qui combattent les rebelles appuyés par la Turquie.

« Nos forces armées dans la région frontalière ont répondu à cette attaque atroce avec des tirs d'artillerie sur des cibles en Syrie qui ont été détectées par radar, conformément aux règles d'engagement », a déclaré le bureau du premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan.

Ce n'est pas la première fois que la Turquie est ciblée depuis le début de l'insurrection en Syrie. En juin, un avion militaire a été abattu par les forces syriennes. Mais Ankara n'avait pas répondu par la force jusqu'à hier.

Selon des médias turcs, le gouvernement d'Ankara demandera aujourd'hui au Parlement de l'autoriser à mener des opérations militaires du côté syrien de la frontière entre les deux pays.

PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

« Après avoir tué des dizaines de milliers de civils syriens, le régime violent et répressif de Bachar al-Assad continue de massacrer son propre peuple et il lance maintenant un assaut hors de ses frontières », a déclaré hier le ministre canadien des Affaires étrangères, John Baird.

Plus tôt dans la journée, quatre attentats à la bombe sont survenus dans un quartier progouvernemental d'Alep, la plus grande ville de Syrie. Au moins 30 personnes sont mortes.

Cette escalade a attiré de nouvelles condamnations du régime Assad. À Ottawa, le ministre des Affaires étrangères, John Baird, a « fermement condamné » l'attaque, en notant qu'un enfant de 6 ans figure parmi les victimes du côté turc.

« Après avoir tué des dizaines de milliers de civils syriens, le régime violent et répressif de Bachar al-Assad continue de massacrer son propre peuple et il lance maintenant un assaut hors de ses frontières », a-t-il affirmé.

Le ministre souhaite qu'il ne s'agisse que d'un « incident isolé » qui n'entraînera pas de flambée de violence à l'extérieur de la Syrie.

« Mais on comprend que chaque pays a le droit de protéger son peuple », a-t-il convenu.

La secrétaire d'État américaine Hillary Clinton a déclaré que les États-Unis sont « outrés que les Syriens tirent de l'autre côté de la frontière ».

« C'est une situation vraiment, vraiment dangereuse, a dit M^me^ Clinton. Et tous les pays responsables doivent se mettre ensemble pour persuader le régime de Bachar al-Assad d'appliquer un cessez-le-feu, de cesser d'attaquer sa propre population et d'entamer le processus de transition politique. »

Réunion d'urgence de l'OTAN

Le gouvernement turc a fait appel au Conseil de sécurité des Nations unies après les heurts frontaliers qui l'ont amené à tirer sur des cibles syriennes pour la première fois depuis le début de l'insurrection. L'accrochage a également poussé l'OTAN à convoquer une réunion d'urgence.

« L'alliance continue d'appuyer la Turquie et demande la cessation immédiate de tels actes d'agression contre un allié », a-t-elle déclaré dans un communiqué.

L'OTAN exige aussi que la Syrie « mette un terme aux violations flagrantes du droit international ». La Turquie, alliée de l'OTAN, veut éviter d'intervenir seule en Syrie. Le gouvernement turc souhaite une intervention internationale qui permettrait d'établir une zone sécurisée, ce qui impliquerait probablement un déploiement de forces étrangères et une zone d'exclusion aérienne. Mais ses alliés craignent qu'une telle intervention en Syrie n'aggrave le conflit.

La Turquie abrite plus de 90 000 réfugiés syriens dans des camps le long de la frontière, ainsi que plusieurs groupes de l'opposition syrienne.

– Avec AP et AFP

Iran La police s'en prend aux revendeurs de devises

La police iranienne est intervenue hier de manière musclée à Téhéran, selon des témoins, pour arrêter des revendeurs illégaux de devises accusés d'être en partie responsables de la chute du cours du rial iranien. Des centaines de policiers antiémeute ont ordonné la fermeture de tous les magasins du quartier de Ferdossi, où ils ont été la cible de jets de pierres. Le rial iranien a connu mardi une chute historique par rapport au dollar. Hier à la mi-journée, la monnaie nationale semblait se stabiliser autour d'un taux de 34 000 rials pour 1$, contre 22 000 il y a huit jours. – AFP

Égypte Deux enfants coptes arrêtés pour « atteinte » à la religion

Deux enfants coptes (chrétiens d'Égypte) de 9 et 10 ans, accusés d'« atteinte » à la religion, ont été arrêtés et seront maintenus en détention pour interrogatoire, a-t-on appris hier de source judiciaire. Les enfants seront interrogés à la suite d'une plainte d'habitants d'une localité de Beni Sewif les accusant d'« atteinte à l'islam » pour avoir uriné sur des papiers contenant des versets du Coran, selon eux. C'est la première fois qu'une telle accusation est lancée contre des enfants en Égypte. – AFP

LES RENCONTRES LA PRESSE

MERCREDI 24 OCTOBRE

LES PRÉSIDENTIELLES AMÉRICAINES 2012

SOIRÉE ANIMÉE PAR LE CHRONIQUEUR PATRICK LAGACÉ

RICHARD **HÉTU**
CORRESPONDANT À NEW YORK

ALEXANDRE **SIROIS**
CHEF DE DIVISION, POLITIQUE INTERNATIONALE

Auteurs du livre
« Les clés de la Maison-Blanche – Sexe, fric et vote »

DATE LE MERCREDI 24 OCTOBRE 2012
HEURE 19 H 30 OUVERTURE DES PORTES À 18 H 30
ENDROIT L'ASTRAL
305, RUE SAINTE-CATHERINE O., MONTRÉAL, MÉTRO PLACE-DES-ARTS

20$ plus frais

BILLETS DISPONIBLES À :
Billetterie de L'Astral • Comptoirs Ticketmaster
Par téléphone au 1 855 790-1245
En ligne au *www.ticketmaster.ca*
Admission générale

Boutique RAFFINATI
enveloppez-vous de luxe

LIQUIDATION D'INVENTAIRE*
Ensembles, vêtements sport, manteaux d'hiver, écharpes uniques, chandails, ceintures

Le jeudi 4 oct. De 10 h à 17 h
Le vendredi 5 oct. De 10 h à 17 h
Le samedi 6 oct. De 10 h à 17 h
Le dimanche 7 oct. De 10 h à 17 h

Toujours ouvert du mardi au vendredi de 10 h à 17 h

9200, RUE MEILLEUR, LOCAL 400
514 327-4477
VISA ET MASTERCARD ACCEPTÉES

FABRIQUÉ À MONTRÉAL
* Sur la marchandise sélectionnée.

VOYAGE SAMEDI

SÉJOUR SUR LES CAMPUS UNIVERSITAIRES AMÉRICAINS

Tous les samedis dans LA PRESSE

Le « racisme anti-Blanc », un problème en France ?

MARC THIBODEAU

PARIS — Les Français « blancs » sont-ils les victimes d'une flambée de racisme ignorée ? Ou s'agit-il des élucubrations d'un politicien cherchant à jouer avec des thèses d'extrême droite pour favoriser son ascension ?

Les deux théories s'affrontent depuis la sortie d'un ouvrage de Jean-François Copé, *Manifeste pour une droite décomplexée*, dans lequel le secrétaire général de l'Union pour un mouvement populaire (UMP), principal parti de la droite traditionnelle, évoque la problématique du « racisme anti-Blanc ».

Le politicien relève dans des extraits diffusés par *Le Figaro* que « des individus – dont certains de nationalité française – méprisent des Français » dans certains quartiers en les qualifiant parfois de « Gaulois » parce qu'ils « n'ont pas la même religion, la même couleur de peau ou les mêmes origines qu'eux ».

« Ce racisme-là est tout aussi inacceptable que toutes les autres formes de racisme », a souligné M. Copé, qui juge nécessaire de briser le « tabou » existant à ce sujet dans la société pour mettre au jour « la vérité que vivent certains [...] compatriotes ». Le silence, dit-il, « ne fait qu'aggraver leurs traumatismes ».

« C'est du Copé-coller », a ironisé la présidente du Front national, Marine Le Pen, après avoir pris connaissance de la sortie du politicien, qui aspire à représenter l'UMP au scrutin présidentiel de 2017.

PHOTO REUTERS

Selon Jean-François Copé, plusieurs Français « blancs » sont victimes de racisme, un problème qui doit être pris au sérieux, croit-il. Le secrétaire général de l'UMP souhaite représenter le parti au scrutin présidentiel de 2017.

« M. Copé a hurlé avec les loups quand le Front national, pendant des mois et des mois, a demandé qu'on prenne en compte le racisme anti-Blanc et anti-Français », a ironisé la politicienne, qui a évoqué la nécessité d'une loi à ce sujet au printemps dernier.

Selon elle, des milliers de Français se font traiter « tous les jours » de « sale Blanc » ou de « face de craie » sans susciter la moindre réprobation des autorités.

Plusieurs ténors de la gauche n'ont pas manqué de rappeler que la problématique évoquée par le secrétaire général de l'UMP renvoyait aux thèses de l'extrême droite.

« Ce racisme-là est tout aussi inacceptable que toutes les autres formes de racisme. » — Jean-François Copé, auteur de *Manifeste pour une droite décomplexée* et secrétaire général de l'UMP

« Copé hésite entre sosie de Sarkozy et perroquet de Marine Le Pen », a déclaré le nouveau premier secrétaire du Parti socialiste, Harlem Désir, qui soupçonne le politicien de préparer un rapprochement entre sa formation et le Front national.

Même analyse de SOS-Racisme, qui accuse M. Copé de se livrer à une « dangereuse tentative de siphonnage des voix les plus radicales ». « Il tente aujourd'hui de nous faire croire que les premières victimes du racisme en France seraient finalement les "Français de souche" », souligne l'organisation, qui n'en croit pas un mot.

Même son de cloche de l'organisation antiraciste Egam, qui voit dans l'évocation du « racisme anti-Blanc » un stratagème de l'extrême droite destiné à « inverser la victimisation » sans tenir compte de la réalité.

Le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, après avoir été interpellé à ce sujet à l'Assemblée nationale au début de la semaine, a souligné que le gouvernement entendait lutter contre le racisme sous toutes ses formes sans créer de distinction.

« La loi est la même pour tous et ne distinguera jamais les victimes du racisme », a-t-il déclaré.

À défaut de séduire la gauche, la thèse avancée par Jean-François Copé trouve un écho dans la population puisque 56 % des personnes interrogées dans le cadre d'un sondage de la firme TNS-Sofres se disent convaincus que le « racisme anti-Blanc » se développe dans les quartiers sensibles des grandes villes. Parmi les sympathisants de droite, 84 % des répondants en disent autant.

Une étude produite par l'Institut national d'études démographiques en 2009 indiquait que 18 % des « natifs » – les Français nés en France de parents français – se plaignaient d'avoir souffert de « racisme », principalement sous forme d'insultes. Chez les descendants d'immigrants maghrébins, le taux correspondant était de 50 %.

LOI CONTRE LES APPRENTIS JIHADISTES

Le gouvernement français a adopté hier un projet de loi qui permettra de poursuivre des Français commettant des actes de terrorisme à l'étranger ou partant s'y entraîner au jihad dans les zones de combat. Il souhaite le voir entériner par le Parlement avant la fin de l'année. Ce projet survient six mois après les tueries commises en mars par Mohamed Merah dans la région de Toulouse. Au nom d'Al-Qaïda, il avait abattu trois parachutistes, puis trois enfants et un père dans une école juive, avant d'être tué par les forces de l'ordre. Ce texte accorde aux tribunaux français une « universalité de compétences pour juger des actes de terrorisme commis par des Français à l'étranger », a précisé le ministère de l'Intérieur. Son article 2 crée un nouvel article du Code pénal, disposant que « la loi pénale s'applique aux crimes et délits qualifiés d'actes de terrorisme et réprimés [comme tels], commis par un Français hors du territoire de la République ». — AFP

POUR DÉCOUVRIR LES MEILLEURS DIVERTISSEMENTS EN VILLE

JOIGNEZ-VOUS À NOUS

tuango

JOIGNEZ-VOUS À NOUS POUR OBTENIR DES RABAIS EXCLUSIFS DÈS AUJOURD'HUI

DÉCOUVRIR. PROFITER. ÉPARGNER.

tuango

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Mario Girard > Directeur principal de l'information **André Pratte** > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Sortie de secours

ANDRÉ PRATTE
apratte@lapresse.ca

Depuis 11 ans, la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) était prisonnière de son investissement de 3,2 milliards dans Québecor Média, placement qui lui a fait perdre plusieurs centaines de millions. L'entente annoncée hier matin permet enfin à la Caisse de se dépêtrer de ce placement malheureux.

L'entente permet enfin à la Caisse de se dépêtrer de son placement malheureux dans Québecor Média.

À la fin de l'année 2011, la Caisse estimait la valeur de sa participation dans QMI (45 % des actions) à 2,3 milliards, 900 millions de moins que l'investissement initial, sans compter le rendement substantiel qu'elle aurait obtenu en investissant cette somme ailleurs (elle a reçu de maigres dividendes totalisant 324 millions). Le libellé du contrat conclu en 2000 faisait en sorte que la CDPQ ne pouvait pas trouver preneur pour ses actions. Elle était donc à la merci de Québecor. La Caisse était d'autant plus mal à son aise que QMI représentait une part disproportionnée (15 %) de son portefeuille de placements privés.

En vertu de l'accord dévoilé hier, la Caisse se départit de presque la moitié de ses actions en échange d'un milliard comptant et de 500 millions de débentures de Québecor. La CDPQ reste propriétaire de 25 % des titres de Québecor Média. Cependant, l'entente lui offre une voie de sortie : en 2019, si jamais la Caisse veut se départir de ces actions et qu'elle ne s'entend pas avec Québecor, elle pourra les vendre à une société financière ou exiger que les actions de QMI soient offertes en bourse.

La transaction annoncée hier clôt un chapitre douloureux dans l'histoire de la Caisse de dépôt. Certes, grâce à son aide, Québecor Média est devenue une entreprise florissante. Mais l'aventure a été très coûteuse pour les Québécois dont les pensions et les contributions d'assurance sont gérées par la CDPQ. Il y a là un enseignement pour les politiciens, notamment les membres du nouveau gouvernement, qui souhaitent voir l'institution « protéger nos entreprises contre les prises de contrôle par des compagnies étrangères et stimuler l'émergence et la croissance de secteurs clés au Québec » (Pauline Marois, 9 août 2012).

En supposant qu'elle soit souhaitable, cette mission, qui comporte nécessairement des risques importants, ne devrait pas être confiée à la Caisse de dépôt. Celle-ci doit déjà assurer l'équilibre délicat entre le rendement et la protection du capital des déposants. Sous Michael Sabia, la direction actuelle a choisi une approche prudente. Il faut continuer dans cette voie.

Si le gouvernement veut investir des fonds publics dans la cause du nationalisme économique, qu'il le fasse à même son budget au lieu de se cacher derrière la Caisse et de mettre à risque les rentes des Québécois. Cela l'obligera à expliquer aux contribuables à quelles fins politiques il choisit d'alourdir la dette déjà pharaonique du Québec.

DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

LAPRESSE.CA/DEBATS

LE BLOGUE DE L'ÉDITO
Obama-Romney : premier round
par Mario Roy

› L'ÉCOLE N'EST PAS UNE AUBERGE ESPAGNOLE
Un texte à lire en exclusivité sur lapresse.ca/debats

LA QUESTION DU JOUR
Seriez-vous enclin à voter pour le Parti libéral du Canada si Justin Trudeau en devenait le chef ?
Oui › 33 %
Non › 56 %
Je ne sais pas › 11 %
Résultats à 19 h, hier
15 042 répondants

Un appel à la responsabilité

ARIANE KROL
akrol@lapresse.ca

Les téléphones sans fil sont de plus en plus ciblés par les voleurs. Les fournisseurs de services cellulaires doivent faire leur part pour rendre ces appareils moins attrayants.

Ils sont compacts, faciles à prendre et valent des centaines de dollars. Pas étonnant que les sans-fil, en particulier les appareils dits intelligents, soient devenus des cibles de choix pour les malfaiteurs, qui n'hésitent pas à frapper leurs victimes pour se les approprier.

Les fournisseurs de services comme Bell, Rogers ou TELUS ne sont évidemment pas responsables de ces larcins. Sauf qu'ils facilitent drôlement la vie de leurs auteurs. Les criminels et ceux qui leur rachètent ces appareils n'ont aucune difficulté à les faire activer au Canada. Tout un incitatif au vol !

Les abonnés doivent faire leur part, en ne laissant pas leur téléphone sans surveillance dans un lieu public et en le verrouillant avec un mot de passe. Mais surtout, il faut que ces appareils deviennent moins intéressants pour les voleurs. Et pour cela, la collaboration des fournisseurs de services est indispensable.

Malheureusement, l'Association canadienne des télécommunications sans fil (ACTS) souffle le chaud et le froid dans ce dossier. Des discussions très positives ont eu lieu avec les forces de l'ordre et une annonce devrait être faite bientôt, nous assure l'organisme.

Ses échanges avec les autorités fédérales sont loin d'être aussi enthousiastes. Même dans les pays qui ont pris des mesures préventives, ce fléau demeure très présent, plaide l'ACTS dans une lettre au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.

Aucun pays n'a réussi à éliminer le vol de cellulaires, c'est vrai. Mais certains, comme la Grande-Bretagne et l'Australie, se sont dotés d'un registre des appareils volés pour empêcher qu'ils puissent resservir à l'intérieur de leurs frontières. C'est un minimum.

Le système est simple. Le registre sert à vérifier le numéro d'identification unique (IEMI) d'un téléphone usagé. Lorsque celui-ci a été déclaré volé, les fournisseurs de services refusent de l'activer.

Les receleurs peuvent toujours fourguer l'appareil dans un autre pays, mais au moins, on leur coupe l'herbe sous le pied dans le marché local. Ce serait déjà un net progrès pour le Canada, où les cellulaires volés se vendent comme des petits pains chauds.

Les fournisseurs ne devraient pas ignorer ni faciliter le recel d'appareils dérobés à leurs propres clients, souvent de façon brutale. Ni profiter indirectement de ces crimes, en vendant de nouveaux téléphones aux abonnés victimes de vol et en fournissant des services aux acheteurs d'appareils volés.

Il est grand temps qu'ils se dissocient de ce trafic et empêchent les détenteurs d'appareils volés d'utiliser leurs réseaux.

OPINION

Choisir ses batailles

Plusieurs grands décideurs heurtés par le gouvernement Marois pourraient discrètement quitter le Québec

ROBERT PARIZEAU
L'auteur est administrateur de sociétés.

Dans son programme, le gouvernement Marois estimait que les gens les mieux nantis devaient faire un effort additionnel pour la collectivité et qu'en conséquence, il taxerait davantage les salariés de plus de 130 000 $ et augmenterait le taux de taxation sur les dividendes et le profit de capital.

Autant le gouvernement Charest a introduit plusieurs mesures fiscales ou tarifaires, qui ne tiennent pas compte du niveau de revenus des contribuables, ce qui les rendent souvent difficilement acceptables sur un plan de l'équité sociale, autant les mesures proposées par le gouvernement actuel, inspirées d'une tout autre philosophie, ne sont pas plus acceptables et risquent de causer des dommages sérieux à l'économie du Québec.

Dans les deux cas, on prend des positions idéologiques de droite ou de gauche, et on s'éloigne d'un sain pragmatisme pour régler des problèmes réels.

Les gens vraiment fortunés et les gens de pouvoir sont comme des oiseaux sur une branche : ils n'attendent pas l'ouverture de la chasse pour se mettre à l'abri. Les fiscalistes sont présentement débordés. Que cela plaise ou non, ces gens jouent un rôle déterminant dans l'activité économique et la prospérité d'un pays. La mobilité des décideurs s'est considérablement accrue avec les technologies modernes. BCE a, sans tambour ni trompette, pratiquement déménagé son vrai siège social de Montréal à Toronto.

Si le gouvernement Marois donne suite à ses intentions, on risque fort de voir plusieurs décideurs, y compris des francophones, aller sous des cieux plus cléments sur le plan fiscal, en laissant au Québec le deuxième ou le troisième niveau décisionnel de leurs entreprises. On ne s'en rendra même pas compte à court terme ; tout sera très discret.

La situation sera d'autant plus regrettable que la compétitivité avec l'Ontario s'est largement améliorée, surtout avec les récentes mesures prises dans cette province. Nous risquons aussi de détruire une bonne partie des efforts que les divers gouvernements du Québec ont fait depuis des années pour attirer et bâtir de vrais centres de décision au Québec.

Les gens vraiment fortunés et les gens de pouvoir sont comme des oiseaux sur une branche : ils n'attendent pas l'ouverture de la chasse pour se mettre à l'abri.

Les gouvernements peuvent, à certains moments de leur histoire, décider de heurter de plein fouet leur communauté financière ; ceci a été fait au Québec avec la loi 101. La Sun Life avait alors décidé de déménager son siège social de Montréal à Toronto avec beaucoup d'éclat. La décision du gouvernement Lévesque était motivée par des choix fondamentaux de société, notamment au niveau de la langue.

Dans le cas présent, la situation est tout à fait différente. Il ne s'agit pas d'un choix de société, mais d'un choix budgétaire pour combler un trou d'un milliard de dollars.

Tout président de comité de ressources humaines d'une très grande entreprise sait à quel point la rémunération des hauts dirigeants est un sujet hypersensible et complexe ; même les chefs de direction les plus raisonnables ont une sensibilité d'écorché. Il faut éviter les improvisations et les approches dogmatiques, à moins de rechercher l'affrontement.

Si on veut poser un geste symbolique, le gouvernement pourrait, comme l'a d'ailleurs recommandé l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques (IGOPP) dans une prise de position sur la rémunération des hauts dirigeants, taxer comme salaire le produit des options plutôt que comme profit de capital ; cela serait logique, car il s'agit de la partie long terme de la rémunération d'un dirigeant.

Après une absence de plusieurs années, un parti qui arrive au pouvoir veut rapidement mettre en place des propositions de changements ; ceci étant, surtout si l'on est minoritaire, il faut bien choisir ses objectifs et ses batailles, et s'assurer que les mesures prises feront effectivement progresser le Québec.

À BIEN Y PENSER

Le pire, à la suite de cette commission Charbonneau, est qu'avec notre système d'injustice sociale, tous ces mécréants, ces voleurs, vont quand même être laissés en paix. Ira-t-on jusqu'à leur enlever une partie de leur « fortune » mal acquise? Je ne crois pas. Ils garderont leurs fonds de pension à la Ville de Montréal, leur grosse maison, leurs bateaux, leur train de vie et tout le reste. Ils recevront une tape sur les doigts, ils auront peut-être un peu honte pour quelques mois, mais ils garderont tous leurs biens volés.

— Marc Théberge, retraité

DÉBATS

Notes sur Montréal

LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Dimanche dernier, il pleuvait. Vivement le cinéma! Tiens, *Rebelle* passe au Quartier Latin… Mais il fallait se dépêcher, car un dimanche après-midi pluvieux, la file risquait d'être longue, d'autant plus qu'on projetait, à la même heure ou presque, deux nouveaux films québécois précédés d'un gros battage publicitaire, *Rebelle* et *Inch'Allah*…

Surprise: au guichet, nous étions tout seuls. À 17h, le grand complexe était vide, les employés oisifs lisaient des magazines ou pianotaient sur leurs portables. Dans la salle où nous avons vu *Rebelle* (un excellent film au demeurant), nous n'étions pas 10 personnes. Au même moment, des amis regardaient *Inch'Allah* dans une grande salle aux trois quarts vide.

À cette heure (je le sais car j'y vais souvent), le Forum, l'autre grand complexe du côté ouest de Montréal, devait être bondé, comme tous les dimanches après-midi pluvieux. Alors quoi? Où étaient les francophones qui devraient être les habitués du Quartier Latin, alors que les anglophones (et ceux que les sous-titres en anglais ne dérangent pas) faisaient la file au Forum?

Mon hypothèse: les francophones, ils étaient au Cinéplex DIX30, sur la Rive-Sud, ou bien au Colossus de Laval. Pourquoi repasseraient-ils le pont pour venir à Montréal le week-end, alors qu'ils ont des dizaines d'écrans près de chez eux? (Heureusement, Montréal garde au moins – pour l'instant! – l'exclusivité sur le cinéma de répertoire. Il faut traverser un pont si l'on veut aller à Excentris, au Cinéma du Parc, au Beaubien ou à la Cinémathèque…)

C'est à de petits signes comme ceux-là qu'on mesure l'ampleur du fléau qui s'est abattu sur Montréal, et qui d'ailleurs s'aggrave: l'exode des familles francophones de classe moyenne vers la banlieue, la métropole du Québec étant abandonnée aux anglophones, aux immigrants, aux très pauvres et aux très riches. Ce n'est pas ainsi que Montréal restera une ville française.

Seule une politique d'habitation vigoureuse arrêterait la saignée. Il y a présentement une épidémie de condos pour célibataires fortunés. Mais ce qu'il faut, ce sont des logis abordables dotés de trois ou quatre chambres pour accommoder les familles!

Parlant de Montréal, une autre minuscule observation…

Plusieurs sont agacés par la formule d'accueil qui serait, paraît-il, omniprésente dans les commerces du centre-ville. Ce « Bonjour, Hi » ou « Hi, Bonjour », il me semble pourtant ne jamais l'entendre, même si j'habite et « magasine » au centre-ville.

À la réflexion, j'ai compris pourquoi. C'est que j'ai l'habitude (une habitude acquise au fil de nombreux séjours en France) de prendre les devants en saluant moi-même les employés: je leur dis « bonjour » avant de demander ce que je veux. Avant même d'ouvrir la bouche, le vendeur, ou le serveur, ou le chauffeur de taxi, sait donc tout de suite que je suis francophone.

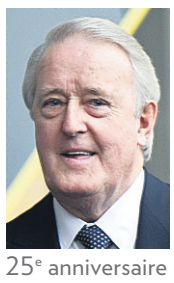
Cela dit, je ne crois pas que cet innocent « Bonjour, Hi » mérite qu'on en fasse tout un plat. Les commerces du centre-ville servent des francophones, des anglophones et aussi des touristes dont la majorité parle anglais, et cette introduction bilingue m'apparaît plutôt comme un geste d'ouverture.

Mais bon, si l'on trouve cela irritant, on n'a qu'à essayer mon truc. Dites « bonjour » au vendeur dès que vos regards se croisent, et le reste de l'échange se déroulera en français!

En plus, n'est-il pas plus aimable de saluer le vendeur par un petit « bonjour », plutôt que de l'interpeller abruptement en lui demandant tel ou tel produit? En France, pays de la courtoisie, on aborde les employés des services en leur disant « bonjour » et l'on ne quitte pas l'établissement sans dire « merci, au revoir ». Une habitude à imiter…

Une continuité essentielle

Les politiques économiques de gouvernements d'allégeances différentes ont très bien servi le Canada depuis 30 ans



BRIAN MULRONEY
Associé principal au cabinet Norten Rose, l'auteur a été premier ministre du Canada de 1984 à 1993. Ce texte est extrait d'une allocution qu'il a prononcée hier soir à Toronto, à l'occasion du 25e anniversaire de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

PHOTO JONATHAN HAYWARD, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Jean Chrétien avait de très grandes décisions à prendre lorsqu'il a accédé au pouvoir en 1993. Il aurait pu renier nos accords commerciaux et notre réforme fiscale puisqu'il avait mené une campagne énergique contre ceux-ci. Mais il a choisi de mettre de côté la rhétorique de campagne et a soutenu ces deux initiatives, les transformant en piliers de la prospérité record du Canada.

Lorsque nous nous tournons vers l'avenir, nous constatons que le Canada a bien des raisons d'être optimiste. Au cours des récentes réunions du G8 et du G20, notre gouvernement s'est fièrement imposé comme un exemple de rectitude fiscale dans un monde chaotique, notre pays étant, bien objectivement, doté d'une des économies les plus fortes du monde industrialisé, pour ne pas dire la plus forte.

Comment cela s'est-il produit? Et bien, ce n'est pas arrivé du jour au lendemain, ni sous un seul gouvernement ou un seul parti politique. Cela s'est produit sur une période de presque 30 ans, parce que quatre gouvernements d'allégeances politiques différentes ont adopté des politiques économiques similaires, qui ont donné lieu à une croissance économique stable et ont créé une base solide pour la création d'emplois, un régime de financement public prudent et une identité nationale plus solide.

Des initiatives fondamentales de mon gouvernement, comme l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et l'ALENA, jumelées à une vague de privatisations, à des efforts de déréglementation intenses, à une réforme fiscale historique et à une politique de faible inflation, ont favorisé la réduction radicale des dépenses dans les programmes et celle du déficit, jetant ainsi les bases de la croissance et permettant au Canada d'être un concurrent sérieux dans un contexte de mondialisation rapide.

Des politiques publiques sérieuses ne peuvent être élaborées et mises en pratique qu'au fil de décennies, et non pas au cours de mandats de quatre ans.

Jean Chrétien avait de très grandes décisions à prendre lorsqu'il a accédé au pouvoir en 1993. Il aurait pu renier nos accords commerciaux et notre réforme fiscale puisqu'il avait mené une campagne énergique contre ceux-ci. Mais il a choisi de mettre de côté la rhétorique de campagne et a soutenu ces deux initiatives, les transformant en piliers de la prospérité record du Canada.

M. Chrétien, avec l'aide du ministre des Finances Paul Martin, a utilisé les grands avantages économiques découlant du libre-échange et de la TPS pour éliminer graduellement le déficit et amorcer le remboursement de la dette d'une manière ordonnée. Et cette décision est tout à son honneur.

En agissant ainsi, alors qu'il sabrait dans les dépenses gouvernementales et faisait d'importants investissements dans la recherche universitaire, qu'il favorisait des progrès considérables en R&D et qu'il cherchait de nouveaux débouchés pour le commerce international, M. Chrétien a assuré la continuité de politiques qui n'étaient ni d'hier ni d'aujourd'hui, ni conservatrices ni libérales. Elles étaient canadiennes, conçues pour servir l'intérêt national et renforcer notre souveraineté.

Tout cela a été suivi par d'importantes mesures adoptées par le gouvernement Martin et par l'actuel gouvernement Harper, qui applique une gestion saine et impressionnante de l'économie et apporte des changements bénéfiques du point de vue de la fiscalité des sociétés et des particuliers, amenés par le ministre des Finances, Jim Flaherty. Toutes ces mesures ont renforcé nos finances publiques et nous ont permis de mieux résister que la plupart des pays aux effets catastrophiques de la récente crise économique.

La continuité essentielle des gouvernements, de Mulroney à Chrétien et de Martin à Harper, explique en grande partie ce qui fait le succès du Canada aujourd'hui. Personne ne devrait sous-estimer la valeur de cette continuité. Des politiques publiques sérieuses ne peuvent être élaborées et mises en pratique qu'au fil de décennies, et non pas au cours de mandats de quatre ans.

Nous avons eu la chance de voir des gouvernements d'allégeances différentes « accepter de se passer le flambeau » au cours des 30 dernières années, plutôt que de les voir tout arrêter et tout recommencer en se fondant sur des idéologies discréditées ou des intérêts personnels.

› DEBATS@LAPRESSE.CA

JUSTIN TRUDEAU

Une illusion

Justin Trudeau est une belle illusion. Ce n'est pas tant le scandale des commandites qui a coulé le Parti libéral du Canada au Québec que le rapatriement de la constitution par son père. Le score du parti est en chute libre depuis cette époque et la moitié des Québécois a appuyé la souveraineté au référendum de 1995. Comme héritage, on a déjà vu mieux. Si le Parti libéral veut reconquérir le Québec, et par la suite le Canada, il doit s'excuser d'avoir exclu notre province de la réforme constitutionnelle de 1982 et proposer réparation. Le passé étant garant de l'avenir, il est inconcevable que Justin Trudeau aille dans cette direction. Le dogmatisme constitutionnel est aux libéraux ce que l'idéologie est au Parti conservateur.

André Racicot, Gatineau

Appelez-moi Justin

Bonne nouvelle pour le Parti libéral du Canada que de voir Justin Trudeau se lancer dans la course au leadership du parti. Pour l'avoir côtoyé au cours des dernières années, il est doué et il articule une vision politique rassembleuse, quoique parfois surprenante. Sur le plan des communications, il a le sens du punch, il fait des phrases imagées, simples et accrocheuses, ce qui répond à ce que les gens veulent actuellement entendre de la part des politiciens. L'intérêt des médias à son égard ne ment pas. En regardant sa belle petite famille lors de l'annonce, on ne peut s'empêcher de penser qu'il ne manque pas de courage et d'ambition en entreprenant la course au leadership du PLC, la première phase du périple. Être fils de Pierre Elliott Trudeau, premier ministre du Canada pendant 15 ans qui a dominé la scène politique canadienne, est un bel héritage à porter. Justin Trudeau a choisi adroitement de ne pas creuser les sillons du passé, de bénéficier du pouvoir de propulsion de son nom, mais en travaillant à sa façon, mettant une empreinte résolument moderne et repensée dans sa vision du Canada. Son défi: être vu comme Justin Trudeau et de moins en moins comme « le fils de ».

Martine Gaudreault, Québec

Sera-t-il pris au sérieux?

Il me semble que Justin Trudeau aura de la difficulté à être pris au sérieux. Ce serait une erreur de l'élire chef du Parti libéral du Canada. Il aurait dû passer son tour et prendre de l'expérience tout en approfondissant l'histoire en général, en particulier celle du Canada et du Québec, autrement que par les yeux de son père et des dinosaures du Parti libéral dont il paraîtra souvent comme le haut-parleur d'un passé qui ne reviendra pas.

Roch Pagé, Ottawa

SiriusXM

Les Recrues DODGE

LA LIQUIDATION TOTALE D'AUTOMNE

Dodge Grand Caravan Crew 2012 montrée**

36 MPG$^{\Delta}$ 7,9 L/100 KM SUR ROUTE

MEILLEUR DE SA CATÉGORIE 283 CH•

TOP SAFETY PICK 2012 — «MEILLEUR CHOIX SÉCURITÉ» SELON L'IIHS

CONSUMERS DIGEST BEST BUY — GAGNANT «MEILLEUR ACHAT 2012» DE *CONSUMERS DIGEST*

À CE PRIX-LÀ, C'EST FACILE DE LES IMAGINER DANS VOTRE ENTRÉE.

DODGE GRAND CARAVAN SE 2012

LA MINI-FOURGONNETTE LA PLUS VENDUE AU PAYS DEPUIS 28 ANS$^{\surd}$

CHOISISSEZ L'UNE OU L'AUTRE À PARTIR DE :

19 995 $‡

OU CHOISISSEZ

UN FINANCEMENT À L'ACHAT DE **58 $**±

PAR SEMAINE POUR 96 MOIS

FRAIS DE TRANSPORT ET TAXE SUR LA CLIMATISATION INCLUS

LE PRIX COMPREND 8 000 $$^{\Omega}$$ DE REMISE AU COMPTANT POUR LA DODGE GRAND CARAVAN SE ET 2 000 $$^{\Omega}$$ POUR LE DODGE JOURNEY SE, LES FRAIS DE TRANSPORT ET LA TAXE SUR LA CLIMATISATION.

DODGE JOURNEY SE 2012

LE MULTISEGMENT INTERMÉDIAIRE LE PLUS ABORDABLE AU PAYS¥

38 MPG$^{\Delta}$ 7,5 L/100 KM SUR ROUTE

283 CH

TOP SAFETY PICK 2012 — «MEILLEUR CHOIX SÉCURITÉ» SELON L'IIHS

MEILLEUR UTILITAIRE/MULTISEGMENT DE MOINS DE 35 000 $ EN 2012 SELON L'AJAC — ASSOCIATION DES JOURNALISTES AUTOMOBILE DU CANADA — www.ajac.ca

Dodge Journey SXT 2012 montré**

PASSEZ CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER | JEEP$_{MD}$ | DODGE | RAM DU QUÉBEC

www.dodge.ca/offres

MOINS D'ESSENCE. PLUS DE PUISSANCE. UNE VALEUR SÛRE.

15 MODÈLES QUI CONSOMMENT 8,1 L / 100 KM (35 MPG) OU MOINS.

RAM DODGE CHRYSLER Jeep$_{MD}$

« Moins d'essence. Plus de puissance. Une valeur sûre. » est une comparaison entre les gammes complètes 2012 et 2011 de Chrysler Canada. L'affirmation 8,1 L/100 km ou moins est basée sur les estimations de consommation de carburant sur autoroute du programme *ÉnerGuide* 2012. Les méthodes d'essai utilisées sont celles de Transport Canada. La consommation d'essence réelle de votre véhicule varie selon le groupe motopropulseur, vos habitudes de conduite et d'autres facteurs. Voyez votre concessionnaire pour des précisions supplémentaires sur le programme *ÉnerGuide*. **Le consommateur avisé lit les petits caractères :** ‡, Ω, ±. Les offres de cette annonce s'appliquent à la livraison au détail des modèles neufs sélectionnés achetés entre le 2 et le 31 octobre 2012 auprès des concessionnaires participants et peuvent être modifiées ou prolongées sans préavis. Le transport (1 500 $) et la taxe sur le climatiseur (le cas échéant) sont compris dans le prix d'achat. Aucuns frais supplémentaires ne seront ajoutés aux prix tout inclus des véhicules annoncés. L'immatriculation, l'assurance, les droits sur les pneus neufs (15 $) et les taxes applicables sont en sus et seront exigés à la livraison. Un acompte peut être demandé. Le concessionnaire peut devoir échanger ou commander un véhicule (lorsque applicable). Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et conditions. ‡ Le prix d'achat comprend, le cas échéant, une remise au comptant. Ω Les remises au comptant (Dodge Grand Caravan SE 2012 : 8 000 $ et Dodge Journey SE 2012 : 2 000 $) sont offertes sur la plupart des modèles neufs 2012 et sont déduites du prix négocié avant l'application des taxes. ± Le taux de financement à l'achat de 4,49 % pour 96 mois est offert aux clients admissibles sous réserve de l'approbation de crédit par la RBC Banque Royale. la Banque Scotia, Financement Auto TD et Ally Credit Canada sur la plupart des modèles Chrysler, Jeep, Dodge et Ram 2012. Exemple : Dodge Grand Caravan SE 2012 (RTKH53 + 29E) ou Dodge Journey SE 2012 avec moteur 4 cylindres de 2,4 L et (JCDP49 + 22K) : **23 895 $**, incluant 2 000 $ de remise au comptant et 1 000 $ de boni au comptant. Les modèles montrés peuvent différer légèrement des modèles qui sont commercialisés au Canada. Δ Données basées sur le *Guide de consommation de carburant 2012* de Ressources naturelles Canada (RNCan) pour le moteur V6 Pentastar^{MC}. Dodge Grand Caravan SE 2012 : consommation de 7,9 L/100 km (36 mpg) sur autoroute et 12,3 L/100 km (23 mpg) en ville. Dodge Journey SE 2012 avec moteur 4 cylindres de 2,4 L et transmission automatique 4 vitesses : consommation de 7,5 L/100 km (38 mpg) sur autoroute et 10,8 L/100 km (26 mpg) en ville. Les méthodes d'essai utilisées sont celles de Transport Canada. La consommation d'essence de votre véhicule varie selon le groupe motopropulseur, vos habitudes de conduite et d'autres facteurs. √ Affirmation basée sur les ventes totales enregistrées de 1984 à décembre 2011. ¥ Selon le classement des multisegments utilitaires intermédiaires 2012 de *Ward's*. • Selon l'étude de segmentation des mini-fourgonnettes 2012 de *Ward's*. Les autres véhicules conçus ou manufacturés par Chrysler Group LLC sont exclus. Le sceau Best Buy est une marque de commerce enregistrée de Consumers Digest Communications LLC et utilisée sous licence. ^{MD} Jeep est une marque déposée de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. ^{MC} Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. **Coop publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep$_{MD}$ • Dodge • RAM**

SCANNER ICI POUR PLUS D'OFFRES